

COMMUNISME Ou CIVILISATION pour

l'**INVARIANCE** de la théorie du prolétariat.

- Défendue dans la ligue des **Communistes** (Manifeste du Parti Communiste (1848); dans l'**AIT** (oeuvre du Conseil Général de Londres dirigé par Marx); lors de la Commune; dans la deuxième Internationale; contre la dégénérescence et la faillite de celle-ci (Gauche socialiste en Allemagne, Bolcheviks, Gauche socialiste en Italie -Fraction abstentionniste).
- Qui triomphe en Russie 1917 et internationalement : Moscou 1919 : fondation de la troisième internationale; Livourne 1921 : fondation du Parti Communiste d'Italie : rupture avec la démocratie.
- Défendue par la Gauche Communiste contre la dégénérescence de Moscou; contre l'Union Sacrée dans la résistance au fascisme.
- Qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste - organe de la classe prolétarienne - en dehors de tout **démocratisme**, carriérisme, individualisme, contre l'**immédiatisme** et contre tout doute révisionniste sur la doctrine.
- Le but de "Communisme ou Civilisation" est la reformation du Parti Communiste.

INTRODUCTION

Avec ce numero, nous achevons notre étude sur la périodisation du MPC en deux phases. (Les deux premières parties sont parues dans les N°5 et 7). Il va de soi que le sujet n'aura pas été exhaustivement traité. Le travail que nous livrons est donc comme tous ceux que peut livrer le parti communiste au sens historique du terme, dans la période actuelle: semi-élaboré. Nous avons tenté de montrer, en nous y attachant point par point, la logique qui procède aux métamorphoses du capital, et la dynamique de celui-ci. Phase de soumission formelle et phase de soumission réelle du travail au capital ne sont pas rigidement séparées. Il s'agit de deux moments de la vie d'un même être, et tout ce qui apparaît dans la seconde n'est que la réalisation - parfois contradictoire - de ce qui est inclus dans la première. Lorsque le MPC nie certains éléments caractéristiques de sa première phase, c'est afin de réaliser son être. Ainsi avons-nous tenté de restaurer la dialectique de la vie du capital, en montrant les différences des deux phases mais aussi les continuités.

Dans son N°23, la "Revue Internationale" du CCI nous gratifie d'une démonstration d'une imbécillité crasse sur la sacro-sainte "décadence" du capitalisme. (Qui pour lui recoupe "le 20^e siècle" ce qui prouve bien qu'au mépris de tous les enseignements de la théorie du prolétariat le CCI ne comprend l'histoire qu'à la manière des manuels scolaires) Pour montrer les changements qui "affectent" le MPC à l'époque de sa décadence, le CCI a recours à une méthode style institut de beauté: "avant-après". Et d'étaler sur deux colonnes les caractéristiques du capitalisme "ascendant" et "décadent". Aucune continuité, aucune dialectique ne peut nous montrer ce qui rattache les deux moments entre eux. Ainsi le fil de l'histoire vivante, le fil du temps est rompu. L'entreprise permet donc au CCI de se dédouaner officiellement de toute allégeance à la théorie prolétarienne. Ni les luttes du prolétariat pour la réalisation de la révolution bourgeoise, qui ont permis le passage à la phase réelle, ni l'expression théorique du Parti communiste tout au long de l'arc de vie du capital n'ont donc de sens. La décadence est venue modifier tout cela.

Diderot faisait dire à Jacques le fataliste "tout ce qui arrive de bien et de mal ici bas est écrit là-haut". Le CCI - lui est par parenthèse bien loin d'avoir la vivacité d'esprit et la finesse du Jacques en

question - estime que tout ce qui arrive de bien et de mal ici bas, c'est la faute à la décadence (refrain): l'impérialisme et les luttes de libération nationale, l'intégration des syndicats et la production d'armements, l'apathie du prolétariat et le manque "d'organisation des révolutionnaires" ; Carter, Madame Soleil, l'été pourri et la musique punk, "c'est la faute à la décadence" (bis). Les plumitifs du CCI avec leurs "théories" écoeurantes de platitude et de médiocrité ont transformé la théorie en superstition, et s'en vont comme de vieilles bigotes décrépites en égrenant leur chapelet et en marmottant que tout ça, c'est la faute à la décadence (ter).

La restauration de l'authentique programme communiste passe nécessairement par la réappropriation des éléments de la théorie du prolétariat, par la compréhension du mouvement historique, non en fonction du passé ni du présent mais du futur: la révolution communiste. En retraçant quoi que brièvement, la trajectoire du capital: son émergence dans le sang et la boue de l'accumulation primitive, sa réalisation à travers les deux phases historiques de la production capitaliste, son inéluctable destruction, dans le fracas de la crise catastrophique, nous aurons contribué à une telle tâche.

5. Etat et démocratie dans les deux phases

"Tant qu'il y aura l'Etat il n'y aura pas de liberté, quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'Etat." (Lénine)

5.1. Introduction.

5.1.1. A partir de la dissolution des communautés primitives, pour chaque époque historique le procès de production et de reproduction de la vie matérielle engendre des superstructures de force et de conscience correspondantes. A chaque mode de production répond un type d'Etat qui, en tant que superstructure de force vient étayer et renforcer la domination de ce mode de production : en d'autres termes l'Etat est l'instrument de la classe qui se trouve dans une situation dominante au sein de rapports de production déterminés.

5.1.2. Avec la montée de la classe bourgeoise, qui asseoit son pouvoir au sein de la société civile en disposant peu à peu des moyens et des conditions de la production, se manifeste la nécessité de s'emparer du pouvoir politique, afin de balayer tous les obstacles à son émancipation et à celle des forces productives capitalistes. D'où la nécessité pour elle de s'affirmer définitivement comme classe dominante, de forger un Etat qui soit le véritable instrument de sa domination de classe.

Comme nous allons le voir, c'est à travers les deux phases de la production capitaliste que celle-ci engendre la forme d'Etat qui lui est adéquate.

5.2. Genèse.

5.2.1. Historiquement, l'Etat n'apparaît que lorsque les communautés primitives ont été dissoutes et que l'antique unité de l'espèce humaine a fait place à la division de la société en classes et à l'atomisation de l'espèce en individus. Lorsque l'humanité ne connaissait ni propriété privée, ni division du travail, ni antagonismes sociaux liés aux classes, il n'existait pas de base pour l'apparition d'un organe chargé de régler les affaires communes. La communauté assurant la gestion de celles-ci d'une manière immédiatement collective. De la même manière la société de cette époque ne connaissait pas non plus la démocratie.

"L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité." (Engels. Origine de la famille p.181)

5.2.2. Il a été souvent affirmé qu'au commencement de la vie de notre espèce, au stade des communautés primitives, il y avait des germes de démocratie, certains parlent même de formes. Or, en disant cela, on ne comprend pas que les germes de la forme supérieure peuvent se manifester sporadiquement dans la forme inférieure. La "démocratie" dont il est question apparaissait dans des circonstances bien définies. Celles-ci une fois révolues, il y avait retour à l'ancien mode d'organisation, exemple la démocratie militaire à ses débuts. Quand le besoin s'en faisait sentir, l'élection du chef se faisait à un moment précis

et en vue de certaines opérations. Celles-ci accomplies, le chef était réabsorbé au sein de la communauté. Il ne s'en autonomisait pas. La "démocratie" qui se manifestait temporairement était résorbée. La démocratie ne peut réellement se manifester qu'à partir du moment où les hommes ont été totalement divisés et que le cordon ombilical les unissant à la communauté a été coupé, c'est-à-dire quand il y a des individus.

5.2.3. Toutes les sociétés ultérieures, une fois cette unité primitive rompue connurent l'existence de l'**Etat**, dont les formes varient historiquement. Dans la société bourgeoise développée, l'**Etat** se trouve pleinement réalisé. L'examen de toutes ses formes et variantes n'a pas sa place ici. Le lecteur se rapportera aux travaux classiques du communisme, Engels, Bordiga... A partir du moment où les formes sociales qui se succèdent sont toutes historiquement des sociétés de classe, elles ont toutes besoin de l'**Etat**, et celui-ci y est l'organe du pouvoir de la classe dominante.

"L'**Etat** n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société; il n'est pas davantage la "réalité de l'idée morale", "l'image et la réalité de la raison" comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle se trouve impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'ordre; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger c'est l'**Etat** (...)

Comme l'**Etat** est né du besoin de **réfréner** les oppositions de classe, mais comme il est né, en **même** temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'**Etat** de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée." (Engels. idem. p.180)

5.3. Les bases contradictoires de l'**Etat** bourgeois.

5.3.1. Dès le départ, l'**Etat** repose sur une contradiction : il est l'**instrument** de la classe dominante, mais en **même** temps il se présente comme un organisme au-dessus des classes, représentant l'ensemble de la société, arbitrant et **contrôlant** le conflit de classes. Né sur la base d'une société séparée et divisée, c'est le seul organe qui puisse prétendre incarner l'universalité, la communauté, d'où une mystification inhérente à l'**Etat** en général, et que la forme particulière de l'**Etat** bourgeois pousse à son paroxysme.

5.3.2. La bourgeoisie, qui possédait déjà une **puissance** de fait au sein de la société féodale (puissance conférée par l'argent, la propriété des moyens de production), avait à faire **reconnaître** en droit cette supériorité sociale. D'où pour elle la nécessité de faire cesser son isolement vis-à-vis de l'**Etat**, de conquérir le pouvoir politique. On peut dire que c'est là la manière dont se pose, pour la bourgeoisie le problème de la communauté. Théoriquement et pratiquement, ce qui se posait pour la bourgeoisie au XVIII^e siècle, alors que s'achève le mouvement d'expropriation des hommes et la dissolution des derniers vestiges de communauté naturelle, c'est le problème de remplacer la communauté disparue. Tout mouvement social se trouve confronté à cette exigence de réappropriation de l'être **humain**, mais 'seul le prolétariat se trouve historiquement placé dans les conditions adéquates

pour la satisfaire. La bourgeoisie, elle, n'avancait que des solutions politiques, constitutionnelles. Elle possédait un être social, il lui manquait un être politique. D'où le fait qu'elle voit tout sous l'angle politique et la caractérisation de la révolution bourgeoise comme une "révolution sociale à âme politique". Dans la mesure où la bourgeoisie détruisait les anciens rapports sociaux précapitalistes et en généralisait de nouveaux (rapports de production capitalistes), elle accomplissait une gigantesque oeuvre révolutionnaire, d'ailleurs saluée par les théoriciens communistes (cf. Manifeste). Mais dans la mesure où la bourgeoisie avait à instaurer et à faire reconnaître une nouvelle forme de domination, il lui fallait trouver une forme politique adéquate au contenu social de son activité = instaurer une nouvelle forme d'Etat. En d'autres termes la communauté que revendiquait la bourgeoisie était une communauté politique, celle-ci devant favoriser la pleine réalisation de la communauté du capital. (C'est-à-dire que désormais toutes les forces vitales du prolétariat, donc de l'espèce humaine se retournent contre lui sous la forme du capital, valeur en procès qui cherche à se valoriser au maximum, et dont la communion inhumaine constitue le lien unissant et développant l'espèce sous la forme contradictoire et monstrueuse de la communauté du capital).

5.3.3. Au jeune Hégélien Arnold Ruge, qui prophétisait l'étouffement de toute émeute qui éclate dans "l'isolement funeste des hommes de l'être collectif" (Gemeinwesen), Marx répondait en 1842 que toute émeute sociale éclate dans cet isolement, puisqu'elle vise précisément à y mettre fin. Cela ne signifie rien si l'on ne précise pas la nature de l'être collectif dont on parle. Pour la bourgeoisie il s'agit de s'approprier une Gemeinwesen politique, de mettre fin à l'isolement vis-à-vis de la sphère politique, vis-à-vis de l'Etat. Aussi Marx renquie-t-il à Ruge :

"...L'âme politique d'une révolution consiste dans la tendance des classes sans influence politique de supprimer leur isolement vis-à-vis de l'Être de l'Etat et du pouvoir. Leur point de vue est celui de l'Etat, d'une totalité abstraite qui n'existe que par la séparation de la vie réelle, qui serait impensable sans la contradiction organisée entre l'idée générale et l'existence individuelle de l'homme. Conformément à sa nature limitée et ambiguë une révolution à âme politique organise donc une sphère dominante dans la société aux dépens de la société." (Roi de prusse et réforme sociale.)
(éd. Spartacus. P89)

5.3.4. Ainsi la lutte de la classe bourgeoise pour son émancipation, faussement présentée comme une lutte libérant universellement l'humanité, n'aboutit qu'à rétablir une nouvelle forme de domination de classe. Avec la société bourgeoise se réalise la séparation radicale entre la sphère particulière et la sphère universelle. Là, dans le mode de production capitaliste s'effectue le triomphe de l'intérêt égoïste (1), l'ultime destruction de tout vestige de communauté naturelle, mais sans le surgissement d'une libre communauté des hommes fraternellement unis entre eux.

(1) "Elle (la bourgeoisie NDR) a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange et, à la place des nombreuses libertés si chèrement acquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, aride." (Manifeste)

Au contraire c'est le capital qui tente de se poser comme communauté, comme principe unificateur alors qu'il implique la séparation de la société en classes. Il s'effectue une socialisation négative puisque les hommes se trouvent unifiés par un principe qui n'est pas un principe humain, mais un principe capitaliste : la valeur, l'argent le capital. La vie des hommes, leurs rapports sociaux dans la société civile sont entièrement déterminés par le capital. Comme nous l'avons déjà vu (cf. N°3), à partir du moment où la communauté est détruite et l'espèce atomisée en individus, ceux-ci apparaissent comme des personnages indépendants et isolés, laissant croire que le mouvement social s'effectue de manière non déterminée, au gré du hasard et de la volonté des individus. En fait, comme le montre Marx dans l'Urtexte, l'interdépendance des individus se renforce avec le développement historique, et le mouvement social s'impose aux individus comme une force supérieure. Dans la mesure où en même temps se renforce l'apparence d'autonomie et d'indépendance des individus, la contradiction entre individu et espèce se reflète dans la contradiction entre l'idéologie bourgeoise du libre-arbitre, l'apologie de l'initiative privée etc... et la réalité du capital où celui-ci impose les lois de son développement aux classes qui composent la société. Le capital unifie mais contradictoirement, sous la forme de la séparation (I). Notre doctrine a d'emblée escompté l'éclatement définitif de la contradiction devenue intenable en disant que les forces productives sont devenues trop importantes pour des rapports de production trop étroits. Les forces du communisme sont déjà à l'oeuvre au sein même de la société bourgeoise, et la révolution communiste est l'acte de violence qui permettra d'infléchir ces forces dans un sens purement communiste, en supprimant l'entrave des rapports sociaux capitalistes.

5.3.5. Le capital triomphe dans la sphère privée, dans la vie civile. Au-dessus de cette sphère privée, l'Etat apparaît comme le principe unificateur par excellence, l'organe où se réalise l'essence sociale de l'homme, bref comme une pseudo-communauté. L'Etat, dit Marx dans l' "Idéologie Allemande, est une communauté illusoire.

" D'après son essence, l'Etat politique parfait est la vie générique de l'homme par opposition à sa vie matérielle. Dans la société civile toutes les conditions de cette vie égoïste subsistent en-dehors de la sphère de l'Etat, mais comme caractères propres à la société civile. Là où l'Etat politique a atteint son développement véritable, l'homme mène une double existence, non seulement dans la pensée, dans sa conscience, mais dans la réalité, dans la vie une existence céleste et une existence terrestre : la vie au sein de la communauté politique, où il se considère comme être communautaire, la vie dans la société civile, où il exerce son activité comme homme privé où il considère les autres hommes comme des moyens, où il se rabaisse lui-même au rang de moyen et devient le jouet de puissances étrangères." (La question Juive. éd. Aubier p.75)

5.3.6. Nous avons donc : une communauté réelle, formée par l'absorption des forces vitales du prolétariat par le capital = la communauté du capital. Ce dernier tend à imposer sa domination tentaculaire sur

(1) cf. Hegel : "Le seul intérêt de la raison est de dépasser de tels contraires figés. Cet intérêt de la raison n'a pas pour sens de s'opposer en général à l'opposition et à la limitation; car l'évolution nécessaire est un facteur de la vie qui se forme dans l'opposition éternelle : la totalité, dans la vie la plus intense, n'est possible que par le retablisement à partir de la séparation la plus intense." (Différence des Systèmes de Fichte et de Schelling).

la société tout entière. Au sein de cette société règne l'intérêt égoïste; apparemment l'homme vit et agit dans la plus parfaite autonomie et indépendance par rapport à ses semblables. Produit de cette société, l'Etat apparait comme une pseudo-communauté, une communauté illusoire, le lieu où s'estompent les différences de classe et où les individus en tant que citoyens se trouvent unis dans une même sphère, tout comme dans la religion.

5.3.7. Le prolétariat est exclu de toute communauté, c'est-à-dire qu'il est exclu aussi de la communauté politique qu'est l'Etat. Ce dernier ne reconnaît pas d'existence politique aux classes, et donc pas au prolétariat. Le prolétariat se dresse en tant que classe contre la bourgeoisie (donc contre l'Etat), lorsqu'il est organisé en parti communiste, lequel préfigure la communauté humaine, En tant qu'il est révolutionnaire donc, le prolétariat oppose sa propre communauté à la communauté du capital. Inversement, en tant qu'il est soumis à la communauté du capital, dans les périodes de contre-révolution, le prolétariat cesse d'exister comme classe révolutionnaire.

5.3.8. Cette situation particulière du prolétariat a des conséquences précises sur la nature de son activité révolutionnaire : celle-ci n'est pas une activité politique au sens traditionnel du terme. Le Prolétariat n'a pas à chercher à s'insérer dans la société, à se faire admettre par elle, mais à la détruire de fond en comble. De même (thèse qui fut amplement renforcée et démontrée au cours de la Commune de Paris), le prolétariat révolutionnaire n'a pas à prendre telle quelle la machine d'Etat et à la faire "fonctionner pour son propre compte," mais à la briser.

5.3.9. A partir de cette situation réelle du prolétariat face à l'Etat, on peut distinguer deux positions théoriques divergentes : l'une pour qui l'émancipation du prolétariat est celle qui fait cesser cette exclusion vis-à-vis de l'Etat, et l'autre pour qui ce n'est pas sur le terrain de l'émancipation politique, qui n'est pas le sien, mais sur celui de l'émancipation humaine, que doit agir le prolétariat.

5.3.10. La première position -avant d'être érigée en principe par les courants réformiste puis opportuniste stalinien - a été défendue par les jeunes hégéliens (Ruge, Bauer...) et attaquée très tôt par Marx, dans ses polémiques contre ce courant. Dans la mesure où Marx dit par ailleurs qu'une des premières tâches était de détruire le monstre hégélien (pour qui la théorie de l'Etat occupe une grande place sinon la place majeure), on comprend que les textes dits "de jeunesse" accordent une grande importance à la question de l'Etat. Il est donc faux de dire que Marx n'a "rien écrit sur l'Etat" et que d'autres (Lénine par exemple) seraient venus compléter sur ce point une théorie déficiente. L'importance au contraire de textes comme "La Question Juive", "Roi de Prusse et réforme sociale", "Critique moralisante et morale critique" ou "Critique de la philosophie du droit Hégélien", tous écrits dans les années 1842-44 est qu'à bien des égards ils liquident le problème de l'Etat. Par ailleurs, toutes ces positions furent confirmées historiquement par la suite, et commentées dans des textes comme "Le 18 Brumaire", "La guerre civile en France", les "Luttes de classes en France" etc... Il y a dans l'oeuvre communiste tous les éléments nécessaires pour mener à bien la critique exhaustive de cette sphère aliénée, de cette "communauté illusoire" qu'est l'Etat. Nul doute que tous ces éléments épars auraient été rassemblés en un "tout artistique" dans le volume prévu sur l'Etat de "L'Economie" en 6 livres (1). C'est toujours là un travail de parti que le prolétariat

(1) Le plan du livre sur l'Etat est le suivant : "Synthèse de la société bourgeoise sous la forme de l'Etat; l'Etat considéré en lui-même; les classes "improductives"; impôts; dette publique; crédit public; la population; les colonies; émigration." (Pléiade I p.XCIV)

révolutionnaire devra effectuer.

5.4. L'Etat dans la phase de soumission formelle du travail au capital.

5.4.1. Nous définissons la phase de soumission formelle du travail au capital comme l'époque où le MPC a encore à parachever sa domination sur l'ensemble de la société et où il lutte pour balayer définitivement les résidus des formes de production antérieures. Pour hâter cette destruction, pour précipiter un développement que le seul mouvement historique "spontané" n'accomplirait que dans un temps beaucoup plus long, la classe bourgeoise, dans cette phase, a systématiquement recours à l'intervention de l'Etat.

5.4.2. Reprenant les principaux enseignements de notre théorie de parti nous avons montré dans la première partie de ce travail (cf.N°5) que le capital ne crée rien, "n'accumule" rien, mais qu'il sépare les éléments préexistants du procès de production (le travailleur, la terre, les instruments de production) pour les réunir ensuite sous sa férule, les soumettre à son organisation. Dans ce mouvement, la bourgeoisie ne peut se passer de l'aide de l'Etat, qui lui est indispensable pour :

- briser les rapports sociaux pré-capitalistes
- achever la séparation du travailleur d'avec la terre et les moyens de production.
- briser la résistance des couches sociales jusque-là dominantes (noblesse)
- discipliner et forger par la terreur le prolétariat naissant
- ouvrir de nouveaux champs à l'expansion du capital (protectionnisme, colonialisme etc...)
- Favoriser la constitution d'un marché national, cadre dans lequel l'activité de la société bourgeoise peut s'épanouir pleinement :

"Décentralisée dans les deux sens, vertical et horizontal, l'organisation de la société et de l'Etat féodal constitue un obstacle pour la poussée bourgeoise tendant vers la formation de la nation unitaire moderne. D'une part en effet les "ordres" reconnus ont chacun leur propre droit et excluent jusqu'à un certain point les rapports sociaux avec l'extérieur, si bien qu'ils forment pour ainsi dire autant de nations autonomes; d'autre part, les districts féodaux fonctionnent eux aussi en économie fermée, y compris en ce qui concerne la force de travail humaine, et font des groupes de travailleurs serfs autant de petites nations assujetties." (Bordiga, Facteurs de race et de nation... p.93)

5.4.3. La "question politique" est toujours déterminée par la question sociale. Or la question sociale, pour la bourgeoisie montante, c'était la question de la propriété.

"Au cours de la révolution anglaise comme de la révolution française la question de la propriété c'était : faire prévaloir la libre concurrence et supprimer toutes les conditions féodales de la propriété telles que le pouvoir des seigneurs sur la terre, les corporations, les monopoles etc... qui, pour l'industrie accrue du XVI^e au XVIII^e siècle, étaient devenues autant d'entraves." (Marx. Critique moralisante et morale critique).

5.4.4. Comme le montrait Engels contre Dühring, ce n'est pas la violence en tant que telle qui peut contribuer à créer un tel état de choses, mais au contraire c'est le mouvement historique qui en pose les bases dans la réalité matérielle, et la violence (l'Etat) ne peut que contribuer à l'accomplir à la réaliser (I). Ainsi la valeur, l'argent, le capital exercent leur action dissolvante sur l'économie patriarcale, sur les rapports de production féodaux, contribuant à briser l'antique

unité de l'homme avec la terre, les moyens de production etc... L'Etat, en tant que superstructure de force, intervient pour redoubler le mouvement qui s'exerce dans la base matérielle, pour le renforcer, le canaliser dans la direction voulue, l'accélérer, le radicaliser.

5.4.5. Dans la phase de soumission formelle du travail au capital, la bourgeoisie ne peut se passer d'une intervention constante de l'Etat. Il faut donc qu'elle s'empare de celui-ci pour disposer d'un instrument qui lui fraye le chemin, qui facilite son émancipation et sa constitution en classe dominante.

Pour s'emparer de l'Etat, la classe bourgeoise dispose de la plus dissolvante des armes : l'argent.

"(...) les serfs ont acheté leur liberté; les communes ont acheté les droits municipaux; les bourgeois, par le commerce et l'industrie ont, d'une part soutiré l'argent des poches des seigneurs féodaux dont ils ont fait, en outre, la propriété foncière se volatiliser en traites, et ils ont, d'autre part, aidé la monarchie absolue, à triompher des grands seigneurs féodaux minés de **la sorte** et lui ont acheté leurs privilèges, tout comme ils ont par la suite exploité les crises financières de la monarchie absolue etc... etc...; grâce au système de la dette publique -produit de l'industrie moderne et du commerce **moderne**- les monarchies les plus absolues sont tombées sous la dépendance des barons de la finance; dans les relations internationales des peuples, le monopole industriel se transforme **immédiatement** en suprématie politique; et c'est **ainsi** que les princes de la Sainte-Alliance ne furent, dans la "guerre de l'indépendance allemande", que des lansquenets à la solde de l'Angleterre etc.."
 (Critique moralisante et morale critique. éd. Spartacus p.102)

5.4.6. L'expression adéquate de cette puissance de la bourgeoisie, qui n'avait pas encore conquis réellement le pouvoir politique, et alors que la vieille organisation féodale et les forces qui la soutiennent étaient en train de sombrer, c'est la monarchie absolue.

"Le pouvoir centralisé de l'Etat, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés **selon** un plan de division systématique et hiérarchique du travail, date de l'époque de la monarchie absolue, où il servait à la société bourgeoise naissante d'arme puissante dans ses luttes contre le féodalisme. Cependant, son développement restait entravé par toutes sortes de décombres moyennages, prérogatives des seigneurs et des nobles, privilèges locaux, monopoles municipaux et corporatifs, et constitutions provinciales. Le gigantesque coup de balai de la révolution française du XVIII^e siècle emporta tous ces restes des temps révolus, débarrassant ainsi du même coup, le substrat social des derniers obstacles s'opposant à la superstructure de l'édifice de l'Etat moderne." (Guerre civile en France p.60)

5.4.7. Ainsi la classe bourgeoise disposait-elle déjà d'un instrument (même si le pouvoir royal de l'époque n'est pas l'Etat bourgeois) dont la grande mission civilisatrice est la centralisation, rupture radicale avec le féodalisme dont le maître mot est "**localisme**". Dotée de cet Etat, la bourgeoisie pouvait utiliser pour favoriser systématiquement l'accumulation du capital.

(1) Bien sûr, il peut arriver que l'Etat tente de s'opposer à ce développement historique, mais dans ce cas, tôt ou tard, c'est ce dernier qui imposera sa loi. Dans tous les cas il n'y a pas une action mécanique unilatérale de la base matérielle sur l'Etat, celui-ci agit également sur les conditions historiques.

On prend des mesures protectionnistes pour protéger les industries naissantes; on interdit l'émigration des travailleurs qualifiés et inversement on en favorise l'immigration. En Angleterre, l'Etat intervient pour faciliter le mouvement des "enclosures" (cloture des terres communales), permettant à ce dernier de prendre sa véritable ampleur à partir du XVIII^e siècle. En France, l'Etat favorise la constitution des premières grandes manufactures. On unifie par la force les provinces sous la férule de l'Etat central, permettant ainsi la libre circulation des marchandises et de l'argent. On fixe le cours des monnaies. On empêche la concurrence étrangère de se manifester en ruinant les industries des autres pays, comme l'Angleterre le fit pour l'Irlande. Là où les nécessités de la concentration du capital excèdent les possibilités des capitalistes, l'Etat intervient pour accorder des subsides aux chefs d'industrie. (C'est le cas en France du temps de Colbert, cf. Marx. Capital I,3,XI p.845 Pléiade t.I).

5.4.8. Partout, l'Etat intervient au cours de l'accumulation primitive et de la phase de soumission formelle, pour briser et discipliner la classe ouvrière naissante. Lors de l'expropriation de la population des campagnes on assista à la généralisation du vagabondage, de la mendicité etc... puisque "la création du prolétariat sans feu ni lieu (...) allait nécessairement plus vite que son absorption par les manufactures naissantes." (Capital I,8)

L'assassinat, la torture et toutes les formes possibles de la force physique brutale furent employées contre les vagabonds, les anciens serfs, paysans libres, petits artisans des villes, pour en faire des prolétaires. Ainsi, bien avant que le capital lui-même, au travers du machinisme n'impose sa discipline à la classe ouvrière, il la brisa par la violence politique et le terrorisme. C'est également l'Etat qui se charge d'aggraver les conditions d'exploitation de la classe ouvrière, en créant et maintenant une surpopulation absolue, comme nous l'avons déjà vu; en abaissant le salaire; en édictant des lois visant à allonger la journée de travail.

5.4.9. Il vient un moment où la séparation de la bourgeoisie d'avec l'Etat devient intenable, Il lui faut réaliser l'adéquation entre son être social et son être politique, dont nous parlions plus haut. Même la pression qu'elle exerce sur la monarchie et grâce à laquelle celle-ci favorise l'expansion historique du MPC n'est plus suffisante. Il faut que la bourgeoisie elle-même prenne les rênes du pouvoir politique, se forge son propre Etat.

"Lorsque les conditions de vie matérielles de la société se sont suffisamment développées pour faire de la modification de sa forme politique officielle une nécessité vitale, toute la physiologie de la vieille puissance politique se transforme. C'est ainsi que la monarchie absolue, au lieu de centraliser, ce qui constituait sa véritable action civilisatrice, essaie alors de décentraliser. Issue de la défaite des castes féodales, à la destruction desquelles elle prend elle-même la part la plus active, elle tâche de sauvegarder au moins l'apparence des distinctions féodales. Alors que précédemment elle favorisait le commerce et l'industrie en même temps que l'essor de la classe bourgeoise, comme autant de conditions nécessaires de la puissance nationale aussi bien que de sa propre splendeur, la monarchie absolue fait partout: obstacle au commerce et à l'industrie, devenus des armes de plus en plus dangereuses entre les mains d'une bourgeoisie déjà puissante. De la ville, berceau de son élèvement, elle jette un regard anxieux et affaibli sur la campagne fertilisée par les cadavres de ses anciens et gigantesques adversaires."

(Critique moralisante et morale critique. P.III)

5.5. La révolution bourgeoise et l'Etat.

5.5.1. En ce qui concerne la révolution bourgeoise, on ne peut **séparer** la conquête de l'Etat par la bourgeoisie de la formation de l'Etat national. Comme le rappelait Bordiga, la bourgeoisie n'impose pas la domination mondiale du système de production dont elle est porteuse au moyen d'une révolution mondiale, mais grâce à une série de révolutions nationales, dont le but est l'implantation de la société bourgeoise, suivant des cycles qui varient selon les aires et les époques historiques.

5.5.2. C'est tout au long de la dynamique précise et complexe de ces luttes bourgeoises pour l'implantation et la réalisation de l'Etat bourgeois national, que s'effectue la démarcation du prolétariat d'avec la revendication bourgeoise de l'Etat national, cycle au cours duquel le prolétariat, loin de dédaigner les luttes et mouvements nationaux, les appuie afin de pouvoir mener de manière nette et claire sa propre lutte contre la classe dominante et son Etat.

5.5.3. En ce qui concerne l'Europe occidentale (I) les temps forts de ce cycle sont marquées par les dates suivantes : 1648 Angleterre; 1789, 1830, 1848 France; 1871 Allemagne, Italie.

Les révolutions anglaise (1648) et française (1789), apparaissent comme figures-type de la révolution bourgeoise, dans le sens où elles contribuèrent radicalement à instaurer un nouveau mode de production: le MPC. Dans la mesure où le prolétariat y intervient, c'est pour les radicaliser, en forcer le cours, et ainsi pousser au maximum la réalisation des conditions les plus aptes à l'expression de ses propres revendications.

"Dans les deux révolutions (anglaise et française NDR) la bourgeoisie était la classe qui se trouvait réellement à la tête du mouvement, Dans les villes le prolétariat et les autres catégories sociales n'appartenant pas à la bourgeoisie ou bien n'avaient pas des intérêts différents de ceux de la bourgeoisie, ou bien ne formaient pas encore de classes ou de fractions de classe ayant une évolution indépendante. Par conséquent, même là où elles s'opposaient à la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, elles ne luttaient que pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie, quand bien même ce n'était pas à sa manière. Toute la Terreur en France ne fut rien d'autre qu'une méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme **et** l'esprit **petit-bourgeois**.

Les révolutions de 1648 et 1789 n'étaient pas des révolutions anglaise et française, c'étaient des révolutions de style européen. Elles n'étaient pas la victoire d'une classe déterminée de la société sur l'ancien système politique, mais la proclamation d'un système politique pour la nouvelle société européenne. Elles étaient le triomphe de la bourgeoisie, mais le triomphe de la bourgeoisie était alors le triomphe d'un nouveau système social, la victoire de la propriété bourgeoise sur la propriété féodale, du sentiment national sur le provincialisme, de la concurrence sur le corporatisme, du partage sur le **majorat**, de la domination du propriétaire de la terre sur la domination du propriétaire qui l'était grâce à la terre, des lumières sur la superstition de la famille sur le nom, de l'industrie sur la paresse héroïque du droit bourgeois sur les privilèges moyennageux. La **révolution**.

(1) Dans la mesure où notre tâche ici n'est que de 'rappeler quelques positions fondamentales concernant l'Etat et d'en tirer des enseignements concernant la périodisation du capital, nous n'utilisons **que** l'exemple **historique** de l'Europe. Pour le reste le lecteur se rapportera aux travaux de la gauche.

de 1648 était le triomphe du XVII^e siècle sur le XVI^e, la révolution de 1789, la victoire du XVIII^e siècle sur le XVII^e. Ces révolutions exprimaient encore plus les besoins du monde d'alors que ceux des régions du monde où elles se produisaient, la France et l'Angleterre." (Marx. La bourgeoisie et la contre-révolution.
in. Nouv. Gazette Rhénane ES t.2 p.229.)

5.5.4. A partir du moment où la bourgeoisie, en tant que classe révolutionnaire, agite le drapeau de la démocratie politique, du libéralisme, comme guide d'action contre le féodalisme et les restes de formations sociales antérieures, détruisant les communautés fermées, îlots de production-consommation, prêchant l'unification du marché national et développant le marché mondial, le prolétariat lutte à son côté, combat parallèlement à la bourgeoisie, pour que celle-ci accomplisse le plus profondément possible sa tâche historique. Mais c'est dans le propre cours de la révolution bourgeoise que se manifeste "l'âme sociale" révolutionnaire du prolétariat, face à "l'âme politique" de la révolution bourgeoise. Dès le début donc, le prolétariat lutte contre la bourgeoisie.

5.5.5. La démocratie, qui atteint sa forme achevée dans l'Etat Républicain (République démocratique) est le cadre dans lequel les contradictions sociales du MPC sont poussées à leur paroxysme (cf. plus loin thèse 5.5.8.) et par conséquent, c'est dans la lutte de la classe prolétarienne pour la "question sociale" (1) que le prolétariat affronte la bourgeoisie en tant que classe distincte, revendiquant la véritable Communauté (Gemeinwesen) humaine, classe qui ne fait pas partie de et n'a rien à revendiquer dans l'abstraction de la Gemeinwesen politique bourgeoise. Au cours de cette lutte la classe bourgeoise tend à limiter son mouvement, capable de l'entraîner beaucoup trop loin et au cours duquel son système de domination risque d'être remis en cause. Ce faisant, la bourgeoisie se retourne contre le prolétariat.

"Le problème pour le prolétariat est de savoir ce qui lui procure le plus de moyens pour atteindre ses propres objectifs : l'actuel régime politique de domination de la bureaucratie ou le régime auquel aspirent les libéraux, un régime de domination bourgeoise. Il suffit de comparer la situation du prolétariat anglais, français et américain à celle du prolétariat allemand pour se convaincre que la domination de la bourgeoisie donne aux prolétaires des armes totalement nouvelles pour lutter contre cette même bourgeoisie et qu'elle le place aussi dans une situation totalement nouvelle : sa reconnaissance en tant que parti.
(...)

Le prolétariat ne peut naturellement pas montrer un quelconque intérêt pour les droits des différents ordres sociaux. Mais une

(1) Dans toute révolution bourgeoise surgit une aile radicale capable de poser (sinon de résoudre) la "question sociale" en des termes autres que ceux de la bourgeoisie qui, nous l'avons vu, n'est capable que de raisonner en termes politiques. "La première apparition d'un parti communiste réellement agissant se produit dans le cadre de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être mise de côté. Les républicains les plus conséquents en Angleterre, les nivelleurs, en France Babeuf, Buonarotti etc... sont les premiers qui aient proclamé ces "questions sociales". La Conspiration de Babeuf, écrite par son ami et compagnon Buonarotti montre comment les républicains ont puisé dans le "mouvement" historique l'idée qu'en se débarrassant de la question sociale : Monarchie ou République, on n'avait pas encore résolu la moindre "question sociale" dans le sens du prolétariat." (Critique moralisante...p.104)

une Diète qui exigerait l'institution du jury, l'égalité de tous devant la loi, l'abolition des charges féodales, la liberté de presse et d'association et une véritable représentation populaire; une Diète qui romprait pour toujours avec le passé et qui baserait ses exigences sur les besoins actuels et non sur les vieilles lois; une telle Diète pourrait alors compter sur l'appui le plus énergique du prolétariat."

(Marx. "Le communisme du Rheinischer Beobachter" in Deutsche Brüsseler Zeitung. 12/9/1847)

5.5.6. L'un des épisodes historiques qui illustre le mieux la dynamique de la lutte du prolétariat dans la révolution bourgeoise, et sa délimitation en tant que classe, et donc en tant que parti face à la classe bourgeoise et donc face à l'Etat bourgeois, c'est la révolution de 1848, au cours de laquelle furent tracées définitivement les grandes lignes du programme historique du prolétariat.

Pour la bourgeoisie française qui avait subi en 1815 une contre-révolution (la contre révolution à l'égard du prolétariat date de 1795) se posait le problème de "refaire" ou plus exactement d'achever son cycle révolutionnaire. Tel avait été le motif de l'insurrection de 1830, qui n'aboutit qu'à donner le pouvoir à une fraction de la bourgeoisie, et encore pas à celle qui était la plus avancée historiquement. Sous la monarchie de Louis-Philippe régnaient la haute finance et les propriétaires fonciers.

Comme Marx et Engels l'ont démontré brillamment dans leurs écrits de parti d'alors (1), la domination de la bourgeoisie dans son ensemble et notamment de la bourgeoisie industrielle était une nécessité historique, pour sortir la France de son état de sous-développement chronique et en faire, à l'égal de l'Angleterre, une véritable nation capitaliste. En d'autres termes, le passage à la phase de soumission réelle nécessitait, et un bouleversement dans la sphère de la production et une révolution des mécanismes politiques pour les rendre adéquats à cette transformation.

"Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est seulement sous la domination de cette dernière que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens de production modernes qui deviennent autant de moyens de son affranchissement révolutionnaire. Seule, la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale et aplanit le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible. L'industrie française est plus évoluée et la bourgeoisie française est plus développée au point de vue révolutionnaire que celle du reste du continent. Mais la révolution de Février n'était-elle pas directement dirigée contre l'aristocratie financière ? Le fait a prouvé que ce n'était pas la bourgeoisie industrielle qui régnait sur la France. La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement. Or, l'industrie française ne reste en grande ;

(1) Quel révolutionnaire conséquent ne regretterait amèrement que personne aujourd'hui -et surtout pas les pénibles plémitifs du courant "révolutionnaire" qui fouillent désespérément la presse bourgeoise à la recherche "d'explications théoriques" des événements actuels- ne soit capable d'effectuer grâce à des travaux de parti l'équivalent des analyses que Marx et Engels produisaient des événements de leur temps.

partie maîtresse du marché national que grâce à un système prohibitif soumis à des modifications plus ou moins grandes." (Marx. Les luttes de classes en France p.50)

Il fallait entre autres substituer au protectionnisme un véritable développement capitaliste autonome au niveau national, c'est-à-dire généraliser le passage à la phase de soumission réelle du travail au capital.

5.5.7. " ..La République de Février fit apparaître la domination bourgeoise dans toute sa netteté, en abattant la couronne derrière laquelle se dissimulait le capital." (idem.P.47)

Ce fut la Révolution de Février qui permit à la bourgeoisie de s'unifier et d'exercer sa domination en tant que classe, toutes fractions réunies (les antagonismes entre bourgeoisie industrielle et aristocratie foncière prenaient la forme d'affrontements politiques entre deux fractions royalistes).

"A la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe ne peut succéder que la république bourgeoise. Cela veut dire que tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est désormais l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple." (Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte p.23)

Ainsi la République Bourgeoise est elle par excellence la forme de gouvernement de la classe bourgeoise tout entière, forme où la classe en tant que totalité trouve son unité par la fusion de ses différents moments, face au prolétariat. C'est au cours de ce mouvement historique que se réalise "l'alignement politique des classes" (Bordiga), en lutte : d'un côté la bourgeoisie dont l'Etat est le "comité de gestion" de l'autre le prolétariat, qui s'organise en parti politique pour renverser l'Etat bourgeois.

5.5.8. La réalisation même de la République démocratique bourgeoise impose la partition politique définitive entre les deux adversaires la bourgeoisie et le prolétariat. Comme l'exprime Marx, c'est dialectiquement le prolétariat lui-même qui pousse à la réalisation de cette partition en "faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante en se créant un adversaire et en le combattant". C'est ainsi que "le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire." (Luttes de classes en France p.37). Ainsi se vérifie une fois encore le fait que l'action même du prolétariat oblige la bourgeoisie à réaliser sa mission (1), tout comme c'est le prolétariat qui, engageant la lutte contre le capital oblige celui-ci à réaliser sa domination adéquate sur la société en forçant le passage à la phase de soumission réelle du travail au capital.

5.5.9. Dès lors que la polarisation des deux classes adverses est pleinement effectuée, que l'Etat bourgeois s'est consolidé face à son ennemi prolétarien, qui reste seul en lice une fois éliminés les résidus des forces qui s'opposaient à l'introduction du MPC, il n'y a plus de place pour une alliance quelconque entre la bourgeoisie et le prolétariat. Quiconque en propose la pérennité est un traître. Dès lors, il n'y a de place que pour l'affrontement radical, définitif entre les deux camps. C'est contre la république démocratique que le prolétariat prit les armes en juin 1848. Il fut battu, mais au cours de cette défaite, il a démontré les armes à la main ce qu'était et ce

(I) "En faisant de son lieu funéraire le berceau de la République bourgeoise, le prolétariat força celle-ci à apparaître aussitôt sous sa forme pure comme l'Etat dont le but avoué est de perpétuer la domination du capital, l'esclavage du travail." (id. p.68)

que devait être l'authentique combat du prolétariat contre la domination bourgeoise sous toutes ses formes.

"Ce fut la bourgeoisie qui contraignit le prolétariat de Paris à l'insurrection de Juin. De là son arrêt de condamnation. Ses besoins immédiats, avoués, ne le poussaient pas à vouloir obtenir par la violence le renversement de la bourgeoisie, il n'était pas encore de taille à accomplir cette tâche. Force fut au Moniteur de lui apprendre officiellement que le temps n'était plus où la République jugeait à propos de rendre les honneurs à ses illusions, et seule la défaite le convainquit de cette **vérité** que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser. A ses **revendications**, outrées par la forme, puériles par le contenu et par là même encore bourgeoises dont il voulait arracher la concession à la révolution de Février, se substitua l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : Renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière !" (p.67 Lutttes de classes...)

5.5.10. L'avertissement, la semonce du prolétariat annonçait sur un mode énergique le crépuscule de la société bourgeoise à ses défenseurs sanguinaires devait faire mesurer d'un seul coup à la bourgeoisie tout le danger d'une situation où l'antagonisme de classe s'est polarisé, la bourgeoisie et le prolétariat restant désormais seuls face à face, comme deux ennemis.

Ainsi, face au spectre du communisme, la bourgeoisie met en branle des forces qui bientôt la dépassent; en se cherchant des alliés et des protecteurs contre le prolétariat, elle prend elle même le risque de subir une domination, de se voir lésée dans ses intérêts politiques. Pour que la véritable mission de la bourgeoisie : le développement des forces productives pût s'accomplir, il fallait briser et liquider le prolétariat. Pour cela, il fallait encore une fois que toute la **puissance** de l'Etat se dresse contre le gigantesque adversaire, "l'ennemi couvert de cicatrices, implacable et invincible" (Marx) : contre le prolétariat. C'est cette dynamique qui poussa la bourgeoisie, durant tout le Second Empire, à laisser l'Etat impérial accomplir les besognes de basse police contre la classe ouvrière, au prix de la démission politique de la bourgeoisie.

"Louis Bonaparte enleva aux capitalistes leur pouvoir politique, sous le prétexte de les protéger, eux, les bourgeois, contre les ouvriers, et de protéger à leur tour les ouvriers contre eux; mais par contre sa domination favorisa la spéculation et l'activité industrielle, bref l'essor et l'enrichissement de toute la bourgeoisie à un point dont on n'avait pas idée."
(Engels.introd. à la Guerre civile en France.1891 ES. p.16)

Lorsque la démocratie bourgeoise fut remise en cause au moment du coup d'Etat de Louis-Bonaparte, le prolétariat qui avait appris à **connaître** en juin 1848 la vraie nature, la nature sanglante et féroce de cette démocratie, ne fit pas un mouvement pour la défendre.

5.5.11. De cet effacement des fractions de la bourgeoisie devant le pantin Bonaparte, on ne doit pas conclure que la bourgeoisie en tant que classe renonçait à l'accomplissement de sa tâche historique : le développement des forces productives. Au contraire, libérée des **coucis** immédiats de la politique, elle pouvait s'y consacrer d'autant mieux. Durant toute cette période, le mode de production capitaliste connu en France, un développement important, généralisant la phase de soumission réelle du travail au capital. Toutefois, durant toute cette période, la forme de domination politique n'est pas encore adéquate, la bourgeoisie ayant par peur du prolétariat et du fait de ses divisions internes **délégué** le pouvoir politique à Napoléon III.

5.5.12. Du développement de la société bourgeoise durant cette période devaient naître les bases pour un approfondissement de la phase réelle à l'échelle européenne. La phase se clôt en 1871, avec la guerre franco-allemande. Dans l'Allemagne devenue désormais nation pleinement capitaliste ne se pose plus -c'est aussi le cas pour toute l'Europe occidentale- le problème de la révolution double. Nulle part en Europe le prolétariat n'a plus à soutenir l'émancipation nationale de sa bourgeoisie. L'Europe entre dans l'ère des guerres impérialistes et des révolutions communistes. Un fait qui démontra que le cycle historique où le prolétariat participe à l'émancipation nationale de la bourgeoisie -et donc dans une certaine mesure à la constitution de l'Etat-Nation était bel et bien mort, ce fut la Commune de Paris. A peine l'Empire était-il défait et la république démocratique proclamée, que le prolétariat parisien se soulevait, confirmant ainsi la théorie et le mot d'ordre lancé 20 ans plus tôt : contre la république démocratique, la seule riposte prolétarienne c'est la dictature du prolétariat, Contre l'Etat bourgeois : Révolution Communiste !

"L'antithèse directe de l'Empire ce fut la Commune. Si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de Février au cri de "Vive la République sociale", ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette République." (p.62 Guerre Civile en France)

5.6. L'Etat dans la phase de soumission réelle du travail au capital.

5.6.1. Démocratie politique et démocratie sociale.

5.6.1.1. En tant que classe révolutionnaire, dans la première phase de son existence, la bourgeoisie se fait la championne des idéaux démocratiques. Comme nous l'avons dit, elle propose une solution politique à la perte de la communauté. Elle prétend concilier politiquement les antagonismes au sein de l'Etat.

"L'Etat abolit à sa façon les différences de naissance, de condition, d'instruction, d'emploi, lorsqu'il déclare que naissance, condition, instruction, emploi, sont des différences non politiques, lorsque, 'sans tenir compte de ces différences il proclame que chaque membre du peuple participe de façon équivalente à la souveraineté du peuple, lorsqu'il traite tous les éléments de la vie réelle du peuple du point de vue de l'Etat, il n'en reste pas moins que l'Etat laisse la propriété privée, l'instruction, l'emploi exercer leur action et faire valoir leur nature particulière à leur manière, c'est-à-dire comme propriété privée, comme instruction, comme emploi. Bien loin de supprimer ces différences de fait, il n'existe au contraire qu'en les présumant, il ne s'éprouve lui-même comme Etat politique et ne fait valoir son universalité que dans l'opposition à ces éléments qui lui appartiennent." (La Question Juive. éd. Aubier p.73)

Dans "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat", Engels exprime exactement la même thèse, en montrant également le caractère historique. Lorsque l'Etat en parvient au stade où il a réussi apparemment à se démarquer des antagonismes liés aux différences de classe, on a atteint le plus haut moment de l'Etat, son parachèvement. Il réussit à ne plus reposer officiellement sur des différences de fortune, de situation etc... à se présenter comme l'Etat de tous. Marx, Engels, puis Lénine ont toujours présenté la République démocratique comme la forme achevée et adéquate de cet Etat.

"(. ..)(la) reconnaissance politique de la différence de fortune n'est pas du tout essentielle. Au contraire elle dénote un degré inférieur du développement de l'Etat. La forme d'Etat la plus élevée, la République démocratique, qui devient de plus en plus

une nécessité inéluctable dans nos conditions sociales modernes, et qui est la forme d'Etat sous laquelle peut être livrée jusqu'au bout l'ultime bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie, la république démocratique ne reconnaît plus officiellement les différences de fortune. La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre."

(Origine de la famille... p.181 soul. p.nous)

5.6.1.2. La République démocratique est la forme adéquate de l'Etat dans la phase de soumission réelle. Si l'Etat apparaît comme délivré des différences sociales, celles-ci vont dialectiquement jouer à plein dans la vie civile, comme le dit Engels. Les classes se cristallisent et s'alignent l'une en face de l'autre pour le combat final. Sur le plan politique, on a la réalisation d'une démocratie de type politique = égalité des citoyens au sein de l'Etat. Participation égale de chacun à la vie de l'Etat, sans considération des différences de fortune ou d'origine sociale. Mais la mystification réside dans le fait que, comme le fait remarquer Engels, laissés à "l'état naturel" dans la sphère de la vie réelle, ces différences s'épanouissent, se réalisent, agissent de manière tout à fait adéquate. Tout comme lorsque l'Etat se sépare officiellement de la religion, il se réalise en tant qu'Etat tandis que la religion se renforce à l'opposé (cf. La Question Juive), ici l'Etat atteint son plus haut degré de développement.

5.6.1.3. Désormais on se trouve dans une situation où l'affrontement décisif entre les deux classes est facilité, les obstacles à celui-ci ayant été déblayés. On a la domination pure de la bourgeoisie et en face d'elle le prolétariat. Il n'y a plus de tierce force (noblesse, royauté), sur qui détourner l'action du prolétariat comme c'était le cas jusqu'en 1848 où la domination de la bourgeoisie était encore masquée par la prédominance d'une de ses fractions royalistes. Désormais (cf. Commune de Paris), il n'y a plus d'obstacle pour qu'une lutte directe et tranchée puisse se développer entre le prolétariat et la classe capitaliste.

5.6.1.4. Mais comme nous l'avons vu et comme l'expliquèrent très tôt les théoriciens communistes, la solution de la "question politique" ne résoud pas les antagonismes au sein de la société. Au contraire, elle permet leur polarisation, leur réalisation. La "question sociale" se pose de manière d'autant plus aigue pour la bourgeoisie que désormais le capital règne en maître et qu'elle ne peut plus être résolue que par la disparition de celui-ci. Ces maux dont souffre la société n'ont plus qu'un seul responsable : le MPC. Avec la phase de soumission réelle donc, se pose de manière encore plus aigue pour la bourgeoisie la nécessité de mystifier le prolétariat, de voiler et de dénaturer le conflit de classes. Ayant achevé son cycle révolutionnaire, la bourgeoisie devient conservatrice et cherche à tout prix à maintenir l'ordre social existant.

Le rôle de l'Etat, "d'un pouvoir qui placé en apparence au-dessus de la société doit estomper le conflit (de classes) et le maintenir dans les limites de l'ordre" (Engels) va s'accomplir pleinement avec la phase de soumission réelle, où tous les moyens sont mis en oeuvre pour mystifier le prolétariat, l'intégrer, le briser. lui ôter son caractère révolutionnaire.

5.6.1.5. Avec la phase de soumission réelle se met en place le processus de production adéquat au MPC. Les mécanismes de la production de plus-value se complexifient, le capital peut de moins en moins tolérer de perturbations en son sein. Il faut que le procès de valorisation se poursuive avec le maximum de continuité et de régularité. Le capital doit protéger les énormes masses de capital constant (capital fixe) engagées pour favoriser la plus grande exploitation du prolétariat,

veiller à ce que l'utilisation de ce capital fixe soit faite dans les normes sociales requises, c'est-à-dire avec toute l'efficacité voulue. De ce fait toute interruption de la production, qu'elle soit due à l'arrêt normal de la journée de travail (ce qui pousse le capital, du fait de la valeur engagée, à utiliser les moyens de production 24 h sur 24), ou qu'elle soit due à des actes de lutte ou de révolte du prolétariat (grèves, sabotages...) devient intolérable pour le capital. D'où la **nécessité** vitale d'un renforcement draconien du despotisme du monstre-capital sur le prolétariat. En outre, plus les forces productives sont socialisées, plus leur interdépendance s'accroît et moins il peut être toléré une rupture dans une quelconque partie de l'organisme social. Dialectiquement, ce despotisme croissant est d'autant plus efficace que la démocratie est plus puissante.

Désormais la classe capitaliste va pouvoir embrigader le prolétariat, va essayer de jouer sur le terrain social, en proposant des réformes etc... D'où la mise en place d'une démocratie sociale. Il ne s'agit plus désormais seulement d'accorder une égalité politique, une participation de chacun à la sphère de l'**Etat**, mais une égalité économique, une participation de chacun à "l'expansion", aux résultats de l'accumulation. Le renforcement du capital, au cours de la phase de soumission réelle lui fournit les moyens adéquats pour réaliser cette démocratie sociale : **généralisation** du salariat; tentative de nier les classes; intervention **croissante** de l'**Etat** dans l'économie (Welfare State); amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière etc...

5.6.1.6. Cette préoccupation de la classe capitaliste transparait dès le passage à la phase de soumission réelle, en Europe après 1871. Mais c'est avec le fascisme - à travers la guerre, la défaite et l'écrasement du prolétariat, que se mettent pleinement en place les mécanismes de la démocratie sociale et de l'intervention croissante de l'**Etat** dans la société. C'est pourquoi nous avons écrit démocratie sociale = fascisme. C'est aussi pour cela qu'une des thèses majeures de la Gauche Communiste d'Italie après 1945 était : le fascisme a gagné la guerre, **malgré** que les fascistes l'aient perdu. Cela signifie que les mécanismes mis en place avec l'instauration du régime fasciste se sont maintenus et renforcés une fois celui-ci disparu. De toutes façons, l'évolution vers la démocratie sociale a été un phénomène général, y compris dans les démocraties occidentales. Aux Etats-Unis le New Deal, en France le Front populaire ont joué plus ou moins le même rôle que le fascisme italien et allemand dans l'évolution du MPC.

5.6.1.7. C'est grâce à l'intervention du prolétariat dans la lutte de classes, au cours du cycle révolutionnaire bourgeois, que l'**Etat** capitaliste est forcé de se réaliser. "Toutes les révolutions eurent donc pour conséquence unique de perfectionner l'appareil d'**Etat**, au lieu de rejeter ce cauchemar étouffant." (Marx. Premier essai de rédaction de la Guerre civile en France. éd. de Pékin p.171).

Tout comme dans la sphère de la production, dans la sphère politique c'est l'action du prolétariat qui force le capital à mettre en place les **mécanismes** de la phase de soumission réelle, et ce faisant il le force à généraliser les conditions de sa destruction.

En poussant à son terme la révolution bourgeoise, en menant des luttes pour le suffrage universel, le prolétariat force la bourgeoisie à clore le chapitre de l'émancipation politique, et à ouvrir celui de l'émancipation sociale. Mais dès lors ce n'est plus elle qui est à même de résoudre quoi que ce soit, mais le prolétariat. Pour cela le prolétariat n'a pas à employer de moyens politiques; le seul et dernier acte politique qu'il accomplit, c'est la révolution communiste.

"La question de la propriété qui est, "à notre époque", une question mondiale, n'a donc de sens que dans la société bourgeoise moderne. Plus cette société est développée, plus la bourgeoisie s'est donc, au point de vue économique, développée dans un pays, plus la question sociale apparaît aigue, elle **est** plus aigue en France qu'en Allemagne, en Angleterre qu'en France dans une monarchie constitutionnelle que dans une monarchie absolue, dans une république que dans une monarchie constitutionnelle. C'est ainsi, par exemple, que les collisions du crédit, de la spéculation etc... ne sont nulle part plus **aigues** qu'aux Etats-(Unis d'Amérique. Et nulle part l'inégalité sociale ne s'affirme plus nettement que dans les Etats de l'**Est de l'Amérique** du Nord, **parceque** nulle part, elle n'est moins cachée par l'inégalité politique."

(Critique moralisante et morale critique. p.105)

5.6.1.8. Désormais, avec la phase de soumission réelle, le capital s'est soumis l'**Etat**. C'est grâce à l'**Etat**, à son omniprésence dans la société, à son intervention constante, que le capital va prétendre résoudre la question sociale, réaliser la démocratie sociale-. L'**Etat**, désormais intégré au capital est l'instrument grâce auquel **celui-ci** va tenter de planifier et de régulariser l'activité économique. C'est lui également qui, par le biais de tout un système d'assistance sociale tente de renforcer l'intégration du prolétariat, de se le concilier afin de renforcer l'équilibre social.

5.6.1.9. Le rapport de l'**Etat** au capital s'est donc modifié. Alors que dans la phase de soumission formelle, la faiblesse et le manque de maturité des mécanismes de la production capitaliste imposent de recourir constamment à l'**Etat**, comme organisme extérieur qui vient soutenir et aider le développement de la production capitaliste (1) dans la phase de soumission réelle, le MPC est devenu assez fort pour assurer lui-même son propre mouvement et reproduire son propre procès. Ce n'est plus de l'aide extérieure de l'**Etat**, dont le capital a besoin. Par contre, le capital s'est soumis l'**Etat**, il l'a englobé comme un de ses moments, et celui-ci lui est indispensable pour maintenir le statu quo social, maintenir les conditions les plus propices au bon déroulement du procès de production capitaliste. Ainsi, si dans un premier temps on a en permanence l'intervention ouverte de l'**Etat**, un usage constant de la force étatique pour soutenir le mode de production, dans un deuxième temps "**L'Etat** moderne n'est à son tour que l'**organisation que la société** bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés." (Engels. **Anti-Dühring**). (2).

D'autre part dans la phase de soumission réelle, l'**Etat** dispose d'une base matérielle -les **impôts**- nettement plus **accrue**, dans la mesure où il peut s'emparer d'une part beaucoup plus grande de la plus-value, ce qui le met à même de jouer un **rôle** plus important dans le **procès** de reproduction de la société bourgeoise.

5.6.1.10. L'**Etat**, de plus en plus intégré au capital, intervient de manière constante dans l'économie, il tente de planifier la production, de rationaliser l'activité **économique**. C'est à travers lui que le capital intègre les syndicats. Dans une certaine mesure l'**Etat** facilite

(I)"**Tant** que la puissance de l'argent n'est pas le lien des choses et des hommes, les rapports sociaux doivent être organisés politiquement et religieusement." (Grundrisse)

(2)cf. Marx. Capital I,8 ES t.3 p.179. Citée dans le N°5 pp.16-17

le renforcement de la communauté du capital, désormais la communauté illusoire qu'il est voit sa capacité de mystification renforcée du fait de la réalisation de la démocratie sociale, démocratie dont nous avons vu la nécessité pour le capital devenu de plus en plus despotique et totalitaire.

Pour renverser la domination du capital et ouvrir la route à l'émancipation de l'espèce humaine, le prolétariat organisé en parti communiste devra détruire l'Etat capitaliste et exercer sa dictature.

000

6. Le mouvement des classes sociales dans les deux phases

Avec le passage à la phase de soumission réelle, le capital se réalise, trouve une base adéquate à son être et établit sa domination intégrale sur l'ensemble de la société. Il est donc normal que les principales classes en présence, qui sont les protagonistes du conflit historique inhérent au mode de production capitaliste, voient leur physiologie se modifier, leur existence sociale devenir plus pure et plus conforme aux exigences du MPC pleinement développé. En même temps la mystification qui s'accroît considérablement vient voiler et embrouiller totalement les cartes, dans lesquelles les statisticiens bourgeois ne retrouvent plus les catégories "périmées" de la théorie communiste. Dans cette partie de notre texte, nous nous attacherons surtout à la question des classes moyennes, pierre de touche du révisionnisme et pierre d'achoppement des courants soi-disants révolutionnaires, qui se veulent continuateurs de l'oeuvre communiste.

Nous n'examinerons donc que succinctement les trois principaux protagonistes du MPC : bourgeoisie, prolétariat et propriétaires fonciers. Principaux parce que seuls à jouer un rôle historique au sein de la société.

6.1. Bourgeoisie, prolétariat et propriétaires fonciers dans les deux phases.

6.1.1. Phase de soumission formelle du travail au capital.

6.1.1.1. La phase de soumission formelle voit l'émergence de deux ennemis dont les intérêts s'opposent irréductiblement : la bourgeoisie (et les propriétaires fonciers) et le prolétariat. Pour pouvoir mettre en mouvement les moyens de production, le bourgeois capitaliste doit trouver en face de lui sur le marché une marchandise d'un genre particulier : la force de travail, qui crée plus de valeur qu'il n'en coûte pour l'entretenir. En d'autres termes, la bourgeoisie doit trouver en face d'elle une classe sans réserve, dont les attaches avec la terre et les instruments de production aient été rompues. Nous renvoyons le lecteur au N°5 pour ce qui est de la description des principales étapes de ce procès : émergence d'une bourgeoisie propriétaire des moyens de production, et expropriation des hommes destinés à former la masse exploitée du prolétariat. La bourgeoisie partage alors avec les propriétaires fonciers le monopole des moyens de production, le bourgeois capitaliste disposant de l'argent, des moyens de production, des moyens de consommation, et le propriétaire foncier disposant de la terre.

6.1.1.2. Nous avons vu que durant la phase de soumission formelle, l'unité productive type du MPC était la manufacture. A l'échelle de

la société subsistait encore largement l'atelier artisanal. Dans l'ensemble la production est encore fondée sur le **métier**. L'ouvrier conserve un savoir-faire hérité de la période artisanale.

Durant cette phase, la force de travail reste qualifiée ; la division du travail qui est mise en place dans les manufactures repose encore sur cette qualification. La force de travail est peu mobile et reste confinée dans les limites du **métier**, de la **région**, la population **ouvrière** est encore peu concentrée mais elle s'accroît assez rapidement étant donné la forte accumulation du capital (1). L'ouvrier garde encore des attaches à la campagne ; sa condition de sans-réserve n'a pas encore atteint l'universalité qu'elle connaît avec la phase de soumission **réelle**. Dans son ensemble, la classe ouvrière reste encore marquée par les limites d'un mode de **production** qui ne s'est pas encore déployé, par la faible ampleur du marché mondial, des moyens de communication etc..., symptômes d'un développement encore faible des forces productives et d'une situation qui implique pour la classe ouvrière un horizon étroit et borné qui n'en fait pas encore une classe capable de bouleverser la société et de se hausser à la conscience historique de cette tâche.

Le capitaliste a encore peu d'ouvriers, il travaille souvent avec eux et participe à la production. Lorsque son capital est assez **développé**, il cesse de travailler manuellement et n'exerce plus que la fonction du capital c'est-à-dire qu'il dirige le procès de production et de circulation de celui-ci. Il agit alors en tant que capitaliste actif dont la fonction consiste à ce que soit produit le maximum de plus-value.

En favorisant la concentration du capital, en accroissant le volume de la production, en mettant à bas les obstacles hérités du **localisme** de la société féodale, la bourgeoisie favorise un accroissement des forces productives. Comme toute classe montante la bourgeoisie représente la vitalité par rapport à l'aristocratie féodale, enfoncée dans ses problèmes d'argent, dépassée par le mouvement impulsé à la société. L'action révolutionnaire de la bourgeoisie a été de faciliter le développement de la production, l'accroissement des forces productives. Critiquant le luxe et les dépenses de l'ancienne noblesse féodale, **pro-**nant les nouvelles valeurs morales du travail, de l'épargne, de l'abstinence, la bourgeoisie ne fait qu'exprimer sur le plan idéologique la tendance profonde qui caractérise son être: la passion pour l'accumulation. Le capital est une valeur en procès qui cherche toujours à se valoriser au maximum. La classe qui incarne les intérêts du capital se fait l'interprète de cette poussée constante vers l'accumulation en se fabricant le masque austère du capitaliste âpre au gain, dur en affaire, valorisant l'effort, peu porté à la consommation et au plaisir et tendant toutes ses forces vers la capitalisation de la plus-value, l'accumulation du capital:

"Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie, aucune raison d'être sociale, qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son **cativité** n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son accroissement continu. Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à **dévelop-**

(1) Pour les autres aspects concernant le **syndicat**, la paupérisation, etc. .. nous renvoyons le lecteur au N°7.

per les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle supérieure. Le capitaliste n'est respectable qu'autant il est le capital fait homme.(...)

Sa volonté et sa conscience ne réfléchissant que les besoins du capital qu'il représente, dans sa consommation personnelle, il ne saurait guère voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins, fait à l'accumulation; et, en effet, la tenue des livres en parties doubles met les dépenses privées au passif, comme sommes dues par le capitaliste au capital."

"Capital" I, 7^o section. Pléiade I.p1095/96.

6.1.1.3. Cette passion de l'accumulation pousse la bourgeoisie également à critiquer impitoyablement le "**parasitisme**" des anciennes couches sociales et des institutions qu'elle ne s'est pas encore totalement soumises.

"C'est le langage de la bourgeoisie alors qu'elle est encore révolutionnaire, alors qu'elle n'a pas encore soumis à sa loi toute la société, l'Etat etc. Ici toutes ces professions d'un rang élevé, vénérables, les souverains, juges, officiers, curés etc. tout l'ensemble des vieux corps idéologiques qu'ils engendrent, leurs savants, maîtres d'école, ecclésiastiques sont, sur le plan économique, assimilés à la troupe de leurs propres laquais et bouffons, qu'ils entretiennent comme le fait la richesse oisive membres de la noblesse terrienne et capitalistes oisifs. Ils ne sont que les serviteurs du public comme les autres sont leurs propres serviteurs. Ils vivent du produit de l'activité d'autres personnes et doivent donc être réduits au minimum. L'Etat, l'Eglise etc. ne se justifient que dans la mesure où ils constituent des organismes chargés de gérer ou d'administrer les intérêts communs des bourgeois productifs; et les frais qu'ils représentent, puisque faisant partie au fond des faux frais de production doivent être réduits au minimum indispensable."

(Théories sur la plus-value T.I. p.345)

De la même manière le capitaliste, obligé de verser la rente au propriétaire foncier voit dans ce revenu une sinécure inacceptable et juge cette classe parasitaire et superfétatoire; aussi les traditions les plus radicales de la classe bourgeoise n'hésitent-elles pas à proposer le transfert de la rente à l'Etat et donc la nationalisation de la terre dans le but de libérer la production et de diminuer les impôts.

"(...) le mode de production capitaliste une fois présumé le capitalisme n'est pas seulement un agent **nécessaire**, mais l'agent dominant de la production; Par contre dans ce mode de production, le propriétaire foncier est tout à fait superflu. Tout ce qui est nécessaire pour lui est que le sol ne soit pas propriété commune, qu'il affronte la classe ouvrière comme condition de production ne lui appartenant pas, et ce but est parfaitement atteint lorsqu'il devient propriété de l'Etat, donc lorsque c'est l'Etat qui perçoit la rente foncière. Le propriétaire foncier! agent essentiel de la production dans le monde antique et médiéval est, dans le monde industriel une excroissance inutile. Le bourgeois radical, tout en louchant d'un oeil vers la suppression de tous les autres impôts, en arrive ainsi, sur le **plan** théorique à nier toute propriété privée du sol, dont il voudrait faire sous la forme de propriété privée d'Etat, la propriété commune de la classe bourgeoise, du capital."

(Théories sur la plus-value, t.2 p.42)

6.I.2. : Phase de soumission réelle du travail au Capital.

6.I.2.I Avec la phase de soumission réelle, la société dans son ensemble devient conforme aux exigences du MPC. Celui-ci va modeler les différentes classes sociales, les "purifier", tendant toujours plus vers la réalisation de son concept.

Tout d'abord **comme** nous le verrons plus loin, il élimine les classes intermédiaires impures héritées des anciennes formes de production:

"La conséquence immédiate de la socialisation des forces productives du travail, par le capital, c'est qu'il doit être propriétaire des **moyens** de production à l'échelle sociale, car "leur valeur n'a désormais plus aucune proportion avec ce que peut produire un individu ou sa famille (...). A mesure que le capital voit augmenter sa valeur et qu'il prend des dimensions sociales, il perd tous ses caractères individuels." (Chap. **inédit**. p219.)

Par conséquent le capital se dépersonnalise tandis qu'on assiste à une séparation entre la propriété et la fonction du capital. Avec le développement des sociétés par actions on assiste à la "**transformation** du capitaliste exerçant réellement ses fonctions en un simple manager (de capital d'autrui), et des **propriétaires** de capital en simples propriétaires, en simples **financiers**." "Capital", III, 5^e section. **Pléjade** 11.~1175.

En tant que propriétaire du capital la bourgeoisie revêt alors le **même** caractère parasitaire que le propriétaire foncier.

"Les capitalistes, en tant que fonctionnaires de ce procès, qui simultanément accélère cette production sociale et par là le développement des forces productives, deviennent superflus dans la mesure **même** où par procuration de la société, ils s'adonnent à la jouissance et voient leur importance artificiellement gonflée, en tant que propriétaires de cette richesse sociale et personnes commandant le travail social. Il en va d'eux comme des féodaux dont les titres avec la montée de la société bourgeoise, se transformaient en simples privilèges anachroniques et sans objet dans la mesure **même** où leurs services devenaient superflus, ce qui précipita leur perte". (Livre 3, Tome III p.367)

Cette identité avec la propriété foncière est d'autant plus réelle que leurs intérêts ont fusionné; les bourgeois deviennent des propriétaires fonciers en achetant la terre, et les propriétaires fonciers investissent dans l'industrie.

La bourgeoisie perd alors tout caractère révolutionnaire et ne cherche **plus** à remettre en cause la propriété privée de la terre; de **même** dans la mesure où elle devient elle-même une classe parasitaire, sa **critique** des classes improductives disparaît, elle même ayant à se défendre contre les attaques de la seule classe productrice de la société: le prolétariat.

" (...) Dès que la bourgeoisie a conquis tout le terrain, en partie en s'emparant elle-même de l'**Etat**, en partie en concluant un compromis avec ses anciens dirigeants, qu'elle a également compris que les corps idéologiques étaient le sang de son sang et qu'elle en a fait partout ses propres fonctionnaires, selon son goût; dès qu'elle même ne les affronte plus en tant que représentante du travail productif, mais qu'au contraire les travailleurs productifs proprement dits se soulèvent contre elle et lui disent à leur tour qu'elle vit de "**other people's industry**" (l'activité d'autres personnes), des qu'elle est assez cultivée pour ne pas se consacrer entièrement à la production mais pour vouloir consommer également d'une manière "cultivée", dès que les activités **intellectuelles**

tuelles s'accomplissent de plus en plus à son service, entrant au service de la production capitaliste, la page est tournée et la bourgeoisie cherche à justifier, sur le plan "économique", de son propre point de vue, ce qu'elle avait combattu et critiqué naguère." (Théories sur la plus-value. p.345. T.I)

6.1.2.2. Avec la phase de soumission réelle, la classe capitaliste perd sa frugalité et son ascétisme, et se découvre des goûts pour la consommation et la jouissance à mesure qu'elle se civilise, sans que cela remette en cause sa passion pour l'accumulation.

"(. ..) le progrès de la production ne crée pas seulement un nouveau monde de jouissances : il ouvre, avec la spéculation et le crédit, mille sources d'enrichissement soudain. A un certain degré de développement, il impose même au malheureux capitaliste une prodigalité toute de convention, à la fois étalage de richesse et moyen de crédit, Le luxe devient une nécessité de métier et entre dans les frais de représentation du capital. Ce n'est pas tout : le capitaliste ne s'enrichit pas, comme le paysan et l'artisan indépendants, proportionnellement à son travail et à sa frugalité personnels, mais en raison du travail gratuit d'autrui qu'il absorbe, et du renoncement à toutes les jouissances de la vie imposé à ses ouvriers. Bien que sa prodigalité ne revête donc jamais les franches allures de celle du seigneur féodal, bien qu'elle ait peine à dissimuler l'avarice la plus sordide et l'esprit de calcul le plus mesquin, elle grandit néanmoins à mesure qu'il accumule, sans que son accumulation soit nécessairement restreinte par sa dépense, ni celle-ci par celle-là."

(Capital. 1, 7 Pléiade t.I p.I098)

6.1.2.3. Désormais, dans la phase de soumission réelle, le prolétariat n'a plus de caractères hérités des formes de production antérieures, il est modelé par la production spécifiquement capitaliste. Le prolétaire devient indifférent au contenu, à la qualité de son travail.

" Le seul but du travail d'un salarié étant l'argent de son salaire, soit une certaine quantité de valeurs d'échange d'où toute particularité de la valeur d'usage est effacée, il est tout à fait indifférent au contenu de son travail, donc au type particulier de son activité." (Chapitre inédit.p.215)

Dans cette phase, la force de travail est déqualifiée, mobile, concentrée, le procès de travail spécifiquement capitaliste, et la division du travail qui lui correspond ont forgé un travailleur collectif, auxquelles les formes sociales du travail font face comme forces productives du capital.

Devenu universellement sans réserve; le prolétariat est à même de dépasser l'horizon bourgeois et de produire la critique théorique radicale de la société bourgeoise, prélude à sa critique par les armes: le programme communiste.

6.2. Les classes moyennes dans les deux phases.

6.2.1. Introduction.

2.1.1. Parmi les mensonges, les calomnies, les contre-vérités, il est une contre-thèse particulièrement bien établie et que les théoriciens de la bourgeoisie jettent régulièrement à la face du parti communiste, c'est l'affirmation éhontée selon laquelle la théorie révolutionnaire défendue par celui-ci n'aurait pas prévu l'émergence et la croissance de nouvelles classes moyennes salariées, qui viennent à occuper une part prépondérante dans la population active des pays capitalistes les plus développés. Cette contre-thèse conclut que le prolétariat disparaît progressivement pour se fondre dans une classe intermédiaire au sein de laquelle il y aurait certes des écarts, voire

pour les sociaux-démocrates des inégalités, mais sans pour autant fonder des différences irréductibles déterminant un affrontement entre elles.

Dans le camp prétendument révolutionnaire, non seulement aucun effort n'est fait pour réfuter cette contrethèse, mais elle est même acceptée. Tout au plus s'efforce-t-on pour séduire ces classes moyennes de montrer qu'elles font partie d'un prolétariat nouvelle manière. On jette donc par-dessus les moulins le programme communiste pour lui substituer un programme de collaboration de classes, permettant l'unité des "travailleurs" contre le capital. L'émergence et la confortation économique, sociale et politique de ces classes intermédiaires et qui sont les premières touchées, comme le parti communiste l'a depuis longtemps démontré, par les vicissitudes de l'économie capitaliste a constitué et constitue un formidable rempart contre la révolution communiste. Favorisé par la contre-révolution, ce gonflement des classes moyennes a contribué en même temps à l'entretenir, en favorisant, pour un certain temps, la "stabilisation" de la production capitaliste, en renforçant la sécurité et la puissance de la classe dirigeante, en instillant son idéologie jusque dans les rangs du prolétariat. Ces mystifications ont des racines matérielles que seul le programme communiste a su révéler. Avec la phase de soumission réelle du travail au capital le salariat se généralise à l'ensemble de la force de travail. Par conséquent tous les travaux et services improductifs se transforment en "travail salarié". Avec le développement de la production pleinement capitaliste la distinction entre travail productif et improductif devient tout à fait nébuleuse et renforce la mystification du capital.

"Tout travailleur productif est salarié, mais il ne s'ensuit pas que tout salarié soit un travailleur productif (...) avec le développement de la production capitaliste, tous les services se transforment en travail salarié et tous ceux qui les exercent en travailleurs salariés, si bien qu'ils acquièrent ce caractère en commun avec les travailleurs productifs. C'est ce qui incite certains à confondre ces deux catégories d'autant que le salaire est un phénomène et une création caractérisant la production capitaliste. En outre, cela fournit l'occasion aux apologistes du capital de transformer le travailleur productif, sous prétexte qu'il est salarié, en un travailleur qui échange simplement ses services (c'est à dire son travail comme valeur d'usage) contre de l'argent. C'est passer un peu commodément sur ce qui caractérise de manière fondamentale le travailleur productif et la production capitaliste: la production de plus-value et le procès d'auto-valorisation du capital qui s'incorpore le travail vivant comme simple agent,"

(Chap. inédit pg.229/230)

L'attaque menée par le réformisme contre la classe ouvrière, en l'englobant politiquement dans les classes moyennes salariées, accompagne nécessairement la révision de la théorie communiste, en cherchant à nier la claire vision de Marx du développement des classes moyennes salariées.

Notre mouvement a toujours combattu ces contre-thèses qui cherchent à décrire les classes intermédiaires et leur évolution dans la période la plus récente du développement capitaliste comme un phénomène inconnu, capable d'atténuer graduellement les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat. Nous devons par conséquent répéter, encore une fois, comment notre théorie a établi, il y a plus de cent ans, non seulement une prévision de l'apparition de ces classes, mais aussi leur connexion avec l'accumulation capitaliste (ce que les révisionnistes sont incapables

bles de faire) et l'approfondissement conséquent de la polarisation entre **capital** et prolétariat.

6.2.1.2. Nous avons souvent affirmé que le MPC connaissait trois classes fondamentales: le prolétariat, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Comment cette analyse peut-elle se concilier avec la thèse selon laquelle le parti communiste aurait prévu depuis plus d'un siècle le développement des nouvelles classes moyennes salariées propres à la phase de soumission réelle du travail au capital. Les trois classes définies plus haut sont fondamentales parce que ce sont les seules qui peuvent se constituer en parti politique. La classe moyenne est une classe intermédiaire ballotée entre le capital et le travail, incapable d'avoir une représentation politique organisée, incapable de former un parti de classe à même de défendre ses intérêts économiques et **sociaux**, politiques et historiques. Son idéologie est utopique et réactionnaire, son horizon c'est dans le meilleur des cas le socialisme petit-bourgeois c'est à dire le socialisme d'entreprise fondé sur l'autogestion, c'est à dire encore l'autogestion du capital. Sa critique du capital se limite à la critique de la marchandise (dans le meilleur des cas, nous obtenons l'Internationale Situationniste, dans le pire l'Union Fédérale des Consommateurs) et du procès de travail. La critique du procès de production capitaliste, en **tant** qu'il est l'unité du procès de valorisation et du procès de travail n'est jamais menée à bien et ce, pour la bonne raison que ces classes ne créant aucune plus-value (ni valeur), elles sont donc incapables de saisir dans leur totalité les rapports de production capitalistes.

Seule classe qui, dans la société bourgeoise, exerce un travail productif, c'est à dire seule classe qui produit une plus-value, le prolétariat est la seule classe révolutionnaire capable de détruire l'ordre capitaliste et de libérer, des flancs de la société ancienne, le communisme, la communauté humaine. Les autres classes, y compris les nouvelles classes moyennes vivent du sur-travail, de la plus-value extorquée à la classe ouvrière. Elles ne sont donc pas des classes exploitées. Quand elles protestent contre l'"exploitation" dont elles seraient victimes, elles ont en vue le fait que le capitaliste réalise, grâce à elles, un profit, aussi elles considèrent qu'une part supplémentaire du produit social devrait leur revenir. Il ne s'agit pas pour elles de détruire les rapports de production capitalistes, d'abolir le salariat et les catégories marchandes, d'en finir avec l'exploitation de la force de travail et de la séparation de la société en classes sociales antagoniques, mais d'obtenir une meilleure répartition de la plus-value, une meilleure distribution des revenus, une augmentation de leur pouvoir de consommation (qui est leur raison d'être). L'on comprend que la bourgeoisie ait pu s'appuyer sur cette classe pour promouvoir sur la base d'une exploitation effrénée du prolétariat la démocratie sociale, l'"Etat de bien-être" et la "société de consommation et du loisir".

Certains aspects liés au rôle anti-cyclique des classes moyennes seront à peine traités dans ce numéro, ils seront examinés plus profondément dans le travail consacré à la crise catastrophique du MPC dont l'introduction a été publiée dans le N°8 et auquel nous consacrerons plusieurs numéros de notre revue. De même, les rapports entre classe moyenne, Etat et démocratie seront approfondis ultérieurement.

6.2.1.3. Etant donné que leur travail est improductif, qu'elles vivent de la plus-value et qu'elles n'en produisent pas, lorsqu'apparaissent les premières symptômes de la crise du MPC, ces classes sont les premières touchées. Le capital, dont le but est la production d'un maximum de

plus-value attaque relativement moins les producteurs directs de celle-ci que ceux qui ont pour fonction d'en réaliser une partie. Les classes moyennes rentrent donc en lutte contre le capital avant le prolétariat mais sans pouvoir Fournir une solution historique à la crise de la civilisation capitaliste. Elles délivrent au prolétariat son billet d'entrée sur la scène révolutionnaire. Notre courant a montré que dans la plupart des grands mouvements de la période récente, comme Mai 68, le prolétariat n'est intervenu qu'en tant que classe mobilisée derrière les classes moyennes dont l'idéologie a imprégné tout ce mouvement. Jusqu'ici, du moins pour les pays capitalistes les plus développés, les classes moyennes n'avaient subi la crise que sur la base de la perte du prestige et de l'auréole attaché à leur profession, que sous l'angle d'une concurrence renforcée, d'une déqualification de leur travail. Au fur et à mesure que les craquements dans l'édifice capitaliste se font plus entendre, elles voient de plus en plus se dresser devant elles le spectre du chômage -elles ont été touchées relativement plus que les ouvriers-, la progression de leur revenu se ralentir et même baisser -là encore les classes moyennes ont été relativement plus touchées que les ouvriers-. De ce point de vue, la nouvelle crise cyclique du MPC qui a débuté aux Etats-Unis en mars 1980 a été caractérisée par une forte baisse de la demande des classes moyennes et touché deux secteurs clé sensibles de la "société de consommation", outre la branche des biens de consommation durables: l'automobile et le bâtiment. Cette crise qui se déclenche donc à la date prévue par nous depuis longtemps (cf."C.O.U.C" N°2) et qui devrait atteindre le creux de la vague en 1981 est la première des crises de l'après-guerre dans laquelle la détérioration de la structure relative des classes moyennes ait joué un si grand rôle. Elle est donc le signe précurseur d'une aggravation des contradictions de l'accumulation capitaliste. Elle aura et a des implications sur le prolétariat dans la mesure où les branches qui travaillaient pour la satisfaction de la demande des classes moyennes voient leur activité fléchir.

Comme le remarquait Marx, ce sont les ouvriers des industries de luxe qui sont les premiers prolétaires à subir les effets de la crise du MPC. Cependant, nous ne vivons que le prélude au massacre social des classes moyennes ; elles entreront donc dans une lutte d'autant plus violente avec le capital, mais celle-ci ne fera qu'annoncer sur le devant de la scène une classe d'une autre stature historique et dont les manifestations, encore rares et limitées quoiqu'elles soient, font trembler les classes dirigeantes: le prolétariat.

6.2.2. Les classes moyennes dans la phase de soumission formelle du travail au capital.

6.2.2.1. Dans la phase de soumission formelle du travail au capital, celui-ci n'a pas encore détruit les formes de production pré-capitaliste, par conséquent subsistent avec elles un certain nombre de classes sociales que l'évolution historique condamne. Parmi celles-ci, les anciennes classes moyennes ont un rôle particulièrement important. IL s'agit principalement des paysans, artisans et commerçants et toutes ces classes petites-bourgeoises qui régressent devant l'extension du salariat. Comme de juste la dialectique exige que l'on ne sépare pas mécaniquement les diverses phases de la production capitaliste, et plus celle-ci se développe plus son degré de pureté par rapport au "modèle théorique" est élevé. Lors de la réunion d'Asti la Gauche communiste d'Italie avait justement défini ce degré de pureté dans la domination du capital, en fonction de l'importance du salariat dans la société et de l'importance des formes caractéristiques des anciennes classes moyennes. L'évolution historique a parfaitement démontré les perspectives

théoriques du programme communiste. Disparition de la petite propriété paysanne et production sans cesse croissante de celle-ci pour le marché, c'est-à-dire élimination et soumission croissante de cette petite propriété aux lois du capital.

La même évolution caractérise l'artisanat et le petit commerce. Cependant, à la différence des nouvelles classes moyennes, une grande fraction de ces classes (paysannerie, artisans), sans être productive au sens de la production capitaliste, puisqu'elle ne produit **pas** de plus-value, est néanmoins créatrice de valeur. Dans la phase de soumission formelle, bien que leur travail n'ait pas la productivité que développe la **manufacture**, ces classes contribuent à la détermination du temps de travail social moyen nécessaire à la reproduction des marchandises. De ce fait, comme nous en avons déjà montré le mécanisme, (cf. CouC N°4), une partie de la valeur créée est transférée vers les entreprises les plus productives et par conséquent vers les entreprises où prédomine le mode de production capitaliste. Lorsque sous l'influence des **mécanismes propres** à la phase de soumission réelle, la productivité du travail s'élève vertigineusement, le travail de ces classes est de plus en plus **marginalisé**, et il advient qu'elles ne participent pas à l'établissement du temps de travail social moyen, leur productivité étant dérisoire en regard de celle sociale qui s'est développée sur la base du travail associé. Dans ce cas leur misère ne provient pas du transfert de valeur qu'elles subissent, **mais** de ce que l'évolution économique a détruit la force productive du travail, sur laquelle elles reposaient.

Si nous faisons abstraction de ces anciennes classes moyennes dont l'importance politique et sociale a été soulignée dès le manifeste communiste, et dont le rôle revêt un caractère particulièrement important lors de la révolution double, il existe dès la phase de soumission formelle une classe moyenne qui se développe et vit en parasite de la bourgeoisie **et** de la **propriété** foncière, et fournit des services aux classes exploiteuses. Leur revenu est dérivé des autres classes de la société, c'est-à-dire qu'elles ne jouent pas de **rôle** spécifique quant à la réalisation de la plus-value, elles ne **font** que relayer la **dépense** des autres classes auxquelles elles ont vendu leurs services. Rosa Luxembourg, à la suite de Marx avait fort bien montré que les classes moyennes ne jouent aucun rôle direct dans la réalisation de la **plus-value**, tout comme d'ailleurs les propriétaires fonciers, qui **reçoivent** la rente une fois la plus-value réalisée,

"Tous les membres de la société qui ne figurent pas directement dans la reproduction, avec ou sans travail, ne peuvent recevoir leur part du produit marchandise annuel, donc leurs moyens de consommation, que des mains de ceux à qui ce produit revient en première ligne, c'est-à-dire les ouvriers productifs, les capitalistes industriels et les propriétaires fonciers. A ce point de vue, leurs revenus dérivent matériellement du salaire (des ouvriers productifs), du profit et de la rente foncière. Mais, d'autre part, les **né bénéficiaires** de ces revenus dérivés les **perçoivent** grâce à leur fonction sociale de roi, prêtre, professeur, **hétaïre**, soldat etc.. et ils peuvent donc voir en leur fonction la source première de leur revenu."

(...)

"Mais si la partie de la plus-value des marchandises, que le capitaliste industriel doit verser, comme rente foncière ou intérêt, à d'autres copropriétaires de la plus-value, ne peut se réaliser par la vente de; marchandises, c'en est fait du paiement de la rente foncière et de l'intérêt, et les anciens bénéficiaires, ne pouvant plus les dépenser, sont dans l'impossibilité d'assurer la conversion en argent de certaines parties de la reproduction annuelle. Il en va de même des dépenses de tous les ouvriers improductifs : fonctionnaires, médecins, avocats etc..

et tous ceux qui, sous le nom de grand public, servent aux économistes politiques à expliquer ce qu'en réalité ils n'expliquent pas." (Marx, Capital II cité par R.L. "L'accumulation du capital t.I pp;II4-II5))

6.2.2.2. Le travail productif et improductif dans la phase de soumission formelle du travail au capital.

Que ce soit dans la phase de soumission formelle ou dans celle réelle du travail au capital, est productif, dans le MPC LE TRAVAIL QUI FOURNIT UNE PLUS-VALUE. Dans la phase formelle, ce sera la prédominance de la plus-value absolue, dans la phase réelle la prédominance de la production de plus-value relative, mais dans les deux cas l'essence générale du travail productif est la même, il est le travail créateur de plus-value. Nous ne nous étendrons pas ici de façon détaillée sur cette question.

Dans la phase de soumission formelle la force de travail du prolétaire est encore une force de travail qualifiée, la division manufacturière du travail est de deux types : coexistence des ouvriers qui exécutent séparément la totalité du produit, ou bien exécution par chaque ouvrier d'une partie spécifique du produit. Cependant le rythme de la production est encore dicté par la force de travail qui manie les outils et non par la machine. Par conséquent dans la manufacture il est facile de délimiter le travail productif du travail improductif; il n'existe pas encore un travailleur collectif, ensemble combinant des activités intellectuelles et manuelles et dans lequel l'individu s'insère pour en constituer un moment, et en dehors duquel il n'est pas possible d'obtenir une productivité du travail correspondante à la norme sociale. Notons que dans la phase de soumission formelle il arrive que le capitaliste accomplisse un travail productif avec ses ouvriers. Ce n'est que lorsque son capital se concentre qu'il va pouvoir se consacrer exclusivement à sa fonction de capitaliste et cesser tout travail manuel, ce processus se réalisant parfaitement avec le passage à la phase de soumission réelle. A côté de cela, un certain nombre de classes moyennes qui vendent leurs services sont rertretenues grâce aux revenus des capitalistes. Ceux-ci dépensent donc leur argent en tant que revenu et non en tant que capital. Toutes ces classes, avocats, médecins, percepteurs, mercenaires, danseuses, domestiques, fonctionnaires, juges, artistes, prostituées, curés... sont improductives, et vivent sur la base du surtravail extorqué au prolétariat et aux autres classes non caractéristiques du mode de production capitaliste (les anciennes classes moyennes, dans la mesure où leur travail est créateur de valeur et où elles occupent encore une place importante dans la société bourgeoise).

Lors du passage historique à la phase de soumission formelle, c'est-à-dire lorsque celle-ci n'est pas encore généralisée, certains travaux qui, par la suite, une fois soumis réellement au capital, vont pleinement rentrer dans la catégorie du travail improductif, peuvent être considérés comme productifs, ceci dans la mesure où ils contribuent directement à produire une plus-value, et où l'argent qui les emploie fonctionne comme capital, c'est-à-dire dans la mesure où ces travaux sont salariés.

"Une cantatrice qui chante comme l'oiseau, est un travailleur improductif; dans la mesure où elle vend son chant pour de l'argent, elle est une salariée et une marchande. Mais, cette même cantatrice devient un travailleur productif, lorsqu'elle est engagée par un entrepreneur pour chanter et faire de l'argent puisqu'elle produit directement du capital. Un enseignant qui fait classe n'est pas un travailleur productif; mais il devient productif s'il est engagé avec d'autres comme salarié pour valoriser, avec son travail, l'argent de l'entrepreneur d'un établis-

sement qui monnaie le savoir. En fait la plupart de ces travaux sont à peine soumis formellement au capital : ce sont des formes de transition." (Chapitre inédit p.232)

6.2.2.3. Dans la phase de soumission formelle, le développement des nouvelles classes moyennes rencontre des limites. Outre que leur fonction économique n'est pas nécessaire, les classes que nous avons citées ne font que relayer la consommation des capitalistes ou d'autres classes, elles ne font que les aider à dépenser leur revenu et donc n'ont aucun rôle direct dans la réalisation de la plus-value; elles rencontrent une première limite dans le taux et la masse de la plus-value produite. Comme ces classes **vivent** du produit net, de la plus-value,, et que celle-ci est encore relativement faible par rapport au travail nécessaire étant donné le degré encore peu élevé de la force productive du travail, la limitation de la production de plus-value à la plus-value absolue, leur développement reste limité. Le rapport entre population productive et improductive varie selon les diverses formes d'extraction de la plus-value.

D'autre part, dans la phase de soumission formelle, la mentalité de la bourgeoisie se caractérise par **son** austérité, son "abstinence", elle prêche la vertu de l'épargne et de l'investissement, elle critique le luxe de la féodalité, et les fonctions improductives (ce qui fait que dans cette phase des théoriciens bourgeois tels Smith vont assez loin dans l'étude du travail productif et improductif. Par la suite la bourgeoisie apprend qu'il lui faut ménager ces classes, d'autant plus qu'elle revêt elle-même un caractère de plus en plus parasitaire.

Par conséquent la classe capitaliste est entièrement vouée dans la phase formelle à la réalisation de son être : l'accumulation du capital. Sous cet angle également, elle tend à limiter la multiplication des classes moyennes.

Enfin, la surpopulation n'est encore qu'une surpopulation absolue et le progrès même de la production capitaliste tend à la réduire. Par conséquent la transformation d'une partie de la population surabondante en classes moyennes ne revêt pas la même nécessité et acuité que dans la phase réelle où le développement de la surpopulation relative tend à devenir une menace croissante pour la société fondée sur le capital. De ce fait, la bourgeoisie est poussée à occuper fiât-ce dans des activités inutiles et parasitaires, voire nuisibles, une partie croissante de la population.

6.2.3. Les classes moyennes dans la phase de soumission réelle du travail au capital.

6.2.3.1. S'il est bien une contre-thèse que la contre-révolution martèle avec une impudence éhontée c'est celle selon laquelle notre parti n'aurait pas prévu l'émergence de classes salariées qui, placées entre le capital et le travail constituent de nouvelles classes **intermédiaires** mais qui surgissent sur la base de la production capitaliste. Ainsi la prolétarisation prévue par Marx n'interviendrait pas avec toute l'ampleur escomptée, la paupérisation, qui n'affecterait déjà pas le prolétariat puisque son salaire réel s'élève, se trouverait encore plus démentie par **l'existence** de ces classes moyennes qui occupent une part croissante de la population active à mesure que le MPC se développe. Exit donc la paupérisation, la prolétarisation, le prolétariat, et donc la révolution communiste; les idéologues poussent un soupir de soulagement dont on peut deviner qu'il est un peu forcé, étant donné l'insistance avec laquelle on **rabâche** périodiquement cette contre-thèse comme si l'on voulait se persuader de son bien-fondé.

"C'est un des grands problèmes nouveaux du socialisme - un de ceux que Marx n'a pas prévus- que l'industrialisation croissante de la production cesse à un certain degré de développement, de causer un accroissement correspondant dans le nombre des prolé-

taires industriels. A l'époque de la rationalisation, le progrès mécanique... dépeuple les ateliers d'usine et peuple les comptoirs. Il est incontestable que depuis des années le nombre des employés s'accroît par rapport au nombre des ouvriers industriels."

(Henri de Man. Le socialisme constructif. 1933)

Cinquante ans plus tard, le même radotage, mais en plus vulgaire nous est servi par la revue bourgeoise "l'Expansion" :

"(...) C'est cela sans doute qui porte le coup le plus dur au marxisme : la distinction s'efface entre infrastructure et superstructure; celles-ci deviennent productives : plus de la moitié du PNB américain peut être attribué à des activités intellectuelles." (L'expansion du 2/10/80)

Hélas! trois fois hélas! après trente ans de prospérité à peine marqués par quelques crises vite enrayerées, le développement de conflits à la périphérie des métropoles; l'assassinat systématique de 50 millions d'individus morts de faim chaque année, voilà que les premières lézardes apparaissent dans la façade de l'édifice capitaliste remis à neuf après deux saignées impérialistes et que le spectre tant redouté du communisme revient hanter le monde. Hélas, trois fois hélas! les prévisions révolutionnaires du programme communiste se révèlent chaque jour plus exactes, et en particulier celles sur le destin historique des classes moyennes.

6.2.3.2. Dans la phase de soumission réelle du travail au capital l'accumulation du capital repose sur la production de plus-value relative. Le taux et la masse du surtravail extorquée par ouvrier s'élève tandis que se gonfle démesurément la masse de marchandises produites. Pour le capital, qui développe une exploitation effrénée du prolétariat, il est particulièrement vital que ce dernier lui soit parfaitement soumis car, plus la force de travail est dévalorisée et plus il est difficile de lui arracher un nouveau quantum de plus-value; plus le capital fixe est développé et plus la fonction du travail vivant de conserver la valeur du capital constant prend de l'importance. Plus le capital est centralisé, la division du travail poussée, l'interdépendance accentuée et plus la continuité du procès de production est une nécessité. Le capital boulimique de plus-value devient de plus en plus totalitaire. Le capital doit de toute nécessité intégrer la classe ouvrière, ce qu'il tente de réaliser d'une part en cherchant à lui donner une maigre réserve, d'autre part en intégrant les syndicats, toute organisation autonome du prolétariat lui devenant de plus en plus intolérable. Enfin, pour accroître sa sécurité et sa stabilité, il tend à augmenter le plus possible les éléments vivant du produit net, du surtravail, de la plus-value.

"L'idéal suprême de la production capitaliste est • en même temps qu'elle augmente de manière relative le produit net • de diminuer autant que possible le nombre de ceux qui vivent du salaire, et d'augmenter le plus possible le nombre de ceux qui vivent du produit net." (Chapitre inédit, p.245)

Cependant, le développement des classes moyennes, par rapport à ce qu'il était dans la phase formelle trouve une base matérielle beaucoup plus large et donc peut prendre une grande extension étant donné l'aggravation de l'exploitation dont souffre la classe ouvrière; de plus ces nouvelles classes moyennes remplissent des fonctions économiques précises grâce auxquelles le capital tente de différer ses contradictions issues de son procès contradictoire de valorisation-dévalorisation. Contradictions qui se résolvent périodiquement au travers de crises générales catastrophiques.

6.2.3.3. Le travail productif et improductif dans la phase de soumission réelle- du travail au capital.

6.2.3.3.I. Seule **classe** qui exécute un travail productif dans le MPC, le prolétariat seul est révolutionnaire. Les autres classes, qu'il s'agisse de la bourgeoisie des propriétaires fonciers ou des classes intermédiaires, ne subissent pas l'exploitation qui caractérise la classe prolétarienne, qui prend dans la société bourgeoise développée la forme de l'ouvrier collectif.

Si dans la phase formelle on pouvait assimiler, comme nous l'avons vu, pour schématiser, le travail productif avec le travail salarié, il n'en est pas de même dans la phase de soumission réelle, les services par exemple étant accomplis par des salariés. De même, tout un ensemble de fonctions autrefois peu développées ou incombant à la seule bourgeoisie et aux anciennes classes moyennes sont accomplies désormais par les nouvelles classes moyennes salariées.

La distinction entre travail productif et improductif en devient d'autant plus nébuleuse. Le problème se complique d'autant plus que c'est désormais une force de travail sociale qui agit dans la sphère de la production. Le problème revêt deux aspects : d'une part certaines fractions de cette force de travail sociale ne sont pas productives, nous dirons qu'elles sont agrégées à celles qui sont productives, d'autre part la fraction productive que nous appelons ouvrier collectif se distingue fondamentalement de la classe ouvrière telle qu'elle existait sur la base du procès de travail non encore spécifiquement capitaliste c'est-à-dire durant la phase de soumission formelle du travail au capital.

Marx décrit ici la force de travail sociale qui combine à la fois cette partie des classes moyennes agissant dans la sphère de la production et l'ouvrier collectif proprement dit. Au sein de la force de travail social, nous avons donc des éléments qui **sont** à proprement parler productifs (c'est l'ouvrier collectif qui produit de la plus-value) et d'autres qui ne sont pas productifs (ingénieurs, techniciens, contre-maitres etc...)

"En même temps que se développe la subordination réelle du travail au capital, c'est-à-dire au mode de production spécifiquement capitaliste, c'est non pas le travailleur individuel, mais une force de travail socialement coordonnée qui devient l'agent réel du processus de travail dans son ensemble. Les diverses forces de travail qui coopèrent **et** constituent la machine productive totale participent diversement au processus immédiat de la production des marchandises (ou mieux : des produits), la tâche des uns étant surtout physique, des autres intellectuelle, celui-ci comme géométrien, ingénieur, technicien etc. celui-là comme surveillant, le troisième comme simple ouvrier manuel, voire comme manoeuvre." (Grundrisse Pléiade t.2 p.388)

Puis il décrit plus précisément l'ouvrier collectif lui-même dans l'atelier, qui est le travailleur productif spécifique de la phase de soumission réelle :

"Dès lors, on range de plus en plus les fonctions de la force de travail sous le concept immédiat de travail productif et ses agents sous le concept de travailleurs productifs, directement exploités par le capital et totalement subordonnés au processus de valorisation et de production du capital, Si l'on considère le travailleur collectif qu'est l'atelier, son activité coordonnée se matérialise directement dans un produit collectif qui est en même temps une masse totale de marchandises, et il importe peu que la fonction du travailleur individuel, rouage du travail collectif, soit plus ou moins proche du simple travail manuel. L'activité de cette force de travail collective est sa consommation productive immédiate par le capital, autrement dit le processus d'autovalorisation du capital, la production directe de plus-

value et, comme nous le démontrerons plus loin, la transformation directe de la plus-value en capital." (id,)

Dans la phase de soumission réelle, pour que le travail soit productif il faut qu'il participe directement à la création de marchandises. (1)

"On peut donc dire que la caractéristique des ouvriers productifs c'est-à-dire des ouvriers produisant du capital, c'est que leur travail se réalise en marchandises, en richesse matérielle."
(Théories sur la plus-value t.2. p.2II)

6.3.3.2. Comment s'explique le développement de ces classes moyennes?
Tout d'abord il est tout à fait logique, dans la mesure où la production capitaliste s'empare de toutes les branches d'activité, que les classes moyennes salariées s'accroissent. Ainsi les fonctionnaires deviennent des salariés et les fonctions autrefois remplies par les anciennes classes moyennes le sont désormais par les classes moyennes salariées. Mais le problème qui est posé est celui de leur accroissement par rapport au prolétariat, qui tout en augmentant absolument représente une part relativement moindre de la population active.

"Son (de Malthus NDR) espoir suprême -qu'io qualifie lui-même de plus ou moins utopique- est que la masse de la classe moyenne augmente et que le prolétariat (celui qui travaille) constitue une proportion toujours plus petite, **relativement**, de la population totale (même s'il augmente en chiffres absolus). Cela est effectivement l'évolution de la société bourgeoise."
(Théories sur la plus-value t.III p.68)

6.2.3.3.3. Si Malthus est réactionnaire parcequ'il défend le statut de classes parasites effectivement condamnées par l'évolution historique, il n'en demeure pas moins qu'il a l'intuition d'un phénomène bien réel: le développement de nouvelles classes moyennes qui, placées entre le travail et le capital renforcent celui-ci.

Si comme nous l'avons vu il arrive encore dans la phase formelle que le bourgeois travaille encore avec ses ouvriers, il se dispense progressivement du travail manuel; l'évolution même de la société bourgeoise, la socialisation des forces productives tend à expulser

(1) Il faut rappeler ici, comme le faisait Marx contre Smith, que le travail peut être appelé productif, c'est-à-dire créateur de marchandises, sans qu'il ait laissé une trace palpable, tangible, dans l'objet même. On ne peut donc réduire la marchandise à la seule chose produite. " Lorsque nous parlons de la marchandise comme matérialisation où s'investit le travail - au sens de sa valeur d'échange- nous n'avons en vue qu'une existence imaginaire de la marchandise, existence uniquement sociale, qui n'a rien à voir avec sa réalité physique; on se la représentera comme quantité déterminée de travail social ou d'argent. Il peut arriver que le travail concret dont elle est le résultat n'ait laissé sur elle aucune trace. Pour la marchandise manufacturée, cette trace est la forme que la matière première prend extérieurement. Dans l'agriculture etc. si la forme que la marchandise, blé, boeuf a reçue est bien également le produit du travail humain, et d'un travail qui se transmet et se complète de génération en génération, en revanche rien dans le produit ne l'indique. Dans d'autres travaux industriels, le travail n'a nullement pour but de modifier la forme de l'objet, mais **saulerent** de changer sa détermination spatiale. Quand par exemple on transporte une marchandise de Chine en Angleterre, on ne saurait, sur l'objet même, reconnaître la trace du travail (exception faite de ceux qui se souviennent que cette denrée n'est pas produite en Angleterre), Donc, de cette façon, on ne comp rendrait pas la matérialisation du travail dans la marchandise. (L'illusion dans ce cas provient de ce qu'un rapport social se **présente** sous forme de chose)." (Théories sur la plus-value. T.I p.185)

la bourgeoisie de son rôle de fonctionnaire du capital, ce rôle étant désormais rempli par les nouvelles classes moyennes.

6.2.3.3.4. La conséquence **immédiate** de la socialisation des forces productives du travail, pour le capitaliste, est qu'il doit être propriétaire des moyens de production à l'échelle sociale, car "leur valeur n'a désormais plus aucune proportion avec **ce que** peut produire un individu ou sa **famille(...)** A mesure que le capital voit augmenter sa valeur et qu'il prend des dimensions sociales, il perd tous ses caractères individuels." (Chapitre inédit **p.219**)

Dans la phase de soumission réelle, l'augmentation du taux de **plus-value** extorquée aux travailleurs productifs et l'élévation de la productivité qui s'ensuit élèvent en même temps le "minimum de capital" et par conséquent nécessitent la concentration et la centralisation du capital en peu de mains. Au cours de ce mouvement la présence du propriétaire capitaliste devient superflue pour l'accomplissement des fonctions de surveillance et de commandement du procès de production **immédiate**.

"Le capitaliste n'est point capitaliste parcequ'il est directeur industriel; il devient au contraire chef d'industrie parcequ'il est capitaliste. Le commandement dans l'industrie devient l'attribut du capital (...) Le capitaliste commence par se dispenser du travail manuel. Puis quand son capital grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, il se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue, des ouvriers et des groupes d'ouvriers et la transfère à une **espèce** particulière de salariés. Dès qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants, inspecteurs, **contremaitres**), qui pendant le procès de travail commandent au nom du capital. Le travail et la surveillance devient leur fonction exclusive." (Capital livrel **p.246-247**)

"L'exploitation du travail coûte du travail. Dans la mesure où le travail accompli par l'industrie capitaliste est simplement rendu nécessaire par l'opposition entre capital et travail, il rentre dans les coûts de ses surveillants (les sous-officiers de l'industrie) et se trouve déjà compté dans la rubrique des salaires tout comme les coûts entraînés par le surveillant des esclaves et son fouet sont comptés dans les coûts de production des propriétaires d'esclaves, Ces coûts, tout comme la plus grande part des coûts commerciaux, font partie des **faux frais** de la production capitaliste." (...)

"Pour le travail de direction, il ne reste que la fonction générale d'organiser la division du travail et la coopération de certains individus. Ce travail est entièrement représenté par les salaires du directeur général dans les entreprises d'une certaine taille." (Théories sur la plus-value t.2 **pp.168-169**)

Lorsqu'il quitte la sphère de la production, le capital n'en poursuit pas moins son procès; il doit à nouveau se métamorphoser en argent c'est-à-dire réaliser sa valeur afin d'être de nouveau disponible pour se convertir en moyens de production et en force de travail, et extorquer ainsi un maximum de plus-value. **Ce séjour** dans la sphère de la circulation **entraîne** des frais qui doivent être prélevés sur la plus-value. L'accomplissement des tâches liées à la circulation du capital incombent aux nouvelles classes moyennes, ce qui est une des causes de leur hypertrophie. Ainsi, on les trouve surtout employées par le capital commercial; le travailleur du commerce "(...) accomplit une fonction nécessaire, bien qu'improductive, dans le processus de la reproduction, qui inclut nécessairement de telles fonctions. Il **tra-**

vaille tout autant qu'un autre, mais, intrinsèquement, son travail ne crée ni valeur ni produit. Il fait lui-même partie des faux-frais de la production." (Capital II, I PLéiade t.2 p.570) (I).

Ce sont ces classes également qui accomplissent les fonctions de comptabilité, gestion etc... les fonctions liées à la circulation de l'argent proprement dite : banques, institutions financières etc... Il en va de même pour les activités liées à la conservation (stockage, approvisionnement) des marchandises. Parmi les autres secteurs improductifs pépinières de classes moyennes on peut citer les assurances, certaines branches de transport etc...

Dans la phase de soumission réelle, la science reçoit une **énorme** impulsion et devient un attribut du capital, contribuant à parachever sa domination sur le prolétaire et à **accroître** la mystification propre au mode de production capitaliste.

"Cet antagonisme entre la richesse qui ne travaille pas et la pauvreté qui travaille pour vivre, fait également surgir un antagonisme au niveau du savoir. Le savoir et le travail se séparent. Le premier fait face au second au titre de capital ou article de luxe du riche." (Livre IV tome I p.354)

"En revanche toutes les formes de surtravail exigent une augmentation de la population : dans la première phase, ce sera la population ouvrière, et, dans la seconde, la population en général, étant donné qu'il faut alors un développement de la science etc. De toute façon, la population apparaît toujours comme la source première de la richesse." (Grundrisse. T.4 p.45)

Si la science présente l'avantage d'avoir un coût de reproduction très largement inférieur à son coût de production (pour une étude un peu plus détaillée cf. N°7 pp.28-38), il n'en reste pas moins que l'ensemble de son coût social doit être supporté par le capital et rentre donc dans les faux frais de celui-ci. Parmi ce coût de la science il faut inclure les frais **déstinés** à entretenir les classes moyennes employées dans ce secteur, tant sur le plan du **coût** de production (par exemple chercheurs, savants etc...) que sur le plan du coût de reproduction (professeurs etc...) ou encore sur le plan du **coût** d'incorporation (ingénieurs, techniciens...)

Par **conséquent** le développement scientifique dans la phase de soumission réelle **entraîne** la croissance d'une force de travail improductive vivant de la plus-value et dont nous avons indiqué très brièvement le rôle.

6.2.3.3.5. Si jusque là nous avons vu comment au cours du procès de production et de reproduction du capital se développait une classe moyenne, il nous reste à voir sa fonction spécifique au sein de ce procès.

Avec la phase de soumission réelle, la masse des marchandises augmente démesurément en fonction du niveau de développement de la productivité du travail. Comme le taux de plus-value augmente, la **masse** de la plus-value qui peut se reconvertir en capital croît par la **même** occasion. La classe capitaliste a beau avoir pris goût au luxe et à la jouissance, son mobile déterminant est toujours l'accumulation et non la consommation, elle reste toujours la classe qui incarne la passion de l'accumulation. Que se passerait-il dans une **société** qui ne mettrait aux prises que la classe capitaliste et la classe ouvrière ?

La masse de plus-value destinée à l'accumulation, c'est-à-dire à être convertie en capital constant additionnel et en capital variable additionnel augmenterait sans cesse. La valeur des moyens de production

(I) Ces classes fournissent également un contingent de personnel employé pour la publicité, les études de marché, la commercialisation etc..

accumulés augmenterait et leur masse s'accroîtrait encore plus, permettant de multiplier la force productive du travail et donc d'engendrer une masse de plus-value plus grande et une masse de marchandises (composée de moyens de production et de moyens de consommation) encore plus grande. L'expansion de la production capitaliste prendrait une ampleur toujours plus importante, la sphère des besoins et tout particulièrement des besoins en moyens de production devrait s'élargir de manière accélérée. La production capitaliste ressemblerait à une machine dont le moteur s'emballerait. Bien entendu la contradiction valorisation-dévalorisation serait portée à son comble. Pour freiner le développement de forces productives qui trop rapidement rentrerait en conflit avec les rapports de production capitalistes, le besoin se fait donc sentir d'une classe qui n'ait pas pour mobile l'accumulation, et qui puisse incarner la passion de la consommation, la passion de la dépense, afin de limiter l'accumulation, de limiter la contradiction valorisation-dévalorisation, de fournir à l'accumulation capitaliste une sphère qui n'engendre pas une accumulation supplémentaire mais dont les produits peuvent être consommés improductivement. Cette classe, c'est la classe moyenne, Bien évidemment elle ne supprime pas le processus décrit plus haut, mais elle le limite, le diffère, et avec elle le capital cherche à stabiliser une accumulation frénétique. La nouvelle classe moyenne joue d'autant mieux son rôle qu'elle réaligne, en dépensant son salaire, une partie du produit social, une partie de la plus-value, donc indépendamment du niveau du taux de profit, elle renforce ainsi la stabilité de la production capitaliste,

C'est en tant que classe représentant la richesse jouisseuse que la classe moyenne consomme une partie du surproduit :

"Au reste, le luxe est une nécessité absolue pour un mode de production qui, créant la richesse pour les non-producteurs, doit lui donner des formes ne permettant son appropriation que par ceux qui sont des jouisseurs?." (Chap. Inédit p.236)

Ainsi la sphère des besoins de luxe, c'est-à-dire des marchandises qui n'existent pas dans la détermination de la valeur de la force de travail, s'élargit. Bien entendu, la classe moyenne, consommatrice d'objets de luxe consomme également des moyens de consommation nécessaires, ce qui a pour objet d'élargir les débouchés de ces derniers, ce qui facilite leur production à un moindre coût et donc facilite l'augmentation de la plus-value relative. D'autre part, les branches produisant les produits plus raffinés se développent donc avec le gonflement des classes moyennes et si ces branches emploient plus de capital variable que la moyenne, cela contribue à relever le taux de profit.

6.2.3.3.6. Si donc la nécessité de cette classe de purs consommateurs se fait sentir pour le capital, sa possibilité est également donnée avec le développement de la plus value relative; elle exige cependant une parfaite domination du prolétariat, une parfaite soumission de celui-ci à l'ordre capitaliste. Dans la mesure où le capital peut se livrer à une exploitation sans retenue du prolétariat, en développant la production de plus-value relative, il peut alors, conformément à son idéal entretenir un maximum de personnes vivant sur le produit net, la plus-value. Alors que dans la phase formelle le développement d'une telle population rencontrerait une limite dans la faiblesse de la plus-value produite par ouvrier, avec la grande industrie et la phase réelle, ces limites sont largement repoussées.

Par ailleurs le changement ou plutôt l'évolution de la mentalité et de la psychologie de la classe bourgeoise fait que celle-ci s'accommode désormais d'une consommation croissante sans pour autant renoncer à l'accumulation et à la recherche d'un maximum de plus-value, à l'amour de la production pour la production. Cette évolution favorise cependant l'émergence des classes moyennes dans la mesure où leur

finalité ne heurte **plus** la bourgeoisie. Celle-ci a intégré les préoccupations et les moeurs des classes moyennes. Avec la phase réelle, la surpopulation (qui est une surpopulation relative) tend à devenir beaucoup plus élevée par rapport à la population ouvrière, aussi la possibilité de transformer une partie de cette surpopulation en classe moyenne (I) permet à la bourgeoisie de limiter l'accroissement de la surpopulation relative, d'atténuer la guerre civile larvée que peut engendrer l'augmentation de celle-ci. Cependant la bourgeoisie ne cherche pas non plus à réduire à néant -à supposer qu'elle en soit capable- cette surpopulation car cela aurait tendance à permettre l'élévation du salaire et donc à réduire la plus-value. D'autre part en constituant cette classe moyenne elle renforce sa sécurité et son pouvoir.

"La première tendance rejette l'ouvrier sur le pavé et crée la surpopulation, l'autre réabsorbe ces ouvriers et ne cesse d'élargir le salariat, si bien que l'ouvrier, ballotté sans cesse, ne peut jamais sortir de sa misérable condition. C'est pourquoi, l'ouvrier se croit à juste titre menacé par le développement des forces productives de son travail, tandis que le capitaliste ne voit en lui qu'un élément indésirable et cherche à l'éliminer de la production. Voilà les contradictions contre lesquelles se débat Ricardo. Ce qu'il oublie de faire ressortir, c'est l'augmentation continuelle des classes moyennes qui, placées entre les ouvriers et les capitalistes vivent presque toutes directement du revenu, pèsent sur la classe ouvrière et accroissent la puissance et la sécurité des classes supérieures."

(Hist des doct. écon. p.161 tome 4 livre 4)

Toute cette politique de "plein emploi" comme disent les théoriciens de la bourgeoisie, c'est-à-dire urepolitique qui cherche à réguler l'armée de réserve repose bien évidemment sur un accroissement féroce de l'exploitation du prolétariat.

Cependant, avec l'aggravation des contradictions internes de la production capitaliste, les classes moyennes sont menacées. Le capital tend à remettre en cause leur statut et à les frapper en premier dans la mesure où ces classes consomment une masse de plus-value qui tend à lui faire défaut alors qu'elles n'en produisent pas. Elles sont alors amenées à lutter contre le capital, ouvrant la voie à un protagoniste bien plus sérieux : le prolétariat révolutionnaire.

6.2.3.3.7. Jusqu'à présent ce sont surtout ces classes moyennes qui sont **entrées** en lutte contre le capital, tandis que leur idéologie, leurs progrès, leurs mentalités, infestaient et infestent les rangs du prolétariat et de ceux qui s'en prétendent les défenseurs.

Au cours de ses luttes, le prolétariat n'aura rien à proposer à ces classes sinon son programme communiste; il n'aura pas à les flatter et donc n'intégrera pas à ses revendications classistes des revendications concernant les **classes** moyennes, qui vivent de son exploitation. S'il est évident que pour vaincre, le prolétariat devra rallier une partie des classes moyennes, en aucun cas il ne pourra le faire au moyen de compromissions et de marchandages théoriques, mais au contraire il y arrivera en se posant comme l'adversaire le plus résolu et le plus radical du capital, comme la seule classe capable de proposer une solution historique : le communisme.

(I) "Mettons qu'au lieu de 500 ouvriers on n'en occupé plus que 300 mais que ces 300 fournissent une quantité relativement plus grande de surtravail, les 200 autres peuvent être occupés par le surproduit dès que celui-ci a cru suffisamment." (Théories sur la plus-value)

7. Les formes de domination du marché mondial dans les deux phases

7.1. Introduction.

L'existence du marché mondial est une base nécessaire pour l'émergence du mode de production capitaliste. Cependant, en se développant, celui-ci modèlè un marché mondial à son image, " la notion de marché mondial étant incluse dans le concept de capital." Sur cette question cruciale pour le mouvement prolétarien révolutionnaire, le travail de restauration du programme communiste est particulièrement **difficile**; d'une part **parceque** les éléments de réponse à ce problème sont restés en friche lors des premiers travaux entrepris par le parti communiste; (Marx devait consacrer un livre entier de "l'Economie" au marché mondial ainsi qu'un autre au commerce extérieur, ils ne furent jamais écrits), d'autre part parce que les développements ultérieurs entrepris sur ce sujet, notamment par la gauche des partis socialistes de la **II^o Internationale** n'ont pas toujours été parfaitement reliés et insérés dans la totalité organique du programme fondé dès 1847. Par exemple pour Lénine la phase impérialiste du capitalisme, c'est-à-dire sa phase la plus récente a commencé dans les années 1898, et par conséquent Marx et Engels ne l'auraient pas totalement connue. Selon **Lénine** cette phase se caractérise par cinq points :

"1^o) **concentration** de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le **rôle** est décisif dans la vie économique; 2^o) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la vase de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3^o) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4^o) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5^o) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes."

(Lénine. L'impérialisme... p.124)

Comme on peut le constater, les phénomènes décrits par Lénine (indépendamment du fait que l'on puisse contester certains éléments avancés par lui), sont en fait caractéristiques de la phase de soumission réelle du travail au capital, et en conséquence avaient été anticipés par Marx. Par conséquent les formes récentes du développement capitaliste ne méritaient nullement un nouveau concept : l'"**impérialisme**", censé rendre compte de celles-ci (et d'ailleurs emprunté aux théoriciens bourgeois), étant donné que ces formes récentes exprimaient la réalisation de l'être du, capital, l'établissement de la phase de soumission réelle du travail au capital, ainsi que le montre le programme communiste. Oui plus est, en ne mettant l'accent que sur certains éléments phénoménaux, l'on négligeait les mutations qui s'étaient accomplies dans le procès de production, c'est-à-dire aussi bien dans le procès de travail (instauration d'une technologie spécifiquement capitaliste) que dans le procès de valorisation (développement de la production de plus-value **relative**). Au lieu de cela, le léninisme (comme nous l'avons déjà dit dans le N^o2, il ne s'agit pas d'assimiler Lénine et le léninisme) ne souligne, et ce de manière peu dialectique, que l'évolution des formes de la concurrence et l'émergence de la domination du capital financier (nous discuterons un peu plus bas de

ces points particuliers).

Quant à l'analyse luxembourgist, obnubilée qu'elle est par le problème de la réalisation de la plus-value **déstinée** à l'accumulation, elle explique la **nécessité** de l'impérialisme, conçu sous l'aspect de la course aux débouchés solvables et aux marchés pré-capitalistes, si bien que l'avènement complet de la phase de soumission réelle, c'est-à-dire d'une phase où le capital s'est débarrassé des formes de production qui le précédaient, est absolument impossible, étant donné que le capital détruirait ainsi les marchés qui lui permettent de réaliser la plus-value (1). Par conséquent ici aussi l'on est incapable de saisir pleinement les mutations de la base matérielle de la production capitaliste, et donc de comprendre également "l'impérialisme".

Si par ce terme on veut désigner la phase ultime du développement du MPC, alors il ne sert à rien d'utiliser un concept qui se **révèle** moins clair et précis que celui de "soumission réelle du travail au capital". Si par commodité nous continuons à employer ce concept d'impérialisme, ce n'est donc pas dans le sens vu plus haut, mais **pour** désigner les formes de domination du marché mondial correspondant à la phase de soumission réelle du travail au capital, comme nous le disions dans le **N°6 d'Invariance** ancienne série.

"Il s'agissait, à l'époque de Lénine, du passage à la domination réelle du capital, de la première grande manifestation de sa tendance à la totalité. Il est donc préférable de rejeter le terme d'impérialisme pour caractériser une étape de la vie du capital. Il reste valable lorsqu'il s'agit de parler de la tendance à la domination de la part d'un pays donné. Il est possible de parler d'impérialisme américain par exemple."

(Thèse 4.5.8. p.126)

De la même manière, lorsque nous parlons des formes de domination du marché mondial caractéristiques de la phase de soumission formelle du travail au capital, nous utiliserons le concept de **colonialisme**.

Comme nous l'avons vu dans le **N°5**, dans la mesure où l'Angleterre accède à la phase de soumission réelle à la fin du **XVIII^e** siècle et dans sa forme la plus achevée au début du **XIX^e** siècle, elle connaît donc la phase impérialiste, celle-là **même** qui pour certains n'aurait pas été décrite par Marx et Engels. **Oui, plus** est, les formes spécifiques de la domination du marché mondial et l'organisation du marché mondial lui-même ont été largement circonscrits par les premiers théoriciens communistes (bien que ce travail n'ait pas été achevé) si bien que le caractère de totalité organique du programme communiste n'est pas altéré, il est même parfaitement renforcé.

Par conséquent le marché mondial et son organisation constituent une base pour l'avènement de la production capitaliste, et en retour celle-ci le modifie, le forge à son image. Le marché mondial se réalise pleinement avec la phase de soumission réelle du travail au capital. Celle-ci traduit l'avènement de la **domination impérialiste** alors que dans la phase de soumission formelle nous avons une **domina-**

(1) Pour continuer à défendre cette position alors que la phase réelle est **advenue**, le luxemburgisme dégénère en crétinisme pur et simple. En effet le **CCI** affirme sans rire que les marchés solvables n'existent plus depuis 1914, le capitalisme après cette date étant entré dans sa phase de décadence - alors que le capital a connu une croissance économique plus rapide qu'au **XIX^e** siècle. Comment a-t-il pu réaliser la plus-value produite alors que les marchés qui permettraient cette réalisation n'existent plus ? Si jamais elle vient, la réponse vaudra sans aucun doute de figurer en bonne et due place au bêtisier du communisme vulgaire.

tion colonialiste.

L'impérialisme du capital est caractéristique de ce mode de production et se fonde sur ses lois propres, une nation devenant impérialiste lorsqu'elle accède à la phase de soumission réelle, lorsque les obstacles à la généralisation et au développement de celle-ci sont balayés. Est donc particulièrement stupide et caractéristique des acrobaties théoriques auxquelles se livre ce groupe pour "justifier" ses positions révisionnistes, la position de la CWO (Grande-Bretagne) qui caractérise ainsi l'impérialisme : "La discussion ci-dessus concernait les deux puissances impérialistes. On pourrait objecter que celle-ci ignore l'"impérialisme" anglais, français ou Est-Allemand, cependant appeler aujourd'hui ces puissances "impérialistes" (sauf dans le cas où elles pourraient réaliser les souhaits de leur maître impérialiste USA ou URSS) avilit ce concept. Pour la CWO une puissance impérialiste est celle qui est capable de dominer d'autres puissances et qui en dernier ressort, peut les obliger à accomplir des actions n'allant pas directement dans le sens de leurs propres intérêts. Il est vrai que ces puissances secondaires ont leurs propres intérêts nationaux, mais ceux-ci ne peuvent pas être atteints sauf dans le cas où ils ne rentrent pas en conflit ou **coincident** avec les intérêts de l'une ou de l'autre des puissances impérialistes." (Révolutionary perspectives N° 17).

Avec une telle définition, que l'on peut appliquer tout aussi bien à l'Empire Romain, l'impérialisme du capital perd toute spécificité historique, d'autre part il ne se relie plus à la base matérielle de la société, mais au jeu des rapports de force dont on ignore les tenants et les aboutissants.

7.1. Phase de soumission formelle du travail au capital : colonialisme.

Reprenant à son compte l'argumentation du révisionnisme **social-démocrate** et sombrant ainsi dans l'économie vulgaire, certaines fractions du mouvement révolutionnaire croient (comme la CWO) que le capitalisme pourrait exister sans commerce extérieur. Le fait que Marx, dans ses schémas de reproduction ait fait l'hypothèse d'une société bourgeoise n'ayant aucun échange avec d'autres nations capitalistes ou extra-capitalistes ne justifie en aucun cas qu'il faille considérer le commerce extérieur comme un élément annexe et secondaire **dans** le mouvement de l'accumulation capitaliste. Tout au contraire celui-ci doit être compris comme un moment organique de la reproduction de la forme de production capitaliste.

De la même façon, sans l'analyse du commerce extérieur et du marché mondial l'on ne saurait saisir dans sa totalité un phénomène d'une importance aussi grande pour l'action révolutionnaire que les crises du MPC. Ce n'est pas un hasard si ce n'est que dans le dernier livre de l'Economie ("Le marché mondial et les crises") que Marx devait étudier les crises. C'est en effet avec le marché mondial que la crise acquiert toute son universalité.

Le régime colonial fait partie des différentes méthodes de l'accumulation primitive, **méthode** qui vient accélérer le passage du féodalisme au mode de production capitaliste :

"Les différentes **méthodes** d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou **moins chronologique**, entre le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat la force concentrée et organisée de la société, afin de **précipi-**

ter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrégé les phases de transition." (Capital I, 8 p. 1213 Pléiade t. 2)

Lorsque s'implantent les manufactures, elles s'emparent des branches dans lesquelles le travail **est simple** et ne fait **pas appel** - ou du moins faiblement - à une habileté artisanale ou à un don **artistique**. Si un **marché** intérieur lui est fourni du fait de la révolution dans l'agriculture, certaines manufactures s'établissent aussi dans les villes portuaires en produisant directement pour l'exportation. **C'est** également dans ces villes (par exemple en Italie) que sporadiquement les manufactures pouvaient exister avant que la phase de **soumission** formelle au travail au capital soit généralisée. Le marché **extérieur** et colonial **joue** donc d'emblée un rôle important pour assurer des débouchés aux manufactures et permet une accumulation plus rapide du capital. (1)

Le progrès de la productivité du travail connaissait rapidement des limites dans la mesure où il vient buter sur une base technique pré-capitaliste; les marchandises produites n'ayant pas une grande diversité et n'exigeant pas un savoir faire particulier, les nations dans lesquelles s'implante la phase de soumission formelle au travail au capital, peuvent se voir confrontées rapidement à une concurrence venant d'autres nations qui développeraient une production **manufacturière** identique ou qui disposeraient par exemple dans l'agriculture de conditions naturelles plus favorables. Pour protéger le développement capitaliste et ruiner celui des autres nations, les nations colonialistes recourent à un protectionnisme systématique.

Ces mesures protectionnistes n'ont pas le même aspect lorsque la phase de soumission formelle n'est pas encore bien implantée (nous avons vu dans le N°5 que cela correspondait à la phase dite d'accumulation primitive) et lorsque celle-ci s'est généralisée dans certaines nations.

"La deuxième période débuta au milieu du XVII^e siècle et dura presque jusqu'à la fin du XVIII^e. Le commerce et la navigation s'étaient développés plus rapidement que la manufacture qui jouait un rôle secondaire; les colonies commencèrent à devenir de gros consommateurs; au prix de, longs combats, les différentes nations se partagèrent le marché mondial qui s'ouvrait. Cette période commence par les lois sur la navigation et les monopoles coloniaux. On évita autant que possible par des tarifs, des prohibitions, des traités, que les diverses nations puissent se faire concurrence; et, en dernière instance, ce furent les guerres, et surtout les guerres maritimes, qui servirent à mener la lutte de la concurrence et décidèrent de son issue. La nation la plus puissante sur mer, l'Angleterre, conserva la prépondérance sur le plan du commerce et de la manufacture. Déjà, ici, concentration sur un seul pays.

La manufacture **était constamment** garantie sur le marché national par des droits protecteurs, par la concession de monopoles sur le marché colonial, et le plus possible vers l'extérieur par des douanes différentielles. On favorisa la transformation de la matière brute produite dans le pays **même** (laine et lin en Angleterre, soie en France); on interdit l'exportation de la matière première produite sur place (laine en Angleterre) et l'on négligea ou entrava celle de **la matière** importée (coton en Angleterre). La nation qui possédait la **suprématie** dans le commerce maritime et la puissance coloniale s'assura aussi na-

(1) Le premier épanouissement des manufactures en Italie et plus tard en Flandre eut comme condition historique le commerce avec les nations étrangères." (Idéologie Allemande p. 84)

turellement la plus grande extension quantitative et qualitative de la manufacture. La manufacture ne pouvait absolument pas se passer de protection, étant donné que la moindre modification qui se produit dans d'autres pays peut lui faire perdre son marché et la ruiner; car, si on l'introduit facilement dans un pays dans des conditions tant soit peu favorables, on la détruit de ce fait tout aussi facilement."

(Marx. Idéologie Allemande pp.87-88)

Comme ont pu le remarquer de nombreux auteurs, la différence de degré du développement des forces productives entre les nations européennes appelées à devenir les plus grandes puissances capitalistes, et certaines régions d'autres continents n'était pas très importante. Or, au cours du XVIII^e siècle et plus particulièrement du XIX^e et XX^e siècle, l'écart entre les deux se creuse, et ce malgré ou à cause du développement de la production capitaliste impulsé dans ces régions par les puissances colonialistes puis impérialistes.

La concurrence pouvait donc se manifester très rapidement (nous vu les principaux aspects de l'éventail protectionniste auxquels a recours la puissance coloniale pour la limiter, il est particulièrement important pour les nations colonialistes de s'emparer ou d'exercer une influence directe sur le pouvoir politique des nations colonisées, afin de ruiner toute tentative de développement qui irait à l'encontre des intérêts de la puissance coloniale. Ainsi l'Angleterre put tuer le développement de la manufacture en Irlande).

De même ce pouvoir politique sert à favoriser la dissolution des anciennes formes de production et à modeler la production en fonction des intérêts colonialistes. (Dans les pays où l'on a pas réussi à obtenir le pouvoir politique, la destruction des communautés pré-capitalistes est rendue encore plus difficile - voir à ce sujet la différence entre l'Inde et la Chine). En se servant de l'Etat, la bourgeoisie organise le pillage des colonies. Elle s'assure entre autres de la production et de l'exportation de métaux précieux. Celle-ci qui est surtout caractéristique de la première partie de la phase de soumission formelle, a pour effet de relever le taux de profit du capital en abaissant le salaire. La découverte de nouvelles mines, le développement de l'exportation de ces métaux abaisse leur valeur et en conséquence relève le niveau général des prix, les métaux précieux (or, argent) incarnant l'équivalent général, l'Argent. Comme les salaires ne vont pas croître au même rythme que les prix, le salaire réel baisse et le taux de la plus-value et de profit s'élève. Le processus inflationniste engendré par le commerce de métaux précieux permet donc au capital de la nation coloniale d'accroître l'exploitation du prolétariat.

"Ils (les mercantilistes NDR) constataient dans ces pays (les pays colonisateurs NDR) un accroissement rapide des richesses et de la classe moyenne. Sur quoi reposait en fait cet effet de l'or? Les salaires n'augmentaient pas dans la même proportion que les prix des marchandises, Les salaires diminuaient donc et, partant, augmentait le surtravail relatif, le taux de profit, non pas parce que les ouvriers étaient devenus plus productifs, mais parce qu'il y'avait diminution du salaire absolu, (c'est-à-dire de la somme des moyens de subsistance que reçoit le travailleur) en un mot, parce que la situation des travailleurs s'aggravait. Dans ces pays le travail devenait donc en fait plus productif pour ceux qui l'employaient. Ce fait était en rapport avec l'afflux des métaux précieux." (Marx. Théories sur la plus-value t.I p.163)

De plus le capital s'assure un monopole exclusif sur les produits coloniaux (thé, épices, sucre, produits exotiques..), Le profit qu'il obtient est soit un profit d'aliénation -c'est-à-dire que l'on extorque un surtravail aux autres formes de production en achetant les

produits à bas prix et en les revendant à un prix beaucoup plus élevé; soit un profit venant d'une organisation de la production coloniale dans le cadre du mode de production capitaliste. Dans les mines, dans les plantations de certains produits coloniaux, on peut produire à des coûts inférieurs à ceux de la nation mère, grâce à des conditions naturelles plus favorables (exclusivité de certains produits compte tenu du climat, fertilité de la terre, richesse des gisements miniers etc...) ou encore grâce aux conditions sociales particulières dans lesquelles va s'effectuer cette production.

Dans ce type de colonies, il est hors de question pour la bourgeoisie de développer la manufacture et d'introduire le salariat ce qui ferait de la colonie un pôle potentiel de développement et de concurrence. Le système de production, bien que capitaliste, repose alors sur l'esclavage et l'on extorque ainsi du surtravail et de la plus-value sans pour autant jeter les bases d'un développement capitaliste. De plus, dans ces productions coloniales, le capitaliste et le propriétaire foncier ne faisant qu'un, il n'y a pas formation d'une rente absolue, le capital ne trouvant pas d'obstacle pour s'investir dans ces branches de production. Il s'ensuit que le prix des produits est abaissé d'autant, sans compter que les sois ne sont pas encore épuisés, (le capitaliste se dispensant de les amender (1) il économise une partie du capital constant tout en ayant encore un rendement assez élevé étant donné la présence dans le sol d'éléments organiques). Par conséquent, les produits importés par la puissance coloniale contribuent à élever le taux de profit en abaissant la valeur l) de certains éléments entrant dans la reproduction de la force de travail 2") d'éléments entrant dans le capital constant.

"Dans le deuxième type (2) de colonies -plantations- de prime abord les formes de spéculation commerciale produisent pour le marché mondial, c'est la production capitaliste qui existe, bien que formellement seulement, puisque l'esclavage des noirs exclut tout travail salarié libre, donc la base de la production capitaliste. Mais ce sont des capitalistes qui font marcher leur affaire avec des esclaves noirs. Le mode de production qu'ils introduisent n'est pas issu de l'esclavage, mais est greffé sur lui. Dans ce cas capitalise et propriétaire foncier ne font qu'un. Et l'existence élémentaire du sol face au capital et au travail n'offre pas de résistance à l'investissement du capital ni donc à la concurrence des capitaux. Il ne se développe d'ailleurs pas ici une classe de fermiers différents des landlords (propriétaires fonciers). Tant que dure cette situation, rien ne s'oppose à ce que le coût de production règle la valeur marchande." (Théories sur la plus-value tome.2 p.348)

Cette production coloniale est l'occasion d'un commerce très fructueux : le trafic d'esclaves.

Par l'intermédiaire du commerce des métaux précieux, des produits coloniaux, des esclaves, du surtravail extorqué à ceux-ci dans les plantations et les mines, ainsi qu'aux formes de production pré-capitalistes, une masse de plus-value reflue dans la mère patrie pour y fonctionner comme capital. De plus les occasions d'un investissement rapportant un taux de profit élevé ne manquant pas dans la nation, celle-ci recourt également à l'emprunt de capitaux pour accroître l'accumulation du capital.

(1) Parmi les ravages exercés par les puissances colonialistes sur les pays colonisés figure en bonne place l'épuisement de la terre.

(2) Nous ne parlerons pas ici du "premier type" distingué par Marx c'est-à-dire les colonies de peuplement tels les Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande etc.,.

D'autre part le colonialisme, nous l'avons vu, permet d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière de la nation coloniale. Enfin il procure des débouchés pour les manufactures. Mais dans la phase de soumission formelle, la puissance de la nation repose, non pas sur le capital industriel, mais sur le capital commercial." A l'époque manufacturière proprement dite, c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle," (1) C'est le capital marchand qui domine le capital industriel et il incombe aux commerçants de comparer les coûts de production nationaux à ceux régnant sur le marché mondial. Ainsi "le régime colonial donne un grand essor à la navigation et au commerce". Le but poursuivi par les puissances coloniales comme l'Angleterre n'était pas tellement d'accaparer de nouveaux territoires, mais de s'assurer un immense réseau de comptoirs commerciaux et de bases maritimes, et les implantations se font plutôt (sauf en Amérique du Nord) sur les côtes ou les îles qu'à l'intérieur des terres.

7.3. Phase de soumission réelle du travail au capital : impérialisme.

7.3.1. Bien qu'avec la phase de soumission formelle du travail au capital se mette en place un nouveau marché mondial, celui-ci a encore une ampleur limitée, et tout en formant la base du marché mondial spécifiquement capitaliste (2) caractéristique de la phase de soumission réelle du travail au capital, il n'a pas encore l'universalité qu'il aura dans cette nouvelle phase.

"Le mouvement du capital, bien que notablement accéléré, n'en restait pas moins encore d'une lenteur relative. L'émiettement du marché mondial en fractions isolées, dont chacune était exploitée par une nation particulière, l'élimination de la concurrence entre nations, la maladresse de la production elle-même et le système financier qui avait à peine dépassé le premier stade de son développement entravaient beaucoup la circulation. Il s'ensuivit un esprit boutiquier d'une sordide mesquinerie dont tous les commerçants et tout le mode d'exploitation du commerce restaient encore entachés. En comparaison des manufacturiers et encore plus des artisans, ils étaient à vrai dire des grands bourgeois, en comparaison des commerçants et des industriels de la période suivante, ils restent des petits bourgeois." (Id. Allem. p.88)

Grâce à la phase de soumission réelle, le capital va pouvoir réaliser sa nature, devenir adéquat à son être, conforme à son concept. Ce n'est en effet que sur le marché mondial (qui recouvre la totalité des marchés nationaux) que le capital parvient à développer toutes les tendances qu'il contient. D'où l'importance du commerce extérieur.

" Si le surtravail ou la plus-value ne se présentait que dans le surproduit national, l'accroissement de la valeur par amour de la

(1) "Dans la mesure où elle parvient à exporter (la **manufacture** NDR), elle dépend donc entièrement de l'extension ou de la limitation du commerce et elle exerce sur lui une action en retour relativement faible, De là son importance Secondaire(...) et l'influence des **commerçants** au XVIII^e siècle." (Idéologie Allemande p.88)

(2) "La concentration du commerce et de la manufacture dans un seul pays, l'Angleterre, telle qu'elle se développa sans interruption au XVII^e siècle, créa progressivement pour ce pays un marché mondial relatif et suscita de ce fait une demande des produits anglais **manufacturés** que les forces productives industrielles antérieures ne pouvaient plus satisfaire. Cette demande qui débordait les forces productives fut la force motrice qui suscita la troisième période de la propriété privée depuis le moyen-âge en créant la grande industrie."

(Idéologie Allemande p.89)

valeur, et ainsi l'extension du surtravail se heurterait aux bornes imposées par l'éventail étroit des valeurs d'usage qui représenteraient la valeur du travail (national). C'est le commerce extérieur qui développe la vraie nature de ce **surproduit** en tant que valeur à partir du moment où il fait du travail que le surproduit contient du travail social se présentant sous la forme d'une série illimitée de valeurs d'usage différentes, et donne en fait un sens à la richesse abstraite... C'est seulement le commerce extérieur, la transformation du marché en marché mondial qui mue l'argent en argent mondial, et le travail abstrait en travail social. La richesse abstraite, la valeur, l'argent, donc le travail abstrait se développent dans la mesure où le travail concret évolue dans le sens d'une totalité des **différents** modes de travail qu'engendre le marché mondial. La production capitaliste est basée sur la valeur c'est-à-dire sur le développement comme travail social du travail contenu dans le produit. Mais cela n'a lieu que sur la base du commerce extérieur et du marché mondial. C'est donc aussi bien la condition que le résultat de la production capitaliste." (Théories sur la plus-value p.297 t.3) (I)

L'on peut mesurer ici toute la stupidité du ricardianisme d'un groupe comme la CWO qui néglige complètement le commerce extérieur et la fonction monnaie universelle de l'argent. Alors que ce n'est que sur le marché mondial que le capital peut parvenir à maturité.

7.3.2. Avec la phase de soumission réelle, la productivité du travail se développe, La masse des valeurs d'usage s'accroît plus que **proportionnellement** à leur valeur, tandis que la production de plus-value relative prend son essor. "La nécessité de produire sur une échelle constamment élargie incite à étendre le marché mondial, **désormais** ce n'est pas le commerce qui révolutionne l'industrie, mais l'industrie qui révolutionne constamment le commerce."

Du fait du développement de cette productivité, du moins dans la première partie de la phase de soumission réelle, caractérisée par une augmentation de la productivité et de ~~la~~ longueur de la journée de travail, les marchandises produites ont une valeur plus basse que **celles** des nations concurrentes qui n'ont pas encore mis en place une grande industrie. Le protectionnisme, qui était nécessaire sur la base de la manufacture devient, sous sa forme antérieure, superflue voire nuisible. La nation, désormais impérialiste fonde sa puissance sur le capital industriel et sa capacité à produire de la plus-value relative. L'augmentation de la productivité du travail lui permet de concurrencer efficacement ses rivaux et elle se montre donc favorable au libre échange afin de **s'ouvrir** des débouchés toujours plus vastes. D'un autre côté les nations qui sont encore restées sur la base de la manufacture et de la phase de soumission réelle sont contraintes, si **elles** veulent conserver leur rang, d'introduire les mécanismes de la phase réelle, et de protéger cette industrie naissante au moyen d'un nouveau protectionnisme. Le marché mondial limité qui s'était **formé** avec la phase de soumission formelle est remis en question et remplacé par un véritable marché mondial, universel, au sein duquel l'être du capital se déploie et se réalise; d'autre part la division internationale du travail caractéristique du colonialisme disparaît au **profit** d'une nouvelle.

7.3.3. Nous avons vu que lorsqu'un capitaliste introduit une nouvelle technique de production plus productive, il obtient pendant un certain laps de temps -jusqu'à ce que la productivité du travail obtenue soit égale à la productivité sociale moyenne du travail - un surprofit.

(I) Cf. aussi Capital I, I, tome I p.687 Ed. soc.

Cependant, de même que cette nouvelle force productive abaisse la valeur des marchandises, elle nécessite que le marché soit étendu. Plus le marché pour les entreprises produisant avec les conditions de production les meilleurs est vaste, et plus la masse du surprofit qu'elles peuvent obtenir est grande, D'autre part la valeur sociale de la marchandise est également abaissée et si celle-ci a une influence sur la valeur de la force de travail, le taux général de la plus-value et la masse de celles-ci sont augmentés. Par conséquent la recherche de marchés extérieurs (et ce d'autant plus qu'ils sont le monopole des entreprises les plus performantes) ne peut que favoriser d'une part le capital en général en augmentant la plus-value relative, d'autre part le capital particulier qui, grâce à ces marchés supplémentaires peut empocher un surprofit additionnel. Chaque nation impérialiste a donc tout intérêt à ce que les marchés potentiels pour le capital national soient le plus étendus possible afin de favoriser la production de la plus-value relative et le taux de profit dans chacune d'elles.

Le propre mouvement du capital national pousse ainsi irrésistiblement chaque nation à accroître le champ extérieur de la production, à augmenter son importance sur le marché mondial.

7.3.4. Avec le mode de production capitaliste, la loi de la valeur se réalise et prend toute sa signification. Dans le N°4 nous avons montré que la théorie des prix de production ne contredisait pas la loi de la valeur puisque celle-ci non seulement continue à agir dans toute sa force mais encore parvient également à sa forme de développement ultime avec la phase de soumission réelle du travail au capital. Avec le développement de la productivité du travail " la masse et la valeur des machines employées augmentent"... "mais non dans la même proportion qu'elle, c'est-à-dire non pas en raison de la multiplication du produit fourni par ces machines. Par conséquent dans les branches d'industrie qui consomment des matières premières, c'est-à-dire où l'objet du travail est lui-même le produit d'un travail antérieur, la productivité du travail s'exprime précisément par le rapport selon lequel une plus grande quantité de la matière première absorbe une certaine quantité de travail, donc par la masse croissante de la matière première qui, en une heure, est transformée en produits façonnés ou marchandises. Dans la mesure où se développe la productivité du travail, la valeur de la matière première constitue un élément sans cesse croissant de la valeur du produit marchandise et cela non seulement parcequ'elle entre en totalité dans cette valeur, mais parceque dans chaque partie aliquote du produit total, la partie représentant l'usure des machines et celle qui est formée par le travail nouvellement ajouté sont toutes deux en diminution constante. Par suite de cette tendance à la baisse et à l'augmentation proportionnelle de l'autre partie de la valeur qui représente la matière première, à moins que cette augmentation ne soit annulée par une diminution proportionnelle de la valeur de la matière première, diminution due à la productivité croissante du travail employé pour produire cette matière première." (Capital III, I Pléiade 2 p.922)

Dans notre étude sur la "Question agraire (cf, CouC N°s 2,4,6 et 8) nous avons commencé à montrer que le prix des matières premières agricoles ou industrielles est relativement plus élevé que celui des produits manufacturés; il s'ensuit, étant donné l'importance que la valeur des matières premières tend à acquérir dans le produit que les puissances impérialistes ont tout intérêt à obtenir des matières premières à bas prix. La forme de domination du marché mondial correspondant à la phase de soumission formelle du travail au capital, c'est-à-dire la domination coloniale devient une entrave pour un mode de production qui doit faire face à un besoin croissant de matières premières bon marché.

Aussi dès la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e assiste-t-on

à la mise en place de la nouvelle forme de domination du marché mondial : l'impérialisme. Abolition de l'esclavage, libre échangeisme (abolition des lois sur les blés), abrogation des actes de navigation. Si au cours du XIX^e siècle l'expansion coloniale se poursuit (en 1800 l'Europe et ses possessions représentent 55% des terres du globe, en 1878 avant que ne débute une nouvelle phase d'acquisitions, cette surface occupe 67% de la surface des terres), elle ne constitue plus une caractéristique décisive de la domination impérialiste. En effet l'Angleterre alors seule puissance impérialiste se montre favorable à la décolonisation de l'Amérique du Sud. Elle arrache ainsi ce continent aux nations colonialistes, l'Espagne et le Portugal: L'Angleterre acquiert la suprématie dans ce continent sans pour autant que celui-ci devienne une de ses colonies (1). Par conséquent l'impérialisme peut très bien s'accommoder d'une décolonisation, toutefois celle-ci -pas plus que la réduction de la journée de travail- n'est en soi le fruit d'une politique délibérée de l'impérialisme. De même que la lutte du prolétariat est à l'origine de la -réduction de la journée de travail et de la nécessité pour le capital de se lancer à corps perdu dans la recherche d'un maximum de plus-value relative, la lutte des peuples soumis au colonialisme et à l'impérialisme favorise la mise en place des mécanismes spécifiques de la domination impérialiste.

7.3.5. Avec la phase de soumission réelle et la domination impérialiste, l'action des pays impérialistes change d'orientation, leur intérêt se portant désormais prioritairement vers la recherche et l'exploitation des matières premières. Ainsi la hiérarchie des colonies se trouve modifiée, les pays riches en matières premières venant au premier plan de celle-ci. Indépendamment de l'extension des possessions coloniales, l'impérialisme étend sa domination sur le marché mondial. Par

(1) Que ce soit dans la phase colonialiste (soutien de la France et de l'Espagne à l'indépendance américaine) ou dans la phase impérialiste (soutien britannique à l'indépendance des colonies espagnoles et portugaises en Amérique Latine) l'intervention des puissances colonialistes et capitalistes dans les luttes d'indépendance n'a jamais constitué pour le programme communiste un fait en soi suffisant pour rejeter le caractère révolutionnaire, même s'il demeure bourgeois, de ces mouvements. L'impérialisme "soutient" d'ailleurs ces luttes tout comme le réformisme "soutient" les luttes du prolétariat, c'est à-dire pour mieux les entraver et limiter leur caractère révolutionnaire.

L'impérialisme qui a besoin de matières premières à bas prix fait tout et fera tout pour empêcher le développement capitaliste - c'est-à-dire le développement de la phase réelle, des pays producteurs de matières premières qu'il domine. D'autre part les nations impérialistes se livrent entre elles à une concurrence effrénée pour conserver ou accroître leur position dans la division internationale du travail et sur le marché monétaire. Il est alors particulièrement stupide de ne voir dans ces luttes contre l'impérialisme qu'un "moment de la lutte à mort entre les puissances impérialistes grandes ou petites pour acquérir un contrôle sur le marché mondial", comme l'écrit le CCI dans la plate-forme de son journal, Notons que la "théorie" du CCI admet dans la Chine une "exception qui confirme la règle". Outre le racisme et le laissez-aller théorique inhérent à de telles affirmations, on peut se demander quelle portée aurait le programme communiste, programme censé systématiser l'arc historique de l'espèce humaine, et qui en reléguerait le quart dans la marge des "exceptions historiques". La CWO, dont nous avons pu voir à quelle hauteur parvenait leur pensée en la matière d'impérialisme poursuit la même veine décadenciste que le CCI.

exemple l'Angleterre **accroît** ses zones d'influence commerciale et industrielle. D'autre part, dans les pays dominés par l'impérialisme, la production est désormais bouleversée; la nécessité d'**accroître** la production des matières premières implique dans ces secteurs le développement d'une production capitaliste fondée sur le salariat. Aussi l'esclavage tend à disparaître dans ces régions au **cours** du XIX^e siècle, et l'impérialisme moderne se montre anti-esclavagiste.

"Une nouvelle division internationale du travail, imposée par les sièges principaux de la grande industrie, convertit de cette façon une partie du globe en champ de production agricole pour l'autre partie, qui devient par excellence le champ de production industriel." (Capital t. 4 Pléiade t. I p. 1298)

7.3.6. Si dans la phase de soumission formelle, le bas prix des produits coloniaux s'explique en partie par l'absence de rente foncière, cette explication ne peut plus s'appliquer dans la phase de soumission réelle du travail au capital. En effet les nations soumises à l'impérialisme sont jetées dans le mouvement historique, les anciennes formes de production s'y dissolvent; elles deviennent soumises aux lois générales de la production capitaliste. Dans la mesure où la propriété privée s'y installe et où les capitalistes sont séparés des propriétaires fonciers, la rente foncière absolue apparaît. Bien plus, usant de sa puissance l'impérialisme essaie de s'emparer des diverses rentes (différentielle, absolue, de monopole). Tout en favorisant un développement capitaliste dans les secteurs producteurs de matières premières et dans toutes les sphères qui n'engendrent pas une généralisation de la **cratation** de plus-value relative (1) et donc de la phase de soumission réelle du travail au capital, l'impérialisme confine ces nations ou aires dans une "arriération" capitaliste relative; c'est-à-dire qu'il pèse de toutes ses forces pour mettre obstacle au plein développement de la phase de soumission réelle du travail au capital. Dans le même temps il met en oeuvre tous les moyens pour exorquer le maximum de surtravail dans ces pays. L'exploitation de ces nations sera d'autant plus forte que l'écart relatif entre elles et les nations impérialistes sera grand.

7.3.7. Avec la pleine réalisation de la phase réelle (ce que nous avons caractérisé comme deuxième moment de cette phase) (2) se développent la productivité et l'intensité du travail. Cela induit sur le plan

(I) Parmi les tendances les plus récentes du développement capitaliste on peut citer la mise en place sous l'égide de l'impérialisme d'industries de luxe dont la production n'a pas d'influence sur le développement de la plus-value relative. Bien entendu, tandis que dans ces pays les classes moyennes se gonflaient démesurément et que le prolétariat y subissait une exploitation effrénée, caractérisée par la baisse du salaire réel, l'augmentation de la journée de travail, et également de la productivité et de l'intensité du travail, les chantres du capital entonnaient un hymne à la capacité de ce dernier pour "industrialiser le tiers-monde". Et de citer à l'appui les "miracles" **iranien**, coréen et brésilien. Chants de sirènes auxquels répondirent bientôt la révolution iranienne, les émeutes de Corée et les grandes luttes des prolétaires brésiliens.

S'il est clair pour le programme communiste qu'en fait l'impérialisme n'a aucunement changé de nature et n'a pas renoncé à maintenir ces pays dans une étroite dépendance par rapport à lui en freinant leur développement c'est-à-dire en empêchant la généralisation de la phase de soumission réelle, cela n'est pas aussi clair pour les **confusionnistes** qui se prétendent héritiers du programme communiste tel le PCI qui décrétait subitement que l'impérialisme avait désormais d'autres intérêts que les matières premières - sous entendu, il avait maintenant intérêt à favoriser le développement de ces nations.

(2) cf. CouC N° 5 p.36

international une modification importante dans l'application **internationale** de la loi de la valeur.

"En chaque pays, il y a une certaine intensité moyenne, ordinaire, à défaut de laquelle le travail consomme dans la production d'une marchandise plus que le temps socialement nécessaire, et par conséquent, ne compte pas comme travail de qualité normale. Ce n'est qu'un degré d'intensité supérieur à la moyenne nationale qui, dans un pays donné, modifie la mesure de la valeur par la seule durée du travail. Mais il n'en est pas ainsi sur le marché universel dont chaque pays ne forme qu'une partie intégrante. L'intensité moyenne ou ordinaire du travail national n'est pas la même en différents pays. Là elle est plus grande, ici plus petite. Ces moyennes nationales forment donc une échelle dont l'intensité ordinaire du travail universel est l'unité de mesure. Comparé au travail national moins intense, le travail national plus intense produit donc dans le même temps plus de valeur qui s'exprime en plus d'argent.

Dans son application internationale la loi de la valeur est encore plus profondément modifiée, **parceque** sur le marché universel le travail national plus productif compte aussi comme travail plus intense, toutes les fois que la nation plus productive n'est pas forcée par la concurrence à rabaisser le prix de vente de ses marchandises au niveau de leur valeur."

(Capital I,6 Pléiade t.I pp.I059-60)

Ceci constitue la base d'une exploitation de la part des nations impérialistes sur les nations dominées par elle, et même entre les nations impérialistes. C'est là un des fondements majeurs de leur **concurrence** acharnée. En effet il résulte de ce procès que par exemple "trois journées de travail d'un pays s'échangent contre une seule d'un autre pays (...) ou encore, les journées de travail de pays différents peuvent être entre elles **comme** à l'intérieur d'un pays le travail qualifié ou **complexe** au travail non qualifié ou simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le pays le **plus** pauvre (même si ce dernier gagne dans l'échange." (Marx., Théories sur la plus-value t.IIIp.I02).(I)

Par conséquent plus la différence dans le degré de **développement** capitaliste, dans le développement de la force productive du travail sera importante entre les nations et plus l'exploitation des nations pauvres par les nations riches sera importante,

7.3.8. C'est sur cette hiérarchie des forces productives que va s'**instaurer** une division internationale du travail. Si la **thèse révisionniste** selon laquelle l'égalisation des taux de profit ne **jouerait** pas dans la phase ultime du MPC (c'est-à-dire la phase où celui-ci se concentre et se centralise) est fausse, celle selon laquelle cette égalisation des taux de profit se réalise à l'échelle internationale est tout aussi fausse: Tout au contraire le marché mondial, en tant

(I) Tandis que cette thèse essentielle du programme communiste a été honteusement détournée par le révisionnisme tiers-mondiste pour faire croire d'une part que le prolétariat des **pays** avancés "exploite" celui des nations opprimées, et d'autre part que ce dernier devait rallier sa bourgeoisie pour combattre l'impérialisme, la CWO de son côté stigmatise globalement la thèse de l'exploitation des nations par d'autres (et également Marx et **Lénine** qui la défendirent) comme contre-révolutionnaire. : "Une distinction entre nations "exploiteuses" et "exploitées" en tant qu'opposées aux classes, était un **opportunisme** complet, lequel était un produit de la contre-révolution, renforcé par les positions déjà erronées de Lénine." (RP 17 P.20). Comment la CWO pourrait expliquer (il est vrai qu'elle ne l'explique pas) l'impérialisme, si celui-ci n'exploite pas les nations dominées, en vue d'extorquer un maximum de surtravail ?

totalité organique composée de moments divers prend appui sur la hiérarchie du **développement** des forces productives, et donc sur des taux de profit nationaux différents, et qui ne s'égalisent pas à l'échelle internationale.

"Cela prend toute son importance lorsqu'on compare entre eux des taux de profit dans différents pays. Supposons que, dans tel pays d'Europe, le taux de plus-value soit de **100%**, si bien que l'ouvrier travaille une **demi-journée** pour lui et l'autre demi-journée pour son employeur. Supposons que, dans tel pays d'Asie, ce taux soit de **25%**, si bien que l'ouvrier travaille pendant les $\frac{4}{5}$ de sa journée pour lui et pendant $\frac{1}{5}$ de journée pour son employeur. Dans le pays d'Europe, la composition supposée du **capital** national serait $84\ c + 16\ v$, et $16\ c + 84\ v$ dans le pays d'Asie, où l'on emploie peu de **machines** etc.. et où la **consommation** productive de **matières** premières est relativement faible pour un temps et une quantité de force de travail donnés. Voici notre calcul :

Dans le pays européen, la valeur du produit = $84\ c + 16\ v + 16\ pl = 116$; taux du profit $\frac{16}{100} = 16\%$.

Dans le pays asiatique, la valeur du produit = $16\ c + 84\ v + 21\ pl = 121$; taux du profit = $\frac{21}{100} = 21\%$.

Dans le pays d'Asie, le taux du profit est donc supérieur de plus de 25% à celui du pays d'Europe, bien que le taux de plus-value dans le premier soit 4 fois plus petit que dans le second." (Capital 3, 2 Pléiade t.2 p.942) (I)

Alors que l'égalisation des taux de profit au niveau national suppose une identité de la force productive du travail entre les diverses branches, le marché mondial s'organise sur la base d'une différence de ces forces productives.

7.3.9. Contrairement aux thèses qui prétendent que l'expansion du MPC **ira en** atténuant l'exploitation du prolétariat, notre thèse communiste montre que, toutes choses égales par ailleurs, le prolétariat des pays avancés souffre d'une exploitation d'autant plus grande que les forces productives sont plus développées. Ainsi d'une part, le taux de plus-value est-il tendanciellement plus élevé (la masse de plus-value extorquée l'est de toutes façons), dans les pays avancés que dans les nations moins développées; ainsi tout en ayant un salaire réel plus élevé, l'ouvrier allemand est plus exploité que l'ouvrier français, et celui-ci que l'ouvrier brésilien (toutes choses égales par ailleurs)

(I) Pour la CWO, fidèle au stalinien Grossmann, il s'opère une péréquation des taux de profit à l'échelle internationale. Dans notre N°4 où nous avons déjà dénoncé cette thèse contre-révolutionnaire, nous avons ajouté que la CWO niait, à l'inverse, la péréquation des taux de profit à l'échelle nationale. Il s'agissait de notre part d'une **mauvaise** interprétation du texte de la CWO. Comme elle nous l'a écrit par la suite : "Nous avons été entièrement consistants dans notre point de vue selon lequel les taux de profit montre une tendance à s'égaliser (cf. RP 2 p.23-4), et ce point est **même** soulevé dans le propre texte critique par CouC. Ce que nous disons c'est qu'avec l'**approfondissement** de la crise aujourd'hui, l'égalisation n'est pas laissée à "l'invisible main" du marché, mais est une fonction assurée **grâce** à l'intervention de l'**Etat** pour protéger le capital national." (Lettre du 4/10/78). Nous **prenons donc** acte de cette rectification. Mais si la CWO se lave ainsi de notre accusation portée à tort, ce n'est **que** pour retomber dans un **errement** tout aussi catastrophique, puisqu'elle prétend que c'est seulement grâce à l'intervention de l'**Etat** que la péréquation des taux de profit peut s'opérer.

D'autre part la composition organique est plus élevée dans les pays avancés que dans les autres (I), témoignant ainsi d'un plus grand développement des forces productives. Par contre, le taux de profit a tendance à être plus élevé au fur et à mesure que l'on redescend l'échelle du développement capitaliste. D'où la tendance pour les nations plus développées à étendre leur champ de production de la plus-value en recherchant des taux de profit plus élevés dans ces pays moins développés.

Bien entendu, si cette différence de composition organique témoigne des écarts dans le développement des forces productives, elle reflète également une différence dans les productions (sous l'angle de la valeur d'usage). Ici la différence de composition-valeur traduit une différence de composition technique entre les capitaux et donc reflète à la fois des procès de production dissemblables, qui emploient un capital fixe plus ou moins grand, et des technologies plus ou moins avancées. Il en va de même en ce qui concerne la sphère des biens de consommation, qu'ils soient destinés au prolétariat ou par exemple aux classes moyennes dont l'importance varie selon le développement de la plus-value relative. (Les besoins sociaux varient en fonction du développement de la production capitaliste et également de la distribution des classes au sein de la nation).

7.3.10. Sur cette base il s'opère une spécialisation, une division internationale du travail dont nous avons déjà vu quelques aspects. Par exemple les pays dominés par l'impérialisme vont être transformés en pays producteurs de matières premières. Puis, entre les puissances impérialistes, il va s'opérer une distribution dans la fabrication des produits, en fonction de leurs potentiels technologiques spécifiques. Si le libre-échange tend à pousser au maximum cette spécialisation, bien évidemment un protectionnisme va ressurgir pour favoriser la position de l'industrie nationale sur le marché mondial, et ceci donne lieu à une féroce concurrence entre les puissances impérialistes.

7.3.II. D'autre part, au sein de la production matérielle il sera important pour les pays impérialistes de produire des biens de luxe, formant ainsi de nouvelles branches dans lesquelles la part de travail vivant sera plus importante que la moyenne (ce processus favorise le taux de profit sous trois aspects différents : d'une part parce que la masse de la plus-value produite est plus importante; d'autre part grâce aux gains qui pourraient résulter d'un échange de ces marchandises avec les nations moins développées; enfin, si cet échange se fait pas exemple contre des produits agricoles, il sera possible d'influencer le taux de la plus-value relative.)

Outre la production matérielle, il est bien évident que les nations impérialistes auront tout intérêt à exporter des services et autres activités improductives contre des produits matériels, ce qui leur permet d'augmenter relativement la part des classes moyennes et donc corrélativement de diminuer la part relative du prolétariat. Ce faisant l'impérialisme cherche à conjurer le spectre du communisme.

7.3.12. Tous ces facteurs contribuent à déterminer aussi la physionomie spécifique de l'implantation du capital dans les différentes aires, ainsi que celle du commerce entre les différentes nations impérialistes. Il est bien évident que la sphère des débouchés pour les puissances impérialistes sera plus vaste dans les pays dont les conditions de la production et l'organisation sociale sont plus proches. Ainsi les

(1) Accumulant décidément tous les préjugés colportés par les défenseurs du capital impérialiste, la CWO, brillant héraut de la théorie communiste au sein de l'ex-empire Britannique proclame que "contrairement à ce que beaucoup pensent... la composition organique du capital ..est aussi élevée en Afrique que partout ailleurs." (RP N°6 P.37)

produits d'un pays de haut développement capitaliste comme les **Etats-Unis** trouveraient plus facilement des débouchés en Europe que dans d'autres aires moins avancées. Cela explique pour une bonne part que la plus grande partie du commerce mondial s'effectue entre les métropoles capitalistes. De même l'exportation de capitaux, lorsqu'elle se fait sous forme d'investissements directs, est déterminée en partie par la composition organique existante; étant donné le niveau relativement bas des salaires dans les nations moins développées, l'accumulation d'un fort capital constant dans ces pays sera entravée. (Ce que confirment diverses études montrant que les multinationales mettent en place dans les nations moins développées, des procès de travail qui, souvent ont été abandonnés dans les pays d'origine.)

"Mais c'est la première différence seule qui détermine le prix de revient pour le capitaliste, et dont la concurrence le force à tenir compte, Aussi voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans **l'Amérique du Nord**; Pour la même raison, l'Allemagne aux **XVI^e** et **XVII^e** siècles inventait les machines dont la Hollande seule se servait; et mainte invention française du **XVIII^e** siècle n'était exploitée que par **l'Angleterre**.^A (Capital I, 4, XV Pléiade t.I p.938)

7.3.13. Avec la phase de soumission réelle du travail au capital, le crédit se développe et donc le capital financier (celui considéré par Marx, bien évidemment, ce qui n'a rien à voir avec la définition d'**Hilferding**) voit son importance **s'accroître**. Le capital se déploie en marché monétaire et la valeur des monnaies perd de plus en plus sa référence vis-à-vis de l'or, sans toutefois pouvoir s'affranchir complètement. Elle incarne le degré de développement de l'intensité et de productivité du travail de chaque nation.

Il se développe à l'échelle internationale tout un marché monétaire et financier au sein duquel les taux d'intérêt - à la différence des taux de **profit**- ont tendance à s'égaliser.

Par ailleurs, il convient ici de souligner, **même** si nous ne le développons pas, un aspect extrêmement important de la domination impérialiste : le monopole exclusif du dollar comme monnaie internationale, monopole qui permet aux Etats-Unis d'Amérique d'exploiter la planète entière.

7.4. Conclusion.

Comme nous avons pu le voir, au cours de ce bref exposé, les principaux traits de ce qu'on a appelé "l'impérialisme" sont en fait les caractéristiques du MPC parvenu à la phase de soumission réelle. **Même** si la théorie du commerce extérieur et du **marché** mondial, moment organique du programme communiste n'a pas été développée exhaustivement, nous avons pu voir, à travers les quelques éléments qui ont été abordés ici, que le programme en tant que totalité fournit le cadre à travers lequel elle peut être menée à bien. C'est donc en poursuivant le travail théorique sur la périodisation du capital en deux phases, que l'on pourra caractériser pleinement l'avènement du capital mondial.

Ainsi le parti communiste ne pourra se dispenser d'accomplir le travail prévu sur le marché mondial et le commerce extérieur, c'est-à-dire poursuivre "**l'Economie**" en 6 livres prévue par Marx.

8. Les crises dans les deux phases

Introduction.

Dans notre numéro 8, nous avons entamé la publication d'une étude sur la théorie des crises, moment crucial pour la compréhension et la défense de notre programme communiste. Comme le montre le plan paru à la fin du texte, nous entendons traiter largement cette question, au cours des prochaines années. Les thèses que nous publions ci-après n'ont donc pas pour but de résumer ni même de présenter la théorie communiste des crises, mais, dans le cadre précis de notre travail sur les deux phases de la production capitaliste, de montrer rapidement les différences principales concernant les crises au cours de ces deux phases.

8.I. La crise du mode de production capitaliste dans la phase de soumission formelle du travail au capital.

Comme nous l'avons maintes fois rappelé, dans la phase de soumission formelle du travail au capital, la valeur d'échange des marchandises demeure relativement constante. Dans notre n°5 nous avons montré que la propre instauration du MPC provoque un accroissement de la productivité sociale du travail par rapport aux époques antérieures. Une fois ce bond effectué, durant toute la période historique qui se caractérise par la soumission formelle du travail au capital, le niveau de la productivité du travail tend à demeurer sensiblement constant. Ceci dans la mesure où le procès de travail reste tel qu'il a été développé dans les formes de production antérieures, le capital réalisant un gain de productivité initial surtout grâce à la concentration et à la centralisation des moyens de production et des travailleurs. Aussi, durant toute cette phase l'augmentation de la valeur d'échange est-elle proportionnelle à celle des valeurs d'usage. La possibilité de produire un plus grand nombre de marchandises implique un accroissement proportionnel de la valeur d'échange incorporée dans ces marchandises.

Pendant cette période, la productivité et l'intensité du travail restent données, ce n'est qu'en allongeant la durée du travail, (nonobstant l'abaissement du salaire) que le capital parvient à accroître le taux et la masse de la plus-value extorquée au prolétariat.

D'autre part, dans la phase de soumission formelle, le capital constant -et tout particulièrement le capital fixe- est peu important par rapport à la partie variable du capital. Nous avons vu qu'on pouvait considérer -d'un point de vue théorique- que le taux de profit coïncidait dans cette phase, avec le taux de plus-value. De la même manière, au passage théorique et dans une certaine mesure pratique du taux de plus-value au taux de profit correspond le passage historique de la phase formelle à la phase réelle. Etant donné que le travail vivant prédomine sur le travail mort, le taux de plus-value prime par rapport au taux de profit. Comme le capital constant est peu important on peut assimiler, d'un point de vue théorique, le taux de profit au taux de plus-value.

Par conséquent, pour un taux de plus-value donné, le taux de profit est d'autant plus élevé que l'importance du capital constant est faible. Nous savons que le taux de profit est égal à $\frac{pl}{C+v}$ c'est-à-dire au rapport entre la plus-value (pl) et le capital total (cons-

tant (c) + variable (v)), avancé. En posant $C = 0$, nous obtenons un taux de profit maximum égal à $\frac{pl}{v}$, et donc égal au taux de plus-value. Le taux de profit atteint donc sa limite maximum, soit le taux de plus-value.

Dans cette première phase de la vie du MPC, l'accumulation du capital s'accomplit donc essentiellement sous la forme de capital variable le travail vivant constituant la part la plus importante de la plus-value capitalisée. Etant donné qu'il n'intervient pas de grand bouleversement dans le procès de travail ni de grande révolution dans la valeur des marchandises, l'accroissement du capital variable et du prolétariat est **proportionnel** au taux de croissance de la production capitaliste. Parmi les caractéristiques de la phase de soumission formelle du travail au capital, nous avons donc un taux de profit d'un niveau élevé, un élargissement de la sphère des besoins en rapport direct avec l'accumulation du capital (l'augmentation des valeurs d'usage est proportionnelle à celle des valeurs d'échange); le taux d'accumulation, c'est-à-dire la part de plus-value accumulée est élevé; le **taux de croissance**, est élevé en proportion. (Le taux de croissance est égal à $\frac{pl}{k}$, où 'k' représente le taux d'accumulation. Une partie de la plus-value est accumulée c'est-à-dire transformée en capital additionnel, l'autre partie étant consommée par la classe capitaliste et Cie. Le taux d'accumulation définit donc le rapport de la plus-value accumulée à la plus-value totale. Par exemple si l'on accumule la moitié de la plus-value, le taux d'accumulation 'k' est égal à 0,5).

Nous retrouvons ici la thèse établie par notre école historique, selon laquelle plus un capitalisme est jeune, plus le taux de croissance est élevé :

" Le capitalisme accumule à un rythme rapide à ses débuts, à un rythme lent dans sa maturité. **Historiquement**, le rythme d'accumulation **décroit** (de même que le taux moyen de profit) tandis que la masse du produit du capital, du revenu, du profit, de la puissance mondiale du Capital augmentent. Avec le socialisme, le rythme tombe au minimum et en théorie, sinon à zéro, du moins au rythme de l'augmentation annuelle de la population, **c'est-à-dire**, pour les pays les plus prolifiques, à 1% : telles sont les conclusions marxistes en la matière.(...)

La règle est donc qu'un pays à peine sorti du féodalisme a un rythme d'industrialisation plus élevé qu'un pays de capitalisme déjà ancien. Si ce rythme était proportionnel au bien-être (au lieu de l'être, **comme** c'est en réalité le cas, à l'exploitation et au tourment du travail salarié), c'est non seulement le système capitaliste, mais féodal -et non le socialisme - qui gagnerait la compétition; et pour quiconque est indépendant de nos illettrés nationaux en fait de marxisme, cela n'est un paradoxe ni économique, ni historique."

(Dialogue avec les morts. p.53)

Par conséquent, l'accumulation du capital dans la phase formelle se caractérise par un niveau élevé du taux de profit étant donné la faible importance du capital constant et particulièrement du capital fixe. De plus, ce niveau élevé du taux de profit, ainsi qu'une sphère des besoins dont la satisfaction implique une croissance de la valeur d'échange proportionnelle à celle de la valeur d'usage, favorisent un taux d'accumulation important. On peut constater aussi que dans cette phase, la forte accumulation est favorisée par le penchant absolu que la bourgeoisie possède pour l'accumulation. Plus tard, sans renoncer à ce moment fondamental de la reproduction du capital, la bourgeoisie sera plus à **même** de se laisser aller aux délices de la **consommation**.

Durant la phase de soumission formelle du travail au capital, le MPC ne connaît pas encore ses contradictions spécifiques, tout particulièrement la contradiction valorisation/dévalorisation, caractéristique de la phase de soumission réelle. La valorisation du capital n'engendre pas ici sa dévalorisation, puisque la valeur d'usage augmente en relation immédiate à la valeur d'échange. La composition organique avons-nous dit, est faible et la composition technique tend à demeurer identique, le procès de travail n'étant pas bouleversé.

Dans ces conditions, comment se manifestent les crises dans la phase de soumission formelle ?

Quelles formes prennent-elles ? Quelles en sont les causes ?

Les réponses à toutes ces questions, nous les trouvons dans l'oeuvre communiste. Marx y a par avance répondu. Dans la phase de soumission formelle du travail au capital, la crise engendrée par la baisse du taux de profit entraîne une suraccumulation absolue (surproduction absolue) de capital.

Nous venons de mentionner la baisse du taux de profit, comme cause de la crise; or, comment se manifeste la baisse du taux de profit dans cette phase étant donné que la force productive du travail ne connaît qu'un progrès très faible et que le mouvement de la composition organique du capital n'est pas lié à un tel progrès ?

Nous avons vu que dans la phase de soumission formelle, le niveau relatif du taux de profit est élevé, que le taux d'accumulation est important et que la fraction de la plus-value accumulée sous la forme de capital variable est prépondérante. Le procès de travail ne connaissant que peu de changements, le progrès de la population ouvrière est **proportionnel** au taux de croissance de la production capitaliste. Etant donné que celui-ci se situe à un haut niveau, l'augmentation du nombre des ouvriers est très rapide.

L'accumulation accélérée du capital entraîne une résorption de la surpopulation absolue (-c'est-à-dire de la surpopulation spécifique à la phase de soumission formelle. cf. N°7 thèse 1.3.1). Cette diminution tend à faire augmenter le salaire, ce qui implique une baisse du taux de profit étant donné que la partie variable du capital s'élève, et que la plus-value diminue. Dans la formule donnée ci-dessus:

$\frac{p_1}{c+v}$ (qui dans la phase formelle peut être réduite d'un point de vue théorique à $\frac{p_1}{v}$), l'augmentation de v liée à une réduction de même grandeur de p₁ engendre -toutes choses égales par ailleurs- une baisse du taux de profit. Le taux et la masse de la plus-value diminuent, et la composition organique du capital également étant donné l'augmentation des salaires. Mais cette baisse de la composition organique ne compense pas celle du taux de la plus-value et par conséquent le taux de profit chute.

Dans la phase de soumission formelle, la crise éclate lorsque se présente la suraccumulation absolue, la surproduction absolue de capital.

"Dès que, par rapport à la population ouvrière, le capital se serait donc accru dans une proportion telle que ni le temps de travail absolu fourni par cette population ni le temps de sur-travail relatif ne pourraient être étendus (ce qui d'ailleurs, serait irréalisable dans le cas où la demande de travail serait assez forte pour déterminer une tendance des salaires à la hausse) dès que le capital accru ne produirait donc qu'autant voire moins de plus-value qu'avant son accroissement, il y'aurait **surproduction absolue** de capital; autrement dit, le capital accru C + Δ C ne produirait pas plus de profit, peut-être moins, que le capital C avant son **accroissement** par A C.. Dans les deux cas, il y'aurait aussi une baisse sensible et subite du taux général de profit, /.

mais la cause en serait cette fois un changement dans la composition du capital, dû non pas au développement des forces productives, mais à une hausse dans la valeur monétaire du capital variable (en raison des salaires accrus) et à la diminution correspondante dans le rapport du surtravail au travail **nécessaire.**"
(Marx. Capital III, 3 chap.10 Pléiade t.2 pp.1033-34)

Lorsque les salaires augmentent, le taux et la masse de la plus-value produite par ouvrier diminue, mais cette diminution est compensée jusqu'à un certain point par l'augmentation du nombre des ouvriers, entraînée par l'accumulation. Cependant, pour un taux d'accumulation donné, le nombre d'ouvriers tendra désormais à augmenter moins vite étant donné que pour une même masse de capital variable on emploiera un nombre moindre d'ouvriers, les salaires de ces derniers ayant augmenté. D'autre part le moindre rendement, la baisse du taux de profit a tendance à peser sur le taux d'accumulation.

Si nous voulons résumer l'ensemble du mouvement, nous dirons que tant que la diminution de la masse de plus-value produite par ouvrier est compensée par l'augmentation globale de la masse de plus-value, due à l'embauche d'ouvriers supplémentaires, le taux de profit baisse sans pour autant engendrer de crise; cette baisse témoigne des difficultés croissantes rencontrées par la bourgeoisie et de la **nécessité** pour elle de faire face à une situation qui se dégrade.

La crise éclate lorsque le phénomène de compensation que nous venons de décrire ne joue plus. C'est-à-dire lorsque, pour une augmentation donnée du capital la masse de plus-value nouvellement produite par le capital augmenté demeure identique, voire diminue, par rapport à la masse de plus-value antérieurement produite par le capital avant son augmentation. En d'autres termes, si nous avons un capital avancé C (bien entendu ce capital avancé C se décompose en capital constant et variable, et dans la phase formelle la partie variable en est la plus importante), et que ce capital avancé rapporte une masse de plus-value p_1 ; si après augmentation du capital avancé C +AC rapporte toujours une plus-value égale voire inférieure à p_1 , alors nous avons une baisse du taux de profit qui passe de $\frac{p_1}{C}$ à $\frac{p_1}{C+AC}$. Cette baisse se traduit par une suraccumulation absolue de capital, une partie de celui-ci devant être mise en jachère, dévalorisée, de manière à rétablir le taux de profit et à relancer l'**accumulation**. Par conséquent la crise éclate lorsque la hausse des salaires et donc la baisse de la plus-value qui s'ensuit n'est plus compensée par l'augmentation de la plus-value due à l'accroissement de la population ouvrière.

Pour l'économie politique, qu'il s'agisse de sa tendance **Ricardienne** (à laquelle se rattache l'économie **politique** Léniniste, ainsi que Grossmann et Cie), ou de sa tendance Sismondienne (dans la lignée de laquelle se situe le luxembourgeoisisme), la crise du MPC n'affecte qu'une partie du produit social (ce que l'on explique par des proportions entre les diverses branches chez Ricardo et le léninisme, par une insuffisance de la masse de la plus-value pour financer l'**accumulation** chez Grossmann, par une impossibilité de réaliser la plus-value destinée à l'accumulation chez Rosa Luxemburg). Contrairement à cette conception bourgeoise qui tend à nier que la crise du MPC soit une crise catastrophique, et qui par conséquent conduit à mettre le prolétariat sous la coupe du réformisme contre-révolutionnaire, le communisme théorique a toujours **défendu** la **thèse** selon laquelle c'est la **totalité** du produit social qui ne peut être réalisé étant donné la **baisse** brutale du taux de profit (ceci dans la mesure où le niveau du taux de profit devient tel qu'il **décourage** toute tentative de valorisation du capital). Par conséquent ce n'est pas seulement **une** partie de la plus-value p_1 , c'est-à-dire une partie du capital total, qui va souffrir de surproduction, mais la totalité de

celui-ci, c'est-à-dire $c + v + pl$ (ce qui dans la phase formelle peut être ramené à $v + pl$). Si nous voulons résumer tout l'antagonisme de classe qui sépare l'économie politique, de quelque bord qu'elle soit, d'avec la théorie communiste qui ne cherche pas à comprendre abstraitement les mécanismes du MPC, mais à anticiper théoriquement sa destruction, nous dirons qu'alors que pour la première La crise est partielle et de faible ampleur, pour la seconde la crise est générale et catastrophique.

Dans la phase de soumission formelle du travail au capital, étant donné que le capital ne domine encore que formellement l'ensemble de la société et qu'en outre le capital constant et tout particulièrement sa partie fixe sont relativement faibles, les crises, tout en ayant d'emblée un caractère catastrophique et tout en étant génératrices de crises sociales et politiques, n'ont pas un caractère aussi profond et aussi dévastateur que celui qu'elles vont prendre dans la phase de soumission réelle, lorsque le capital s'est assujéti toute la société.

Nous avons vu comment éclate la crise dans la phase de soumission formelle du travail au capital, il nous faut désormais voir comment, dans cette même phase se rétablissent les conditions d'un mouvement "sain" de la production capitaliste. Pour que le procès de valorisation reprenne, il faut comme nous l'avons déjà dit, qu'une partie du capital subisse une dévalorisation. Etant donné que la plus grande partie du capital consiste en capital variable, le moyen le plus adéquat pour le dévaloriser consiste à faire baisser les salaires. Comme l'arrêt de l'accumulation se traduit par un gonflement rapide de la surpopulation, il s'exerce une pression sur les salaires tendant à les faire baisser. Dans le même temps le capital s'efforce d'allonger la journée de travail pour la partie de la classe ouvrière restant en activité. Aussi, l'action conjuguée d'une baisse des salaires (ce qui se traduit dans notre équation du taux de profit, par une diminution -dévalorisation- du capital avancé au dénominateur, et par une augmentation de la plus-value au numérateur), et d'un relèvement du taux d'exploitation, le taux de profit est restauré, la crise enrayée, et l'accumulation du capital peut reprendre pour un nouveau cycle.

Avec l'élévation du taux de profit consécutive à la nouvelle phase d'expansion, le taux d'accumulation qui avait chuté et était devenu trop bas pour résorber la surpopulation absolue, va se relever progressivement. Sous l'action conjuguée de ces deux facteurs : élévation du taux de profit et élévation du taux d'accumulation, le taux de croissance augmente et à un moment donné va dépasser le taux de croissance de la population ouvrière, contribuant ainsi à résorber la surpopulation absolue. Dès lors, selon un mouvement cyclique, les prémisses d'une nouvelle crise sont ainsi posées.

Bien entendu, dans la phase formelle également il existe des causes qui tendent à contrecarrer la baisse du taux de profit. Mais dans la phase de soumission formelle, ces contre-tendances ne jouent pas "naturellement", la bourgeoisie ne peut se passer de l'aide de l'Etat. Grâce à ce dernier, elle fixe un maximum de salaire et empêche que celui-ci ne s'élève. Elle cherche également à entretenir une surpopulation absolue qui fasse pression sur les salaires. La bourgeoisie peut aussi compenser la baisse du taux de profit en augmentant la longueur de la journée de travail, en abaissant le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail, en modifiant les conditions de la reproduction de la force de travail (par exemple introduction de la pomme de terre dans l'alimentation), ainsi que par le biais de la domination coloniale qui lui fournit du surtravail et des matières premières à bas prix. Tous ces éléments ont été abordés dans d'autres chapitres de ce texte (cf. CouC N°5 et 7) et nous y renvoyons le lecteur.

Les crises qui affectent le MPC dans la phase de soumission formelle et les luttes de classes qu'elles ne manquent pas d'**aggraver** poussent alors la bourgeoisie à mettre en place les mécanismes propres à la phase de soumission réelle du travail au capital. Pour empêcher les salaires d'augmenter, pour trouver une réponse à ce problème bourgeois, quoi de mieux que l'introduction des machines ? Une hausse des salaires tend à favoriser l'introduction des machines et donc à modifier le procès de travail (ainsi que le procès de valorisation dans la mesure où l'on développe ainsi le procès de production de plus-value relative), ce faisant une partie de la classe ouvrière va grossir les rangs de la surpopulation -relative celle-là- et vient exercer une pression à la baisse sur les salaires. De même les luttes prolétariennes qui prenaient appui sur le métier, la qualification de l'ouvrier, peuvent être rapidement brisées avec la mise en place de machines qui déqualifient la force de travail, Un autre effet fondamental consiste dans le développement de la productivité et de l'intensité du travail, du moins lorsque la phase de soumission réelle a pris une certaine ampleur (nous avons vu qu'au début l'introduction de machines a pour effet de permettre, en brisant la classe ouvrière, un allongement démesuré de la **longueur** de la journée de travail). De ce fait, l'**expansion** du MPC peut très bien s'**accomoder** de l'augmentation du salaire nominal et réel dans la mesure où la productivité du travail croit plus rapidement. Le salaire réel peut s'élever tandis que le taux et la masse de la plus-value augmentent. Le capital englobe alors les contradictions liées à la phase de soumission formelle; la nécessité qu'éprouve le **capital** de surmonter ses crises de jeunesse le pousse à mettre en place un procès de travail spécifiquement capitaliste et à se jeter frénétiquement dans la production de plus-value relative. Ce faisant, le capital constant et tout particulièrement le capital fixe se développe, et le temps de rotation de celui-ci vient fonder un nouveau cycle de la **production** capitaliste, alors qu'auparavant le cycle était lié au mouvement du salaire. Une contradiction spécifique caractéristique de la phase réelle se met en place, la contradiction **valorisation/dévalorisation**. Désormais le capital va **connaître** une nouvelle forme de suraccumulation. La suraccumulation, surproduction relative de capital.

8.2. Les crises du mode de production capitaliste dans la phase de soumission réelle du travail au capital.

Le développement de la plus-value relative, caractéristique de la phase réelle repose sur la dévalorisation de la valeur de la force de travail et sur l'intensification du travail de celle-ci. Dans le premier cas cela signifie que pour un temps de travail donné il est produit plus de valeurs d'usage par conséquent la masse des marchandises se gonfle alors que la valeur qu'elles contiennent demeure la même. La valeur individuelle des marchandises diminue donc. Pour reproduire la force de travail, il suffit alors d'un temps de travail moindre, par conséquent le temps de travail **nécessaire** pour l'entretien de la classe ouvrière est abaissé, et le surtravail, la **plus-value**, augmenté d'autant. Dans le deuxième cas (l'augmentation de l'intensité) la **masse** des marchandises augmente mais la valeur qu'elles contiennent augmente également si bien que la valeur individuelle de la marchandise demeure constante. La plus value augmente **parceque** dans le même temps la force de travail crée plus de valeur et donc plus de surtravail.

Avec la phase de soumission réelle, en forgeant un procès de travail spécifiquement capitaliste, le capital dépasse les limitations qu'il rencontrait dans la phase formelle, pour la réalisation de **son** être, Désormais le procès de production est adéquat à celui-ci; le capital peut poursuivre son but (la production du maximum de plus-value) avec toute l'efficacité voulue. Mais le capital pose en **même** temps de nouvelles limites à la production capitaliste et déploie au maximum

ses contradictions qui se résolvent périodiquement dans des crises catastrophiques, véritables cataclysmes sociaux qui remettent en cause les fondements même de la société bourgeoise.

Dans la phase de soumission réelle, l'augmentation des valeurs d'usage est plus que proportionnelle à celle de la valeur d'échange, la masse des marchandises se gonfle tandis que la valeur qu'elles contiennent augmente moins rapidement. Pour se valoriser au maximum le capital se dévalorise c'est-à-dire qu'il diminue le temps de travail nécessaire à sa reproduction. Fondé sur la loi de la valeur et du temps de travail nécessaire; basé sur la recherche du maximum de surtravail qu'il extorque au prolétariat, le capital amenuise ainsi la base même sur laquelle il est édifié, en dévalorisant les marchandises. Cette contradiction valorisation-dévalorisation se présente sous l'aspect de la baisse tendancielle du taux de profit.

" Le vol du temps de travail d'autrui, base actuelle de la richesse paraît une assise misérable comparée que crée et développe la grande industrie elle-même. (...) Le capital est contradiction en acte : il tend à réduire au minimum le temps de travail, tout en en faisant l'unique source et la mesure de la richesse. Aussi le diminue-t-il dans sa forme nécessaire pour l'augmenter dans sa forme inutile, faisant du temps de travail superflu question de vie ou de mort du temps de travail nécessaire. D'un côté, le capital met en branle toutes les forces de la science et de la nature, il stimule la coopération et le commerce sociaux pour libérer (relativement) la création de la richesse du temps de travail; d'un autre côté, il entend mesurer en temps de travail les immenses forces ainsi créées, de sorte qu'il en contient, immobilise et limite les acquis. Forces productives et relations sociales double principe du développement de l'individu ne sont et ne signifient pour le capital que de simples moyens pour se maintenir sur sa propre base étroite. En réalité, ce sont là des conditions matérielles qui feront éclater les fondements du capital."

(Marx. Grundrisse Pléiade t.2 p.306)

Afin d'obtenir le maximum de surtravail, il est nécessaire d'accroître au maximum la productivité et l'intensité du travail et pour cela le capital doit bouleverser constamment les rapports de production. Cela se traduit par une révolution permanente dans le procès de travail qui devient conforme au mode de production qui l'engendre, permettant au capital de se valoriser au maximum en produisant de la plus-value relative. Ce faisant le capital fixe se développe et la composition technique et valeur du capital c'est-à-dire la composition organique du capital augmente. Cela signifie que la part du travail mort, le capital constant, augmente par rapport au travail vivant. Comme la plus-value ne provient que de l'exploitation de la force de travail, la plus-value créée n'est pas proportionnelle au capital avancé c'est-à-dire au capital constant + capital variable, mais seulement au capital variable. Cela est différent de la phase formelle où l'on pouvait admettre que le capital avancé consistait essentiellement en capital variable. La contradiction réside donc dans le fait que, pour pouvoir extorquer le maximum de plus-value, le capital se trouve contraint de réduire la part relative du capital variable, alors que seule cette partie du capital engendre de la plus-value.

Lorsqu'un capital avancé $C + \Delta C$ rapporte une masse de plus-value p_{12} telle que $\frac{p_{12}}{C + \Delta C} < \frac{p_{11}}{C}$ c'est-à-dire lorsque le nouveau taux de profit, (soit la masse de plus-value créée rapportée à un capital avancé $C + \Delta C$ supérieur à C), est inférieur au taux de profit qui existait auparavant ($\frac{p_{11}}{C}$), cette chute traduisant une baisse dans le

progrès de la productivité du travail, entraîne une suraccumulation relative de capital.

Pour se développer, pour se valoriser, le capital doit sans cesse dévaloriser les produits existants. Le progrès de l'accumulation tend à amenuiser la part de capital variable, seule créateur de plus-value par rapport au capital constant. **Lorsque** l'augmentation de la productivité du travail se révèle insuffisante pour compenser la diminution relative de la masse de plus-value qu'engendre la hausse de la composition organique, alors la crise éclate. Le capital est incapable de se réaliser c'est-à-dire de passer de la forme marchandise à la forme argent **parceque** le degré de valorisation du capital, dont le taux de profit est la mesure, baisse brutalement. La crise est ici également une crise catastrophique; elle affecte la totalité du produit social $c + v + pl$ et pas seulement pl ou toute autre partie **limitée** du capital.

Avec la phase de soumission réelle, les crises atteignent leur maximum d'étendue et d'intensité. Alors que dans la phase formelle la part revenant au capital constant dans le produit social était extrêmement faible, elle s'est particulièrement développée dans la phase de soumission réelle. Au point que c'est désormais le temps de rotation du capital fixe qui détermine le cycle de la production capitaliste. Si dans la phase formelle il repose sur le mouvement cyclique du capital variable, lorsque la grande industrie dicte sa loi à la production capitaliste, le cycle est désormais déterminé par le capital fixe.

Historiquement, lorsque s'instaure la phase de soumission réelle du travail au capital, le cycle de la production capitaliste **s'allonge** passant de 5 années durant la phase de soumission formelle, à environ 10 années avec l'**avènement** de la phase de soumission réelle. Puis ce cycle a tendance à se raccourcir, pour atteindre une durée d'environ 6 ans depuis 1945. Les crises deviennent d'autant plus violentes que la production capitaliste est plus développée. Plus celle-ci est avancée, plus la masse de marchandises est importante, plus leur valeur d'échange est faible : et plus le progrès de la productivité doit être important pour les dévaloriser davantage et pour que le capital puisse obtenir un **surcroît** de plus-value; ce faisant la masse des marchandises s'enfle toujours plus. Marx a démontré que toutes choses égales par ailleurs, plus le taux d'exploitation est élevé, plus la force productive du travail doit augmenter pour arracher une masse de surtravail dont la croissance est loin d'être proportionnelle à celle de la productivité. • C'est, nous l'avons dit, l'une des raisons du totalitarisme croissant de la société bourgeoise-. Si dans la phase de soumission formelle le capital pouvait englober les crises qu'il connaissait en hâtant la mise **en place** des formes de sa domination spécifique, lorsque la phase de soumission réelle est effective, les crises atteignent une dimension sans commune mesure avec celle qu'elles connaissent dans la phase de jeunesse du MPC.

Pour résorber la surproduction, il est nécessaire de dévaloriser le capital de manière à restaurer les conditions qui prévalaient auparavant et qui assuraient un taux de profit suffisant au capital. Pour rétablir le niveau de productivité antérieure, il faut mettre en jachère une partie du capital, le dévaloriser. Par conséquent le mouvement des prix de gros va dans le sens inverse de celui de la valeur. Le niveau des prix baisse jusqu'à ce que le capital soit suffisamment dévalorisé pour que la chasse au maximum de plus-value puisse reprendre. Par ailleurs le mouvement de dévalorisation est hâté par le fait que l'arrêt du cycle capitaliste **entraîne** la destruction des valeurs d'usage (marchandises invendues qui se détériorent etc...) et en conséquence de la valeur d'échange qu'elles contiennent.

Au fur et à mesure que les crises gagnent en intensité, que le degré de productivité sur la base duquel elles éclatent est plus éle-

vé, que la masse des marchandises produite est pléthorique, il devient de plus en plus nécessaire pour la bourgeoisie d'organiser **systématiquement** la crise, si elle ne veut pas voir les forces productives en révolte emporter les rapports de production surannés dans lesquels elles se sont développées. La guerre devient alors l'ultime recours pour favoriser une dévalorisation qui, laissée aux seules forces du marché se révélerait trop dangereuse. Il n'est pas possible de laisser se développer la catastrophe économique, de laisser s'accumuler les faillites, se gonfler l'armée de réserve, sans à la longue affronter une guerre civile dont la violence risque d'être proportionnelle au degré de développement de la société. La guerre permet alors d'accélérer la dévalorisation du capital, et aussi de réduire fortement la masse des produits existants; c'est-à-dire que l'on détruit le capital. Enfin, last but not least, la guerre embrigade le prolétariat, contre lequel elle est dirigée, tentant d'entraver le développement de son instinct sa volonté et sa conscience révolutionnaires. Elle vise à briser son organicité en parti politique distinct opposé au capital et aux forces qui le défendent.

Il va de soi que toute élévation de la composition organique du capital ne se traduit pas nécessairement par une crise. En effet, les **mêmes** causes qui engendrent la baisse du taux de profit engendrent également des contre-tendances à celle-ci si bien qu'elle peut s'en trouver contrecarrée en tout ou en partie. Le capital, dans sa recherche du maximum de plus-value tend à élever la composition organique afin d'**accroître** la productivité sociale du travail. Ce faisant, il tend à faire baisser le taux de profit, mais il produit aussi des contre-tendances à cette baisse. Par exemple si l'accumulation du capital **entraîne** l'augmentation de valeur de celui-ci, et que la partie constante s'élève par rapport à la partie variable, l'augmentation de la productivité, en diminuant la valeur du capital avancé joue à l'encontre de la tendance précédente. De plus, dans la mesure où l'on a dévalorisé la force de travail, l'on augmente, toutes choses égales par ailleurs, d'autant la plus-value. Par conséquent le taux de profit s'élève sous l'influence de ce facteur.

De même si l'on augmente l'intensité du travail, la masse de plus-value créée par ouvrier s'accroît, même si le taux de plus-value demeure constant. Dans la mesure où la surpopulation relative a tendance à **s'accroître**, la pression sur les salaires se fait plus forte et le prix de la force de travail tend à tomber au-dessous de la valeur de celle-ci.

D'autres facteurs permettent de relever le taux de profit général(I). Une rotation plus rapide du capital, l'aggravation de la domination impérialiste et donc la possibilité d'abaisser le prix des marchandises importées tandis que des capitaux sont placés dans des nations où ils rapportent des taux de profit plus élevés que dans la nation mère. Un autre point important (en ce qui concerne le travail productif), est la création de nouvelles branches. Avec le développement de la phase de soumission réelle, nous l'avons vu, le gonflement de la masse des **marchandises** est plus que proportionnel à l'augmentation de la valeur d'échange. Le capital doit donc sans cesse chercher de nouveaux débouchés, que ce soit par l'accroissement de la consommation existante, l'extension de cette consommation à des sphères qui jusque là ne la connaissaient pas, la création de nouveaux besoins. C'est, nous allons le voir, la **nécessité** de trouver un débouché à cette masse croissante de marchandises tout en limitant l'accumulation et donc

(I) Nous ne considérons ici que le taux de profit général, et les branches du capital productif. Par conséquent nous ne tenons pas compte de l'influence que peuvent avoir sur le taux général de profit des facteurs aussi divers que le développement du capital par actions, la baisse de la rente, l'intervention de l'Etat, des impôts etc..ni des effets du capital engagé dans les sphères improductives, commerce etc...

l'amplification de ce processus, qui implique pour le capital le recours à une classe de consommateurs dont la passion pour la dépense permet de réaliser une partie de la plus-value, de limiter l'accumulation de la plus-value et de tenter par là de "stabiliser" la production capitaliste. Cependant la création de nouvelles branches, et ce d'autant plus qu'elles sont tournées vers la production d'articles de luxe qui vont être consommées par les classes moyennes, peut abaisser le niveau moyen de la composition organique du capital dans la mesure où ces branches exploitent plus de travail vivant.

Tous ces facteurs contribuent donc à contrecarrer la baisse du taux de profit qui n'est donc qu'une tendance; ce qui signifie qu'invariablement les nécessités de la production capitaliste poussent le taux de profit à la baisse mais que cette même production capitaliste engendre des antidotes à cette baisse, si bien que selon l'importance de ces contre-tendances le taux de profit peut demeurer stationnaire, augmenter ou baisser. Lorsque les causes contrecarrant cette baisse n'agissent pas ou pas suffisamment pour prévenir une brusque modification dans les conditions de la production de la plus-value, la crise éclate, la surproduction se généralise, les moyens de production et de consommation ne trouvent plus en face d'eux une demande solvable pour réaliser la valeur et la plus-value qu'ils contiennent, tandis que d'un autre côté augmente la force de travail inemployée. Il faut restaurer les anciennes conditions de production et ce au prix d'une dévalorisation du capital brutale, dont nous avons déjà décrit les éléments essentiels.

Il est cependant bon de noter que même lorsque les facteurs contrecarrant la baisse du taux de profit jouent à plein, le capital bien qu'il n'entre pas en crise, pose ses contradictions à un niveau supérieur, car la masse des marchandises se gonfle encore plus, la dévalorisation est plus avancée, le niveau de la productivité sociale du travail est plus grand et donc les forces productives étouffent d'autant plus dans le cadre trop étroit des rapports de production capitalistes. La crise n'a été différée que pour préparer une crise d'autant plus violente.

On comprend ici la nécessité pour le capital de trouver une classe de purs consommateurs qui ne peut être la classe capitaliste, dont la passion pour l'accumulation reste le mobile fondamental, même si dans la phase de soumission réelle, son ascétisme disparaît. Dans la mesure où pour extorquer le maximum de surtravail au prolétariat la masse des marchandises se gonfle toujours plus démesurément, l'instabilité de la production capitaliste s'accroît et cette tendance serait rapidement insoutenable si l'accumulation se poursuivait au rythme qu'elle a pu connaître dans la phase de soumission formelle. Pour le capital, il est donc nécessaire que se développe une classe qui puisse limiter l'accumulation et en même temps tenter de stabiliser la production capitaliste. Cette classe, qui représente la passion de la dépense, la passion de la consommation c'est la classe moyenne. En consommant une partie de la plus-value, elle permet au capital de maintenir le taux d'accumulation à un niveau qui n'est pas trop élevé afin que la reproduction élargie et accélérée du capital ne devienne pas rapidement explosive.

D'autre part, le salaire de ces classes n'étant pas un revenu dérivé des autres classes de la société, mais faisant partie du "capital variable"(I) des capitalistes, il permet la réalisation d'une partie

(I) Nous employons ici le concept de "capital variable" par commodité, le travail des classes moyennes n'étant pas productif il ne crée ni valeur ni plus-value, il ne reproduit pas "son propre équivalent et de plus un excédent" (Marx. Livre 1). En conséquence il est évident que les concepts caractérisant le travail productif (capital variable, composition organique etc...) ne peuvent être stricto sensu étendus aux classes moyennes.

du produit social et plus particulièrement de la plus-value, ce indépendamment du niveau du taux de profit. Par conséquent sous cet angle également les classes moyennes contribuent à la solidité de l'édifice social capitaliste. Contrairement aux théories **ricardiennes** de Grossmann, Mattick CWO et Cie, la part de la plus-value consommée à des fins individuelles ne diminue pas sous l'effet de l'élévation de la composition organique et de la tendance à la baisse du taux de profit, bien au contraire le développement de la contradiction **valorisation/dévalorisation** impose la **nécessité** d'une classe de consommateurs capables de réaliser la plus-value.

Lorsque les premiers signes de crise apparaissent, le capital attaque d'abord les classes improductives, les classes qui consomment la plus-value sans en produire, tandis que cette dernière tend justement à lui faire défaut. Ce faisant, l'un **des** garde-fous de la production capitaliste disparaît; en laminant les classes moyennes, le capital réduit à néant leur rôle "stabilisateur" en **même** temps qu'il les pousse à entrer en lutte contre lui.

La production capitaliste est donc alors comme un équilibriste qui aurait lui-même précipité son balancier dans le vide. Pris de vertige, luttant désespérément pour conserver son équilibre sur son fil dont il essaye d'enrayer les oscillations de plus en plus fortes, il ne peut guère retarder le moment où il ira se perdre lui-même au fond de l'abîme.

9. Conclusion : les deux phases du communisme

9.I. Introduction.

9.1.1. Au terme de notre étude sur les deux phases historiques de la production capitaliste où nous avons montré quel était le devenir du MPC, et le nécessaire passage à une forme de production supérieure : le communisme, il nous reste à montrer quels sont les moments historiques de ce passage. Par analogie, nous parlerons d'une "phase de domination formelle" -où la société nouvelle porte encore les stigmates de la société ancienne-, qui inclut la phase de transition politique (dictature du prolétariat) et la phase inférieure du communisme, et d'une "phase de domination réelle" où la forme sociale déploie son propre contenu en le réalisant sans qu'il ne s'y oppose plus aucun obstacle hérité des formes sociales antérieures.

Nous avons donc la succession suivante :

- Phase de domination formelle du communisme.
 - Dictature du prolétariat.
 - Phase inférieure du communisme.
- Phase de domination réelle du communisme.

9.1.2. La révolution communiste est le nécessaire renversement de tout le cours de l'histoire humaine, moment où le prolétariat, organisé en parti politique, de classe soumise au despotisme capitaliste, s'érige, avec la dictature du prolétariat, en classe dominante, avant de se nier lui-même et par là même toutes les autres classes, dans la société communiste.

9.I.3. En employant ici le terme "domination" formelle ou réelle du communisme, nous ne voulons pas dire que celui-ci serait un "mode de production" reposant sur la domination d'une fraction de l'humanité

par l'autre. Le communisme est la réalisation de la communauté (Gemeinwesen) humaine, communauté de l'espèce qui domine et maîtrise ses conditions de vie.

9.1.4. Le parti communiste a toujours affirmé que la description des caractères de la société communiste était au premier plan de sa théorie. Nous exposerons donc ici les divers moments de la société vers laquelle tend nécessairement l'espèce humaine, séparée en classes antagoniques depuis la dissolution des communautés primitives. Il nous faut tout d'abord insister sur le premier moment de ce procès : la dictature du prolétariat.

9.2. La phase de domination réelle du communisme.

9.2.1. La dictature du prolétariat.

9.2.1.1. Nous avons toujours combattu la thèse stalinienne (acceptée également par le gauchisme dans toutes ses variantes), selon laquelle le communisme se construit, alors que les bases de celui-ci sont déjà contenues et développées dans les entrailles de la société bourgeoise, et que ce n'est qu'en détruisant cette dernière que l'on permettra l'émergence de la société future.

9.2.1.2. Pour libérer le communisme des flancs de la vieille société le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique. La phase au cours de laquelle le prolétariat détruit l'Etat capitaliste, et, s'érigeant en classe dominante, utilise le pouvoir politique (Etat prolétarien) afin de réorganiser les forces productives dans une perspective communiste, c'est la dictature du prolétariat.

"Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat." (Critique du programme de Gotha P.44)

9.2.1.3. Tant que la dictature du prolétariat ne s'est pas étendue aux principales métropoles capitalistes et n'a pas encore maté les velléités de résistance de la classe capitaliste et des forces sociales s'opposant à la révolution prolétarienne, le communisme ne peut pas librement se développer. Le prolétariat doit donc lutter contre la réaction capitaliste, et pour cela il doit mener résolument des guerres civiles et des guerres révolutionnaires à l'échelle internationale.

Mais, dès que le prolétariat, organisé en parti communiste, a pris le pouvoir dans un pays ou dans une zone du globe, tout en continuant à combattre militairement la contre-révolution mondiale, il peut et il doit prendre les mesures nécessaires pour briser l'influence politique, sociale et économique du MPC. Si la révolution communiste ne parvenait pas d'emblée à améliorer globalement les conditions de vie des masses ouvrières, elle serait incapable d'assurer ses propres fondements.

9.2.1.4. Des ce moment de la lutte, le communisme peut se manifester d'autant plus que l'on agit dans une aire où le MPC est plus fortement développé. Il est évident qu'aux USA et dans l'aire Euro-Nord-Américaine en général, les conditions matérielles sont depuis longtemps plus que mûres pour la révolution communiste, et les mesures de la dictature du prolétariat pourront y être d'autant plus radicales que le MPC lui-même y a développé plus avant la socialisation des forces productives qui constitue la base de son dépassement. Mais toute conception qui, dès aujourd'hui n'englobe pas dans une totalité mondiale les divers moments de la dictature du prolétariat ne fait que démontrer son incapacité à affronter demain les problèmes de la jonction des phénomènes révolutionnaires qui apparaîtront dans les différentes aires, celles de vieux capitalisme développé, comme celles où le MPC ne s'est implanté que récemment et de manière non accomplie.

9.2.1.5. D'autre part, et ceci dans n'importe quelle zone, il pourra se produire une plus ou moins grande accélération des processus en fonction de la situation internationale. Une victoire rapide sur la réaction capitaliste permettra d'abrégier la phase transitoire par apport massif d'éléments venant des pays avancés. Le communisme est un phénomène mondial et non national.

9.2.1.6. Il faut considérer la dictature du prolétariat et les mesures qu'elle prendra dans une dynamique mondiale et non d'un point de vue statique et géographiquement limité. Ainsi, selon le degré de développement capitaliste, les mesures de la dictature, quoique dirigées vers le même but : l'instauration du communisme, seront différentes. Par exemple suivant le poids des masses paysannes et l'étendue de la pénétration du salariat à la campagne, les mesures à prendre vis-à-vis de la paysannerie n'auront pas le même caractère. Il en va de même en général de la politique à suivre vis-à-vis des classes paysannes aussi bien anciennes que modernes. De même, le degré de productivité différent entre les diverses aires implique que l'on ne puisse pas se baser par exemple pour la réduction du temps de travail sur les seules zones développées. Si, en considérant les seuls Etats-Unis on pouvait diviser d'emblée le temps de travail par, mettons 4, sur l'ensemble de la planète, on ne pourrait le diviser que par exemple par 2.

9.2.1.7. Autant est fausse et infantile la vision selon laquelle le phénomène révolutionnaire se manifestera partout et au même moment selon le même degré de pureté, autant il est faux de présenter mécaniquement l'unité de la révolution mondiale comme l'addition de différentes situations révolutionnaires, représentant différents degrés de maturation étalés dans le temps et dans l'espace.

9.2.1.8. Le pouvoir prolétarien qui s'établit dans une zone donnée prend immédiatement, outre des mesures visant à étendre et renforcer le phénomène révolutionnaire, des mesures tendant à faciliter l'instauration du communisme. Plus la zone est développée, plus celles-ci tendent rapidement vers le communisme, l'extension du phénomène révolutionnaire permettant de les généraliser et de les parachever.

9.2.1.9. Le communisme est non seulement la négation du MPC, mais aussi celle de toutes les sociétés de classe qui l'ont précédé. De ce fait, le mouvement libéré des entraves de la société actuelle, mouvement impulsé par le prolétariat constitué en parti, se présente comme l'inversion de celui qu'a connu l'espèce humaine depuis la dissolution des communautés communistes primitives. L'expropriation des hommes et leur atomisation (phénomène contradictoires sous lequel s'exprimait la socialisation effectuée par le capital) est remplacée par l'unification de ceux-ci. Désormais, l'espèce humaine unifiée, réconciliée avec la nature s'approprie en tant qu'espèce les produits de son activité sociale. Avec la fin de la préhistoire humaine, c'est la plus grande force productive qui est libérée : l'espèce humaine qui est actuellement en jachère, gaspillée ou (détruite).

9.2.1.10 Comme nous l'avons déjà dit, on ne "construit" pas le communisme, mais on le libère des flancs de la société, au moyen d'un acte politique : la révolution. La violence est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. Développement du communisme et destruction des entraves à l'émergence de Celui-ci sont liées. C'est ce qui explique qu'au cours de la phase de dictature du prolétariat et la phase inférieure du communisme (l'ensemble = domination formelle du communisme), c'est surtout l'aspect destructif, d'érosion de la forme ancienne qui apparaît. Dans la dictature du prolétariat, l'action politico-militaire, c'est-à-dire la libération du communisme sera prédominante.

9.2.2. L'Etat prolétarien.

9.2.2.1 Au cours de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat, celui-ci prend le pouvoir politique et détruit l'Etat capitaliste. Mais ce dernier, comme nous l'avons vu est une super-structure de force de la communauté du capital. Or pour détruire cette dernière, il faut l'attaquer à son fondement, ce par quoi elle se reproduit : en d'autres termes, il faut détruire le procès de valorisation. En effet, la destruction de l'Etat serait insuffisante si on laissait en place le procès de production capitaliste. Dans ce cas, il arriverait un moment où le procès de mise en valeur du capital exercerait une pression qui favoriserait la résurgence de forces anti-prolétariennes minant et menaçant de balayer le pouvoir d'Etat prolétarien.

9.2.2.2. La prise du pouvoir par le prolétariat permet d'enrayer la régénération de la communauté du capital et facilite le développement du communisme. Mais il n'est pas possible immédiatement de la remplacer par une communauté humaine. D'où la nécessité d'un organe transitoire, l'Etat prolétarien **exerçant** la dictature. Cet Etat est dirigé par le parti communiste, détenteur de la solution historique : l'unification de l'espèce humaine.

9.2.2.3. Pour la première fois dans l'histoire, on a une révolution faite par une classe dont le but historique est de nier toutes les classes et de se nier **elle-même**. Par conséquent l'Etat également est voué à déperir, à s'éteindre. Si la révolution communiste doit ériger un nouveau pouvoir d'Etat pour faciliter l'émergence de la société nouvelle des entrailles de l'ancienne, cette révolution est en même temps dirigée contre l'Etat. (cf. Lénine. "L'Etat et la révolution").

Par conséquent l'Etat prolétarien ne saurait être un Etat au sens traditionnel du terme. Il n'est, dès son apparition, déjà plus qu'un demi-Etat. D'une part son administration, son organisation est confiée aux grandes masses de la population laborieuse; ses mécanismes, son fonctionnement sont simplifiés à l'extrême, au point que, **même** sur la base de l'instruction étriquée fournie à la classe ouvrière et à ses fils par ses maîtres capitalistes, chaque prolétaire peut prendre part à la direction de l'Etat. Pour cela, des mesures essentielles doivent être prises immédiatement :

- suppression de la bureaucratie, du fonctionariat permanent, "placé au-dessus de la société" (Engels).

D'où entre autres :

- Rotation des tâches, **élection** des "fonctionnaires" par les organes du pouvoir prolétarien, pas de distinction dans le niveau de vie entre "fonctionnaires" et ouvriers, suppression des titres, charges, carrières etc...

- abrogation des principales lois de l'Etat bourgeois.

Tout cela implique que les prolétaires consacrent une partie de leur temps de travail à l'apprentissage de l'Etat et de ses fonctions.

D'autre part, d'autres mesures visant au démantèlement de l'Etat bourgeois et à l'érection de l'Etat prolétarien doivent être prises, telles que :

- Suppression de l'armée **permanente**, de la police, des tribunaux. Désarmement de la bourgeoisie. Constitution d'une **armée rouge**, armement et entraînement du prolétariat, **création** de milices prolétariennes. Développement de la production de guerre. Erection de tribunaux révolutionnaires.

- Interdiction de tous les partis politiques, syndicats, ligues privées, associations etc...

- Fusion des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au sein

de l'Etat prolétarien.

- Mesures tendant à favoriser le développement de la créativité et de l'expression du prolétariat.
- Destruction des principaux édifices et symboles politiques et idéologiques de la classe capitaliste.

9.2.2.4. La dictature du prolétariat c'est la prise du pouvoir politique par le prolétariat, et ce pouvoir repose sur la violence exercée par les masses prolétariennes contre les forces hostiles au communisme. L'Etat prolétarien, comme tout Etat, est un "pouvoir spécial de répression" (Lénine) entre les mains de la classe dominante. Il a pour tâche de mater les anciennes classes dominantes et les forces opposées à la révolution.

Le prolétariat doit également se servir de son Etat pour exercer sa dictature sur les forces productives et les réorienter de manière à assurer l'émergence du communisme.

- Expropriation de la bourgeoisie et de la grande propriété foncière.
- Socialisation des moyens de production et d'échange.
- Mesures tendant à l'abolition du salariat et à l'instauration du bon de travail. Pour cela le prolétariat utilise tous les éléments fournis par la société bourgeoise elle-même, par exemple développement des banques etc...
- Mesures visant à l'élimination de tout caractère mercantile à la production.
- Réorganisation de la production. Recensement et répartition de toutes les activités productives.
- Mise en place d'un plan de consommation humaine, reconvertissant et répartissant les forces productives universelles.
- Rupture des limites nationales et d'entreprise. Destruction de l'entreprise, cellule de base du MPC.
- Développement et mécanisation de l'agriculture. Augmentation de la force de travail affectée à cette sphère. Planification démographique et mesures visant à la réconciliation de la ville et de la campagne.
- D'autre part, afin de ne pas tomber dans la logique capitaliste du minimum d'efforts pour le maximum de-résultats, le prolétariat n'hésitera pas, sur la base héritée de la production capitaliste à augmenter les coûts de production. Rupture avec les anciennes cadences de la production et la productivité inhumaine du MPC, tant que la transformation complète de la technique et de la technologie spécifiquement capitaliste ne permettra pas de libérer totalement les forces productives. Cela n'empêche pas la réduction du temps de travail. Suppression des activités anti-sociales. Obligation du travail à tous les membres de la société. Généralisation du travail manuel. Développement de l'automation, tout particulièrement pour les tâches pénibles et dangereuses.
- Interdiction du travail de nuit.
- Socialisation des tâches domestiques : travaux ménagers, éducation des enfants, afin de supprimer l'esclavage des femmes, dont l'émancipation complète est impossible sans la disparition de la famille.
- Généralisation maximale de la gratuité : repas, services collectifs, santé, transports, loyers...
- Réquisition et expropriation des logements de la bourgeoisie. Redistribution des logements.
- Arrêt de la construction dans les grandes villes.
- Création des infrastructures collectives propres à l'instauration des formes de vie communautaires.
- Interdiction de la circulation automobile dans les grandes villes.

- Mesures visant à la réconciliation du travail manuel et intellectuel, et à supprimer la division sociale du travail. Rotation des tâches.
- Mesures tendant à une éducation combinant les activités intellectuelles, manuelles et physiques.

9.2.2.5. La dictature du prolétariat voit la généralisation de la condition de prolétaire à l'ensemble de la société. C'est là la forme initiale fondamentale que prend la négation des classes, objectif final de la révolution communiste. Toutefois, en tant que mesure transitoire, il s'agit là d'une négation encore négative de la société de classes. La négation sera véritablement accomplie lorsque la communauté humaine sera achevée. Mais d'ores et déjà, avec l'obligation du travail productif à tous les membres de la société, la nature générique de l'espèce humaine se réaffirme; elle n'est désormais plus masquée par la mystification salariale. On a donc réalisé ici un premier pas pour que l'espèce s'affirme directement dans son activité productive, activité vivifiante et non aliénante de l'homme. Mais pour réaliser vraiment cela, il faut détruire radicalement la valeur, extirper les racines du MPC, procès qui s'achève avec l'instauration de la phase inférieure du MPC.

9.2.3. La phase inférieure du communisme.

9.2.3.1. La dictature du prolétariat a pour rôle de favoriser l'émergence du communisme, son accouchement des entrailles de la vieille société. Elle est donc transitoire. Au fur et à mesure que son objet est atteint, se réalise, sa raison d'être s'évanouit. Ainsi, les indispensables mesures de coercition que prend l'Etat prolétarien deviennent progressivement sans objet, tout comme l'Etat lui-même, laissant ainsi les processus impulsés au départ s'épanouir par eux-mêmes, se développer au sein de la société, jusqu'au point où plus aucune "mesure" coercitive transitoire n'est nécessaire pour aider le communisme à se réaliser. De même que le tuteur oblige la jeune plante encore fragile à se redresser dans la direction voulue et devient superflu lorsque la plante a gagné en force et en puissance, de même la dictature du prolétariat a pour tâche de favoriser l'instauration de la phase inférieure du communisme. C'est pour cela que nous désignons, par comparaison la phase qui englobe la dictature du prolétariat et la phase inférieure du communisme, comme une phase de domination formelle du communisme. Là, comme lors de l'instauration du MPC, le communisme doit s'établir CONTRE une ancienne société, des anciens rapports de production, des anciennes classes sociales, un ancien mode de vie. Pour accomplir sa mission historique, le prolétariat ne peut se passer de la force organisée, de l'Etat.

9.2.3.2. Avec le déperissement de la dictature du prolétariat, l'on pénètre de plein-pied dans le communisme, mais celui-ci reste encore marqué des stigmates de la société ancienne : nous ne sommes encore que dans la phase inférieure du communisme. Par exemple la société ne dépasse pas encore le droit bourgeois dans la sphère de la répartition individuelle des produits. Aussi utilise-t-elle le bon de travail.

Avec la généralisation du travail productif (travail manuel) à tous les membres de la société, on a un premier pas vers l'abolition du salariat. Chaque individu participe au procès productif social. Il y'a une prévision des besoins de la société, et chacun accomplit sa part du travail productif, Aussi le caractère social du travail de l'individu est-il posé avant la production, alors que dans le MPC, c'est la valeur qui vient sanctionner après coup le caractère social du travail effectué. Ici, la valeur a disparu. La société maîtrise ses conditions de vie et de production. L'anarchie propre au MPC a disparue. Pour arriver à cette maîtrise et à répartir le temps de travail entre les individus, la société établit un plan de consommation et recense

les besoins nécessaires à la satisfaire. A ce niveau, le temps de travail joue doublement. D'une part il permet de régler "le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins" (Marx); ainsi la société sait qu'elle devra consacrer tant de temps à la production de tel bien etc... Le communisme, dès sa phase inférieure suppose un système mondial; une telle maîtrise des conditions de la production ne peut être établie qu'à l'échelle de la planète. D'autre part, le temps de travail sert à mesurer la participation individuelle de chacun à l'activité collective.

Dans la phase inférieure du communisme, la consommation individuelle est encore contingentée et la répartition des produits se fait selon le temps de travail de chacun. C'est là que se met en place le bon de travail, sanctionnant la participation de l'individu au travail de la société et lui permettant de retirer des biens de consommation individuels. Il va de soi qu'ici on considère seulement le temps de travail concret, car le travail abstrait a disparu. Autrement dit on ne considère que le "temps d'horloge" : un individu qui accomplit une heure de travail recevant la même qualité de biens de consommation individuels qu'un autre qui a également travaillé une heure. On ne tient pas compte des différences, telles qu'elles se créent sur la base de la production capitaliste. Lorsque l'on raisonne en fonction de la valeur, c'est-à-dire dans le MPC, une heure "d'horloge" du travail d'un individu peut valoir plus ou moins qu'une heure d'horloge du travail d'un autre individu, selon que le travail de l'un est par exemple plus ou moins intensif, ou complexe, que le travail de l'autre.

Sur le temps de travail global fourni par les individus associés, la société défalque le temps nécessaire au remplacement des moyens de production usagés, une fraction supplémentaire pour accroître la production, un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents les perturbations dues à des phénomènes naturels etc... La société prend également ainsi en charge l'entretien de ses membres qui ne peuvent pas travailler : enfants, vieillards, malades. Mais cette défalcation opérée par la société est effectuée sur le fonds global de travail fourni au sein de cette dernière. Tout antagonisme entre travail nécessaire et surtravail a disparu.

9.2.3.3. Le bon de travail n'est pas de l'argent. Il ne circule pas. Avec lui on ne peut effectuer qu'une seule "transaction" : contre une quantité de travail donnée, on obtient une quantité de produits donnée. Le bon de travail est donc par nature limité; il ne peut devenir équivalent général. On enrayerait ainsi définitivement toute résurgence du mode d'autonoisation de la valeur.

9.2.3.4. La masse des produits à distribuer étant encore limitée, le bon de travail assure le contingentement de cette répartition. Celle-ci se faisant au prorata du temps de travail effectué. Mais bien que les besoins de chaque individu soient fondamentalement différents, on a encore une répartition égalitaire, "démocratique" entre les individus, d'où subsistance du "droit bourgeois".

9.2.3.5. Dans la phase inférieure du communisme, on a encore dans une certaine mesure un antagonisme entre temps de travail et temps disponible, puisque le temps de travail joue encore un rôle de mesure. Pour abolir la Contradiction, la société communiste réduit la journée de travail, poursuit le développement rationnel de l'automatisme, libère au maximum l'espèce des tâches nécessaires à son maintien. Nous disons au maximum car l'espèce humaine ne peut se passer de produire et reproduire quotidiennement ses moyens d'existence. Ainsi le temps de travail ne peut être réduit à zéro.

"A la vérité, le règne de la liberté commence seulement à partir du moment où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures; il se situe donc, par sa nature même, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite . Tout comme l'homme primitif, l'homme civilisé est forcé de se mesurer avec la nature pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie; cette contrainte existe pour l'homme dans toutes les formes de la société et sous tous les types de production. Avec son développement, cet empire de la nécessité naturelle s'élargit parceque les besoins se multiplient; mais, en même temps se développe le processus productif pour les satisfaire. Dans ce domaine la liberté ne peut consister qu'en ceci : les producteurs associés - l'homme socialisé - règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais l'empire de la nécessité n'en subsiste pas moins. C'est au-delà que commence l'épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté qui, cependant, ne peut fleurir qu'en se fondant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale de cette libération." (Marx. Capital III, conclusion. Pléiade t.2 p1487-88)

9.2.4. Phase de domination réelle du communisme : la phase supérieure du communisme.

9.2.4.1. Avec le passage à la phase supérieure du communisme, nous entrons dans une nouvelle ère : la domination réelle du communisme. Dans la phase qualifiée de domination formelle du communisme, nous avons inclus deux moments : la dictature du prolétariat et la phase inférieure du communisme, afin de bien montrer la dynamique du passage de la dictature du prolétariat au communisme dans sa phase inférieure. Les éléments mis en place au cours de la dictature du prolétariat favorisent le développement de la phase inférieure du communisme. Dans cette phase certains traits de la vieille société subsistent. Des moyens sont nécessaires pour extirper définitivement les racines de la valeur de la société, comme par exemple le bon de travail. Avec la phase de domination réelle du communisme nous avons un nouveau bouleversement qui s'opère. La révolution (au sens large, au sens du bouleversement total des conditions de vie existantes) s'achève. Les dernières formes et éléments transitoires ont disparu. Le communisme s'est créé une base propre sur laquelle la communauté humaine va pouvoir enfin se développer et s'épanouir pleinement.

9.2.4.2. Durant la dictature du prolétariat, le parti communiste exerce un rôle dirigeant. C'est lui qui dirige l'Etat. Avec le communisme pleinement développé, l'espèce humaine n'a plus besoin de cette médiation. Tout comme l'Etat, le parti dans son acceptation formelle déperit et disparaît. Mais ce qui, dans le parti historique, était préfiguration de la communauté humaine prend corps, s'épanouit et se généralise à l'ensemble de la société. Désormais l'espèce humaine n'a plus besoin d'aucune médiation autre que la communauté humaine elle-même.

9.2.4.3. Dans le communisme, les classes, l'Etat et la division du travail ont disparus, Il n'y a plus d'opposition entre la ville et la campagne mais l'humanité est répartie harmonieusement à la surface du globe. La division du travail, la séparation entre travail manuel et travail intellectuel ont disparu. Les hommes se livrent librement à l'activité générique de reproduction de l'espèce humaine.